

THÈSE DE
PARIS.
1883
N^o. 39.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE

Le Lundi 25 Juin 1883, à huit heures du matin

PAR

MARCEL DRY DUPRÉ

Avocat à la Cour d'appel

PARIS

IMPRIMERIE A. LAHURE

9, RUE DE FLEURUS, 9

1883

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ORGANISATION JURIDIQUE DU TRAVAIL

- 1^o L'ESCLAVE DEVANT LA LOI ROMAINE
2^o CORPORATIONS DANS L'ANCIEN DROIT
3^o PATRONS ET OUVRIERS EN DROIT ACTUEL.
-

THÈSE POUR LE DOCTORAT

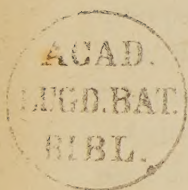
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

PAR

Marcel DRY DUPRÉ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Le lundi 25 juin 1883, à 8 heures du matin.



Président : M. BOISTEL.

Suffragants :	{	MM. LABBÉ. JALABERT.	{ Professeurs.
		LEFEBVRE. Henri MICHEL.	

PARIS
IMPRIMERIE A. LAHURE
9, RUE DE FLEURUS, 9

1883

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Deux grands écrivains de notre siècle, complètement différents d'opinions, Chateaubriand et Blanqui, ont laissé s'échapper de leur poitrine le même cri de désespoir et ont affirmé la même foi dans l'avenir en se trouvant en face de l'infinie division sociale qui règne parmi les hommes : « Un temps viendra, disait le premier, où l'on ne concevra plus qu'il fut un ordre social dans lequel un homme comptait un million de revenu, tandis qu'un autre n'avait pas de quoi payer son dîner. » — « Je crois fermement qu'un jour, disait le second, il n'y aura plus de parias au banquet de la vie. »

Cette prophétie s'accomplira-t-elle, nul ne le sait : mais il est certain qu'il fut une époque où l'homme, encore nouveau sur la terre, ignorait l'inégalité dans la richesse. De tous temps pour produire cette richesse, il a fallu le concours des agents naturels, du capital et du travail ; mais ces deux facteurs ont joué un rôle plus ou moins prépondérant suivant les époques. Si nous remontons à l'origine des temps, à l'époque

patriarcale, nous voyons ces deux agents réunis dans toutes les mains ; le patriarche et son serviteur travaillent tant que leurs corps en ont la force, le premier n'a d'autorité que quand il s'agit de distribuer à chacun, soit le travail à faire, soit les produits de ce travail ; mais tous ont droit à cette richesse, résultat des efforts de la tribu ; le serviteur, devenu vieux, en aura sa part quoiqu'il ne puisse plus travailler, il ne manquera donc de rien. En un mot, dans ces grandes familles nomades qui ne savaient pas encore ce que c'était que de posséder une part limitée de la terre et de la cultiver, mais qui n'avaient que des troupeaux conduits là où la terre d'elle-même produisait de quoi les nourrir, égalité parfaite du travail et de la richesse, répartition égale aux besoins faite par le patriarche entre lui et chacun de ses serviteurs. Mais cela ne dura pas indéfiniment : J.-J. Rousseau nous dit que le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire : « Ceci est à moi, » et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Ce fut sans doute un de ces chefs nomades qui se fixa ainsi dans une contrée et s'en empara au nom de la tribu. Chaque membre de cette tribu reçut une partie de la contrée pour la cultiver, il se l'appropriâ, tout en reconnaissant la supériorité du chef originaire : l'état *théocratique* était créé (Dumont d'Urville).

Or, continue le *Contrat social*, quand les héritages se furent accrus en nombre et en étendue, au point de couvrir le sol entier et de se toucher tous, les uns

ne purent s'agrandir qu'aux dépens des autres et les surnuméraires, que la faiblesse ou l'indolence avaient empêché d'en acquérir à leur tour, devenus pauvres sans avoir rien perdu, parce que tout changeant autour d'eux, eux seuls n'avaient point changé, furent obligés de recevoir ou de ravir leur subsistance de la main des riches ; et de là commencèrent à naître, selon les divers caractères des uns et des autres, la domination et la servitude ou la violence et les rapines.

Chez les peuples où les maîtres du sol s'entendirent pour défendre leur propriété, nous trouvons immédiatement l'idée d'échange. Les riches disent aux pauvres : vous désirez telle chose qui est à nous, nous vous la changerons contre ce que vous pourrez nous donner. Le pauvre répondait : Je ne possède rien, mais j'ai des bras et je puis travailler, je vous donne mon travail en échange de ce dont j'ai besoin. Le riche avait ce qu'on a appelé plus tard, le capital ; le pauvre avait le travail. A l'origine, et particulièrement dans l'ancienne Rome, le capitaliste exigeant du pauvre, non seulement le travail, mais encore l'abandon de la liberté, devint le maître, l'autre fut l'esclave. Chez nous le travailleur garde sa liberté, c'est l'ouvrier, le capitaliste est le patron.

La personnalité de l'esclave est absorbée dans celle du patron, l'esclave est une chose, il est pour ainsi dire hors la loi ; l'ouvrier, au contraire, est l'égal du patron devant la loi, il a, comme lui, une personnalité qui n'est en aucun point inférieure à l'autre. Entre

ces deux états de chose si différents se plaça, au moyen âge et jusqu'à la révolution française, un système intermédiaire où, sans être esclave, le travailleur se trouvait dans une condition très inférieure à celle de son patron, c'est ce qui dura tout le temps que subsistèrent les corporations avec les maîtrises et les jurandes.

L'étude juridique de l'organisation du travail aux trois grandes époques historiques peut donc se diviser ainsi :

Situation de l'esclave en droit romain,
Les corporations dans l'ancien droit,
Organisation ouvrière en droit actuel.

DROIT ROMAIN

SITUATION JURIDIQUE DE L'ESCLAVE

Préambule. — Justinien définit l'esclavage : « *Servitus est constitutio juris gentium qua quis dominio alieno contra naturam subjicitur..... In servorum conditione nulla est differentia.* » La servitude est une institution du droit des gens en vertu de laquelle une personne se trouve soumise, contre toute loi de la nature, à la volonté d'une autre..... Entre les esclaves il n'existe aucune inégalité.

L'esclave est donc entièrement soumis à la volonté de son maître, ce n'est plus un homme, d'après la loi, c'est un être humain classé parmi les choses essentiellement susceptibles d'être possédées, une *res mancipi*, rangée parmi les animaux utiles à l'homme, à côté du bœuf et du mulet.

Aussi à l'origine n'était-ce pas un crime de le tuer ; le maître pouvait le faire impunément ; l'étranger devait une indemnité au maître qu'il privait d'un bien, mais il n'y avait pas d'action criminelle. Ce ne fut que plus tard que la loi Cornelia vint protéger la

vie de l'esclave : « *Et qui hominem occiderit, punitur, non habita differentia cujus conditionis hominem intermit.* » Cette loi se plaça à côté de la loi Aquilia qui continua à défendre les droits du maître. Mais la loi Cornelia n'atteignait pas le maître qui conserva son droit de vie et de mort sur son esclave. Ce ne fut que sous Adrien que ce droit exorbitant disparut et Antonin le pieux, assimila le maître à un étranger quand il s'agissait de la vie de l'esclave.

Toutefois il était permis aux esclaves de faire partie des *collegia tenuiorum*, c'est-à-dire d'associations amicales de gens de condition inférieure, sorte d'association de secours mutuels qui avait pour but de soustraire le sociétaire à la sépulture commune et de lui procurer une tombe spéciale, avec une plaque de marbre indiquant son nom (Renan, *les Apôtres*, p. 351. Horace, sat. I, VIII, 8). Ces associations furent tantôt supprimées et persécutées, tantôt autorisées; mais jamais on ne songea, quand on les tolérait, à empêcher les esclaves d'en faire partie; c'était justement un des griefs dont on les accusait pour les supprimer (Cic., *in pis.* 4, 9). Car, après sa mort, l'esclave était autant qu'un homme libre, les Romains reconnaissaient l'égalité devant la mort, et toute tombe était sacrée.

Quant aux autres droits, comme le maître n'était plus retenu par la crainte de diminuer son bien comme dans le cas de mort, la loi dut intervenir plus tôt : dès Néron, le préfet de la ville était chargé d'écouter les plaintes des esclaves trop maltraités; la

loi Petronia défendait de les vendre pour les combats de bêtes, Adrien et Marc-Aurèle confirmèrent cette loi par des édits, Antonin le pieux ordonna de faire vendre l'esclave réfugié aux autels ou aux images impériales, quand la cruauté du maître dépassait les bornes, ou s'il lui donnait un emploi contraire à son caractère et ses aptitudes.

Le christianisme ne vint pas détruire le principe de l'esclavage ; mais il était impossible qu'une religion qui ordonne à tous les hommes de se regarder comme frères, n'eût pas un écho dans les lois d'un empire qui l'admit à l'exclusion de toute autre. En effet, Constantin restreignit beaucoup le droit de correction, plus tard le mariage fut admis légalement parmi les esclaves, on ne put vendre un des conjoints sans l'autre ; enfin, sous Justinien, la loi considère bien l'esclave comme un homme et comme tel le protège dans sa vie et dans sa famille ; mais c'est un homme dégradé à qui, au point de vue de la faculté qu'a l'homme de posséder et d'user des choses, elle s'efforce encore de refuser tout droit.

Cependant, comme le dit Justinien, cette institution est *contra naturam*. Aussi, à propos d'elle, le droit romain est plein de contradiction. Mis hors du droit commun, les esclaves remplissent le droit civil de leur présence, rangés parmi les choses, ils figurent avec les personnes, avec les citoyens eux-mêmes, comme parties contractantes dans tous les rapports de la vie sociale, dans presque tous les actes de la loi. Tantôt, empruntant la capacité de leur maître, ils peu-

vent posséder, acquérir et recevoir des engagements pour lui et en sa faveur, et quelquefois l'engager lui-même, tantôt la loi leur reconnaît une capacité suffisante pour s'engager eux-mêmes, ou donne contre eux la possibilité d'une action, tantôt enfin ils s'engagent; mais la loi ne donnant aucune action contre eux ils ne sont tenus que naturellement.

PREMIÈRE PARTIE

DES CAS OU L'ESCLAVE AGIT EN EMPRUNTANT LA CAPACITÉ
DU MAÎTRE.

NOTA. — En matière civile la loi romaine suppose toujours le consentement du maître quand elle fait rejaillir sur lui le fait de l'esclave : aussi le maître est-il toujours censé autoriser son esclave à faire sa condition meilleure et faut-il, sauf les cas de délits ou quasi-délits, que son consentement soit plus explicite quand sa condition peut devenir pire. Dans cette hypothèse, le droit civil refusant toute action contre le maître, le droit prétorien dut intervenir dans l'intérêt de l'équité.

CHAPITRE PREMIER

ACQUISITIONS AU PROFIT DU MAÎTRE

§ 1. — POSSESSION. — DROITS RÉELS.

Quodcumque per servum acquiritur, id domino acquiritur (Inst. I, 8, 1.). *Acquiritur nobis non solum per nos metipsos, sed etiam..... per servos in quibus usufructum habemus* (Inst. II, 9, pr.). Tout ce que l'esclave acquiert appartient à son propriétaire ou à son usufruitier, on doit joindre, et à son possesseur de bonne foi.

L'esclave empruntant la capacité de son maître peut lui acquérir des droits et faire naître des actions à son profit : il lui acquiert des droits de simple possession, soit des droits réels.

Possession. — L'esclave peut détenir une chose, en ce cas remplace-t-il absolument le maître ? D'abord il est certain que l'esclave ne peut posséder pour lui-même ; étant considéré comme une chose, il n'a rien, si le fait qu'il détient une chose peut avoir quelques conséquences juridiques, c'est uniquement au profit de son maître.

Pour que l'on puisse posséder il faut avoir le *corpus* et l'*animus*: Paul (lib. LIV, XLIX, *ad Pap.*) nous dit que l'on peut emprunter le *corpus* d'autrui, mais que l'*animus* doit nous être personnel. Il faudra donc que le maître donne ordre à l'esclave de détenir une chose pour en être possesseur, il aura alors l'*animus* personnel et le *corpus* de son esclave qui remplace le sien propre: mais ne peut-il pas arriver que l'*animus* de l'esclave puisse suppléer à celui du maître quand il a déjà le *corpus* à l'insu de ce dernier? Nous en trouvons plusieurs cas. Il suffit quelquefois que le maître donne une autorisation générale de détenir pour qu'il soit supposé avoir toujours l'*animus*, c'est ce qui arrive quand l'esclave possède un pécule (*Dig.* XLI, t. II, l. I, § 5), le maître acquiert la possession, même à son insu, toutes les fois que l'esclave appréhende une chose, *ex causa peculari*. Ceci n'est qu'une dérogation au moment précis de la nécessité de l'*animus*, mais il y a des cas où la loi va plus loin et où l'*animus* manque absolument en la personne du maître, qui alors emprunte les deux éléments de la possession. Ainsi quand le maître est *infans*; fou ou captif ou quand l'esclave appartient à une cité, à une église; il ne peut légalement y avoir *animus* de la part du maître, cependant l'esclave lui acquiert la possession (*Dig.* XLI, t. III, l. XLIV, 7.). C'est du moins l'opinion qui prévalut, car Paul semble nous dire qu'elle a été discutée (*Dig.* XLI, t. XI, l. 1, § 22, *in fine*).

L'esclave pouvant acquérir la possession, a le droit

de la défendre; aussi, quoique la loi lui interdise presque toujours l'accès des tribunaux, elle lui permet dans ce cas, de réclamer devant la justice, la protection de sa possession, c'est ce que nous dit une constitution de Constantin (Cod. VIII, t. V, l. 1.).

Droits réels. — L'esclave pouvant légalement procurer la possession à son maître, lui procure comme conséquence immédiate la propriété toutes les fois qu'elle n'est que le résultat de la possession, c'est-à-dire au moyen de l'occupation et de l'usucapion, dans ce dernier cas, la bonne foi doit accompagner et l'*animus* et le *corpus*, la mauvaise foi même d'un seul côté, suffit pour empêcher l'usucapion (*Dig.* XLI, t. IV, l. XX, § 10, 11, 12, 13, 14.) Cette règle dut s'étendre à la prescription.

Quant aux autres modes d'acquisition, tant du droit civil que du droit prétorien, ils sont tous susceptibles d'être employés par l'esclave empruntant la capacité du maître, sauf ceux qui par leur nature même n'admettent pas un esclave, c'est-à-dire l'*in jure cessio* et l'*adjudicatio* : dans ces deux cas, en effet, il s'agit d'une propriété acquise à la suite d'un jugement; or, à part quelques très rares exceptions, l'esclave qui, à l'origine, ne pouvait paraître au *forum* réservé aux citoyens et où se rendait la justice, n'a pas été admis devant un tribunal quand même ce ne fut plus au *forum* que se jugèrent les procès. Mais un esclave peut figurer dans une mancipation, il remplacera alors les mots : *meam*, employé par le père de famille; *partis mei*, employé par le fils, par les

mots : *domini mei* (Caius, *com.* III, § 167) ; il peut recevoir tradition d'une chose, ce qui donne au maître la propriété quiritaire si la chose est *nec Mancipi* et bonitaire susceptible d'usucapion si elle est *Mancipi*.

L'esclave pouvant acquérir pour son maître la propriété, peut aussi en acquérir les démembrements.

§ II. — SUCCESSION ET LEGS, OBLIGATIONS.

Succession et legs. — Une difficulté s'élève quand il s'agit d'une hérédité ou d'un legs laissé au profit d'un esclave. Nous savons que la *factio testamenti* est un des éléments de la *civitas romana* dont un esclave ne jouit jamais. Cependant les Romains, toujours guidés par le désir de faire de l'esclave un instrument productif pour le maître, comme le déclarait Caton, lui permirent d'emprunter la *factio testamenti* de son maître pour être institué héritier ou légataire et faire addition d'hérédité ou accepter le legs. Celui qui peut instituer quelqu'un son héritier peut instituer l'esclave de cette personne (Ulp. XXII, § 9) ; telle est la règle au moment où le testament est fait ; mais pour qu'il ait un résultat, il faut attendre que le testateur soit mort ; or, entre la confection du testament et la mort du testateur, l'esclave peut rester dans la même condition, ou changer de maître, ou être affranchi, ou mourir. La règle générale est que l'hérédité laissée valablement à un esclave profite à la personne sous l'autorité de laquelle il se trouve

au moment du décès du testateur, ou à lui-même, s'il est libre, pourvu que celui qui bénéficie du testament ait la *factio testamenti* avec le testateur au moment de la mort de ce dernier (*Dig.* XXXVII, II, II, 9). Le dernier maître ou l'affranchi aura la propriété quiritaire ou la *bonorum possessio*, selon la manière dont il aura été institué. L'hérédité est un mode d'acquisition *per universitatem*; actif et passif changent de main à la fois; comme il peut même arriver que le passif dépasse l'actif et qu'on ne peut pas faire de séparation de ces deux éléments, en certains cas le maître serait appauvri par le fait de son esclave, acceptant une succession onéreuse; aussi les Romains exigent-ils l'ordre exprès et indispensable du maître pour que l'esclave fasse adition valablement, mais ce n'est là qu'une marque de sa servitude (*Dig.* XXIX, t. II, l. X, § 1). L'esclave a bien une personnalité, il emprunte, il est vrai, la *factio testamenti* de son maître, mais c'est bien lui qui est héritier (*Frag. vat.*, § 75. — *Dig.* XXXI, t. I, l. LXXXII, § 2). S'il s'agit non d'une hérédité, mais d'un legs ou d'un fidéicommiss, le raisonnement fait par les Romains est à peu près le même. Le legs, il est vrai, n'était pas toujours un mode d'acquérir *per universitatem*; toutefois, quand il était universel, tel que le fidéicommiss d'hérédité, le sénatus-consulte trébellien permet de poursuivre le fidéicommissaire; quand il s'agissait d'un legs partiaire, la question était controversée; beaucoup de jurisconsultes obligent le légataire même au delà de son émolument (Caius II,

§ 254-257. Ulpien, t. XXV, § 15). Dans ces deux cas, on comprend que l'esclave ne puisse accepter qu'avec l'ordre de son maître, et les Romains ont généralisé la règle pour tous les legs sans distinction, également comme marque de servitude.

Le seul point où les règles du legs diffèrent de celles de l'hérédité, se trouve dans l'application du *dies cedit* pour connaître qui va bénéficier du legs, tandis que pour l'hérédité on se place à la mort du *de cuius*. *Servi persona in legato spectatur*; ainsi on peut léguer à un esclave ce qui appartient à son maître, mais on ne peut lui léguer une servitude au profit du fonds du maître, car, pour que le legs d'une servitude soit valable, il faut que le légataire soit propriétaire du fonds dominant, ce qui rend impossible d'une façon générale le legs d'une servitude à un esclave (*Dig. XXXIII, III, V. — Frag. vat., § 56*). La mort ou l'aliénation d'un esclave fait-elle tomber le legs d'usufruit fait à son profit? Les *fragmenta vaticana* semblent nous indiquer l'affirmative comme règle; mais le code fit prévaloir le contraire que Justinien admit (*Cod. III, 33, 17*). Enfin, si nous nous plaçons à l'époque du règne de la règle catonienne, le legs fait à l'esclave de l'institué au moment de la confectio du testament tombe, que l'esclave ait été aliéné ou non dans la suite.

Obligations. — L'esclave peut aussi rendre son maître créancier au moyen des obligations. Ici, la loi semble refuser toute espèce de personnalité à l'esclave, c'est le maître qui parle par sa bouche : aussi

nous ne trouvons plus les règles précédentes qui supposaient une personnalité chez l'esclave. Il peut acquérir sur la tête de son maître un usufruit et des servitudes pour son fonds (*Frag. vat.*, § 56, 57). Tous les contrats du droit civil par lesquels on devient créancier et non débiteur, sont accessibles à l'esclave empruntant la capacité de son maître, pourvu que ce dernier en retire un bénéfice. Dans les contrats *verbis*, l'esclave changera seulement un peu la formule; au lieu de dire : « *Centum mihi* », il dira « *Centum domino meo dare spondes* » (*Inst. L. III, t. XXVIII, l. 3, — Caius, comm. III, § 167*). Si l'esclave met en jeu sa personnalité, le contrat est nul. La différence entre la succession et l'obligation ressort complètement si l'on compare, dans ces deux cas, l'esclave au fils de famille. Ce dernier, en effet, est citoyen et jouit de tous ses droits comme tel, seulement la loi ne le reconnaît pas susceptible de rester propriétaire ou créancier, tout son actif grossit celui du père de famille; le fils de famille a une *factio testamenti* qui lui est propre, mais la loi, toujours à cause de l'indivisibilité du passif et de l'actif d'une hérédité, l'oblige à avoir, comme l'esclave, l'autorisation du père de famille, ce qui fait que dans les successions l'esclave et le fils sont assimilés, mais dans les obligations, le fils peut stipuler en son nom personnel; dans ce cas, ce qu'il peut acquérir appartient au père, ce dont il s'appauvrit en devenant débiteur reste à sa charge légalement, la puissance que son père a sur lui est le seul obstacle qu'il peut opposer aux poursuites de ses

créanciers. L'esclave, au contraire, ne peut stipuler en son propre nom et ses engagements sont nuls devant la loi s'il appauvrit son maître; pour lui, il n'est aucunement tenu légalement.

Esclave donné en usufruit, ou à usage, ou indivis.
— Lorsqu'un esclave est soumis à un droit d'usufruit, toutes les acquisitions qu'il fait au moyen des choses appartenant à l'usufruitier, vont profiter à ce dernier; de même tout ce qu'il peut gagner en louant ses services à des tiers (Caius, II, § 88). L'usager de l'esclave aura les mêmes droits, sauf les bénéfices résultant de la location des services de l'esclave, car le droit d'usage ne comprend pas celui de louer. Toutes les acquisitions qui ne profitent ni à l'héritier ni à l'usager, telles que les donations, legs ou hérédités laissés à l'esclave, non en vue de l'usufruitier ou de l'usager, reviennent au nu-propriétaire (*Dig.*, L. XXXI, XLV, 3). Il suit de là que si l'esclave achète une chose et fournit une satisfaction au lieu de payer le prix, pour savoir qui est propriétaire, il faut attendre le payement et examiner quel patrimoine l'a fourni en définitif, tant que l'usufruit dure (*Dig.*, l. XXIV, XIX, I).

Lorsque l'esclave est indivis, logiquement chaque maître a dans l'acquisition un droit proportionnel à son droit de propriété sur l'esclave (*Dig.*, V, pr., l. XLV, 3). Toutefois il acquiert exclusivement pour un seul maître : 1° lorsque volontairement et formellement il a exprimé qu'il voulait acquérir pour l'un d'eux seulement, ce qui pourra s'appliquer aussi bien

à la mancipation qu'aux stipulations. Ceci s'applique même à l'esclave soumis à un droit d'usufruit. Toutefois, s'il a déclaré acquérir pour le nu-propriétaire, l'usufruitier aura une *condictio* contre le nu-propriétaire pour se faire indemniser : il en est de même du cas où l'esclave a un maître bonitaire et un maître *ex jure quiritium* (*Dig.*, l. XXXIX, XLV, 3. — *Caius*, II, § 88, III, § 166). Il faut que l'esclave désigne *nominatim* pour qui il veut acquérir; ceci est certain quand il y avait des paroles à prononcer, mais que décider dans les autres cas, dans la tradition, par exemple? Le *tradens*, en livrant à l'esclave, a l'intention de faire bénéficier un des maîtres, l'esclave un autre. Julien, se conformant aux principes rigoureux du droit, déclare l'acte absolument nul (*Dig.*, l. XXXVII § 6, XLI, 1). Ulpien, moins rigide, mais plus équitable, décide que la volonté du *tradens* l'emportera (*Dig.*, l. XIII, XXXIX, 5). 2° lorsqu'il agit sur l'ordre d'un seul, toutefois encore ici l'esclave, malgré cet ordre, peut, en désignant *nominatim* un autre maître, le faire bénéficier de son acquisition (*Caius*, III, § 167. — *Inst.* III, XXVIII, § 3. — *Cod.*, l. III, IV, 27); 3° lorsque, par la force des choses, un seul des maîtres peut profiter de l'acquisition, s'il s'agit, par exemple, d'une servitude prédiale en faveur du fonds de ce maître (*Dig.*, l. XII, XXXVI, 8).

L'esclave ne pouvant contracter qu'au bénéfice de son maître, il y avait un grand danger pour le contractant libre qui n'osait s'engager dans un contrat où toute action était donnée contre lui, tandis qu'il

se trouvait désarmé. De là aussi une entrave pour le commerce, d'autant plus dangereuse que les Romains, dédaignant de s'occuper par eux-mêmes du négoce, avaient l'habitude de le faire faire par leurs esclaves. Aussi, malgré la décision du droit civil et conformément à l'équité, on arriva assez vite à considérer le maître tenu par le fait de son esclave, surtout quand il en retirait un bénéfice quelconque ou qu'il semblait avoir formellement autorisé son esclave à agir; le prêteur, alors, accordait contre lui différentes actions, c'est-à-dire qu'on le considérait valablement comme débiteur légal.

CHAPITRE II

LE MAÎTRE ENGAGÉ PAR LE FAIT DE SON ESCLAVE.

§ 1^{er}. — ACTIONS NOXALES.

Le droit civil ne nous cite qu'un seul cas où l'esclave peut engager son maître, et même, dans ce seul cas, le maître ne retire aucun bénéfice du fait de l'esclave. A Rome, quand on était tenu vis-à-vis quelqu'un d'une chose que l'on possédait, on pouvait éviter toute poursuite en abandonnant cette chose; c'est une règle que nous retrouvons dans le droit actuel, en faveur de celui qui détient un immeuble hypothéqué. Cette règle s'appliquait à Rome, que l'auteur du préjudice soit un animal domestique ou un esclave. Cette obligation de réparer le préjudice, rejaillissant sur le détenteur de la cause du tort, se nommait *noxæ*; on s'en dégageait en abandonnant l'auteur du préjudice à la personne lésée, c'est ce qu'on appelait l'abandon noxal.

Donec, quand l'esclave avait commis un délit ou un quasi-délit, le maître était soumis à une action comme responsable, mais après condamnation il avait

le choix entre l'exécution du jugement ou l'abandon de l'esclave qui était la noxa, l'action alors était dite noxale.

Ces actions étaient très vieilles, nous en trouvons la trace dans la loi des douze Tables dont Ulpien nous a laissé, sinon le texte même, du moins la traduction en latin de son époque (*Dig.*, XIX, 4, l. I, § 1) à propos du *furtum*; on les retrouve encore dans la loi Aquilia et dans l'édit du préteur (*Inst.*, l. IV, t. VIII, § 4); les unes sont donc du droit civil, les autres du droit prétorien.

Les actions noxales ne sont pas des actions spéciales, mais ce sont les actions ordinaires naissant d'un délit ou d'un quasi-délit et se trouvant affectées d'une certaine modalité qui ne change rien à leur nature et ne les rend pas arbitraires, si elles ne le sont déjà. Le choix qu'a le maître lui est donné par la loi et non par la formule de l'action; ce n'est que la *litis contestatio* de l'action *judicati* qui peut faire disparaître le choix qu'a le maître entre l'abandon noxal et l'exécution du jugement intervenu à l'occasion du préjudice subi : bien plus, le maître peut éviter la première action en faisant l'abandon noxal avant toute demande en justice. Toutefois, le texte de Justinien (*De action.*, § 31, *Inst.*) à ce sujet est peu clair, il semble mettre l'abandon noxal avec les satisfactions indiquées par le juge dans les actions arbitraires. M. de Savigny (T. V, § 223, note 5) croit que Justinien a envisagé ici une action déjà arbitraire par elle-même et qui est donnée *noxaliter*. Cette opi-

nion n'est pas soutenable, car, comme nous avons vu, l'abandon noxal est différent en tout point des autres satisfactions (Just., *De noxal*, act. IV, 8 pr.). Il vaut mieux admettre que Justinien a commis une erreur dans le titre V des *Institutes*.

Quelquefois le maître est tenu *in solidum*, par exemple, quand il aurait pu empêcher l'esclave de commettre le délit et qu'il ne l'a pas fait; dans ce cas, il reste obligé, même en abandonnant l'esclave, mais cette action lui est personnelle et ne passe pas contre ses héritiers; alors il y a deux actions, l'une contre le maître tenu *in solidum*, l'autre contre le détenteur de l'esclave; le maître est-il soumis aux deux (*Dig.*, XIX, IV, II, § 1)? Celsus prétend que lorsque le maître a donné ordre à son esclave de commettre le délit, il n'y a pas lieu à la règle *noxæ caput sequitur*; le maître est seul responsable. Mais si, sans rien ordonner, le maître a seulement laissé faire son esclave, il faut distinguer si l'action provient de la loi des douze Tables ou de la loi Aquilia; d'après la loi des douze Tables, l'esclave est responsable et le maître n'est pas tenu personnellement. Le contraire a lieu d'après la loi Aquilia, et voici pourquoi : les douze Tables ont voulu engager les esclaves à désobéir à leur maître (il s'agit du *furtum*); au contraire, dans l'hypothèse de la loi Aquilia, l'esclave désobéissant à son maître expose sa vie. Cependant, Ulpien pense avec Julien et Marcellus que ce n'est pas une raison parce que le maître est tenu par la loi Aquilia pour que l'esclave soit excusé. Quant au nouveau maître, quoique Cel-

sus dise : *noxans caput non sequi*, on ne peut admettre sa doctrine en présence de celle d'Ulpien, qui décide que le seul fait de posséder l'esclave soumet le nouveau maître à l'action noxale, mais il n'est pas tenu *in solidum* (*Dig.*, XIX, 4, 7, pr.).

Quand la personne lésée a le choix entre deux actions, elle ne peut nécessairement en intenter qu'une contre la même personne, c'est à elle de choisir celle qu'elle préfère, selon les preuves qu'elle peut fournir contre le maître (*Dig.* XIX, IV, IV, § 3). Mais, quand l'esclave est vendu, Pomponius prétend que l'acheteur ayant été poursuivi, le vendeur n'a plus rien à craindre, dans le cas contraire et dans le silence de la loi, il est à croire que deux actions étant données à une même personne contre deux autres, cette personne a le droit d'user ses deux actions tant qu'elle n'est pas entièrement rentrée dans la perte qu'elle a subie.

Si l'esclave a commis un délit contre son maître, Justinien nous dit (*Inst.* IV, 89, § 6) qu'il n'y a jamais d'action possible. Cette doctrine n'a pas toujours été admise, c'était celle des Proculeins, mais Caius nous dit que d'après les Sabinien, l'action existait tout en restant endormie tant que l'esclave restait sous la puissance de la personne lésée.

Dans le cas où la personne lésée achète l'esclave, Tryphoninus nous dit que l'action tombe si elle n'est pas encore engagée, mais engagée avant l'achat, elle subsiste après (*Dig.*, XIX, 4, 37.).

Quand le maître est tenu comme détenteur de l'es-

clave, une fois qu'il a fait l'abandon, il ne peut plus être poursuivi quel que soit le nombre des personnes lésées et des délits commis : la solution contraire a lieu pour le cas où le maître est tenu *in solidum* : il répond alors de tous les délits et au profit de toutes les personnes lésées (*Dig.*, XIX, 4, 20 et 14 pr.). Celui qui le premier a obtenu l'abandon noxal, quoique possédant l'esclave, cause du délit, est à l'abri des poursuites des autres, autrement il y aurait une suite de recours réciproques qui n'en finirait pas.

D'après les principes du droit, quand plusieurs esclaves ont commis un délit, le maître devait les abandonner tous ou payer la *nox*a autant de fois qu'il y avait d'esclaves coupables (*Dig.*, XLVII, t. VI, l. I pr. — II, t. I, l. IX.). Mais l'édit du préteur est venu en aide au maître et déclara que ce dernier pouvait se libérer en indemnisant la personne lésée comme si le préjudice avait été causé par un homme libre, c'est-à-dire une fois la valeur d'après la *condictio furtiva*, et deux fois d'après l'action *furti*, à titre de peine. Mais, pour jouir de ce privilège, il faut que le maître n'ait pas eu connaissance du délit (*Dig.*, XLVII, 6, 2 et 1, 1). L'édit du préteur ne parlait que du vol par plusieurs esclaves, mais les jurisconsultes l'ont étendu à tous les délits et quasi délits pourvu qu'il n'y ait bien qu'un seul acte commis par plusieurs esclaves (*Dig.*, IX, 6, 32 pr.).

L'abandon noxal peut être exécuté non seulement par le maître de l'esclave, mais par tout possesseur, celui qui fait cet abandon transfère à la personne

lésée les mêmes droits que lui-même avait sur l'esclave.

§ II. — ACTION DE PECULIO.

En droit, l'esclave ne possède rien, ne peut pas être propriétaire; mais, en fait, soit comme récompense, soit pour exciter leur zèle, les esclaves jouissaient de quelques biens que leurs maîtres consentaient à leur laisser. C'était, soit la rémunération de services que l'esclave avait rendu à d'autres personnes qu'à son maître pendant les jours de repos, soit un léger bénéfice que le maître permettait à l'esclave de prélever sur les gains qu'il procurait au chef de famille, soit enfin une portion de la fortune du maître prélevée par lui et confiée à l'esclave. Ce petit avoir, si minime en tout autre lieu qu'on ne lui trouve de nom ni en Grèce, ni dans aucun pays de l'histoire ancienne, à Rome atteignait quelquefois des proportions si considérables que la loi s'en était occupée, qu'il pouvait faire l'objet d'une succession ou d'un legs et on lui avait donné un nom, c'était le pécule.

Le pécule appartenait au maître; mais, en fait, l'esclave en avait la libre administration. Le principe une fois admis, on dut penser à sauvegarder les intérêts des personnes qui traitaient avec l'esclave et leur donner une action, même contre le maître, pour tout ce qui concernait le pécule, autrement le maître en reprenant le pécule aurait fait disparaître tous les

droits des tiers sans que ces derniers puissent recourir contre lui, car c'est avec l'esclave qu'ils ont traité et l'esclave n'a rien, ne peut être poursuivi pour dettes et n'a pu engager son maître.

Cette action donnée par le prêteur contre le maître aux créanciers de l'esclave est appelée action *de peculio* (*Inst.*, IV, § 36). Elle n'est donnée qu'à l'occasion du pécule, tout autre engagement de l'esclave qui n'a pas en vue l'administration du pécule, ne donne aucun recours contre le maître (*Dig.*, XV, 1, 1, § 5 et 6. — XLVI, 1, 3). L'esclave est regardé comme capable, en conséquence il faut se demander d'abord, pour savoir si l'action *de peculio* est donnée ou non, si le contrat en prenant naissance eût donné lieu à une action en supposant que l'esclave eût été libre; en partant de ce principe, nous dirons que l'esclave impubère n'engagera son maître que jusqu'à concurrence de l'enrichissement du pécule.

Cette action n'est accordée que sur la valeur du pécule, néanmoins, si le maître a payé davantage, il ne peut invoquer le paiement de l'indû, car il n'a payé que ce qu'il devait sans avoir enrichi personne (*Dig.*, XII, 6, 41).

Il faut donc bien, savoir de quoi se compose le pécule; à première vue, on croirait que c'est tout ce dont l'esclave a l'administration, ce qui serait logique; mais par une bizarrerie assez inexplicable, il faut en déduire tout ce que l'esclave peut devoir à son maître à l'occasion de cette administration, car, vis-à-vis du pécule, le maître peut souvent agir

comme un étranger. Les Romains donnent pour raison de ce privilège que le maître est censé avoir retiré du pécule ce dont il devient créancier. Mais le maître qui a diminué le pécule avec mauvaise foi voit l'action de *dolo malo* remplacer l'action de *peculio* et l'obliger au delà des forces du pécule.

Pour savoir quand le maître est créancier de son esclave muni d'un pécule, il faut se représenter l'esclave libre comme le maître et tous deux agissant librement, toutes les fois que le maître deviendrait créancier de l'homme libre, il le deviendra de son esclave muni d'un pécule. C'est la règle qui ressort des nombreux exemples indiqués au titre du *Digeste* où il est question du pécule, principalement dans la loi IX.

Remarquons toutefois que la loi pénale n'intervient jamais entre l'esclave et son maître ; dans le cas d'un délit commis par l'esclave muni d'un pécule au préjudice de son maître, ce dernier ne pourra pas se dire créancier du double ou triple de son préjudice ; mais seulement de la perte qu'il a subie. Les créanciers du pécule agissent pour se faire payer comme si l'esclave était un homme libre, cependant ils ne peuvent recourir que sur le pécule et non agir sur la personne même de l'esclave, ils ont recours contre le pécule entre les mains de qui que soit qu'il se trouve, sans toutefois pouvoir poursuivre plusieurs détenteurs de parties du pécule à la fois ; dans le cas où le pécule a été l'objet d'une transmission spéciale, celui qui l'a transmis seul demeure tenu comme en ayant

reçu le prix et est considéré comme en étant toujours détenteur.

L'action *de peculio* est perpétuelle tant que l'esclave est entre les mains du même propriétaire et possesseur de son pécule; elle devient annale quand il est aliéné ou qu'on lui retire le pécule (*Dig.*, XV, t. II, l. I, § 1, 4, 6).

L'action *de peculio* était un progrès sur la législation ancienne qui ne reconnaissait aucune ombre de capacité chez l'esclave; mais elle était encore loin de répondre aux exigences de l'équité. Souvent le maître retirait profit de l'acte fait par son esclave, mais refusait de diminuer son bénéfice en exécutant ce que l'esclave avait promis en échange; lorsque ce dernier n'avait pas de pécule, le tiers n'avait aucun recours. L'esclave avait-il fait une acquisition et promis quelque chose en échange, le maître devenait propriétaire mais non pas débiteur, tout au plus accordait-on au tiers une exception contre le maître ayant exécuté la promesse de l'esclave et invoquant le paiement de l'indû (*Dig.*, XLXI, t. I, l. XIX, XX). Il y avait injustice flagrante, aussi une fois l'action *de peculio* instituée, d'autres actions semblables parurent bien vite.

§ III. — ACTION TRIBUTORIA.

Supposons qu'un esclave, au su de son maître, fasse le commerce avec les marchandises tirées de son pécule; cet esclave devient insolvable, il y a

donc lieu à répartir le pécule entre les créanciers; c'est ce que les Romains appelaient la *tributio* et ce qui correspondait à la *venditio bonorum* où il y avait un successeur à la personne du débiteur, ce qui ne peut avoir lieu ici, l'esclave n'étant pas une personne. C'est le préteur qui ordonne la *tributio* et charge quelqu'un pour cela de liquider le pécule et de payer tous les créanciers au marc le franc. Le préteur doit proposer d'abord au maître de faire la *tributio*, celui-ci peut accepter ou refuser (*Inst.*, IV, 4, § 3), s'il refuse, un tiers est nommé arbitre, fait la répartition et le maître est dégagé de toute responsabilité. S'il accepte, sa responsabilité se trouve engagée et s'il commet dol ou faute lourde, il devra, même sur ses propres biens, réparation aux personnes lésées.

Donc il doit y avoir *tributio* équitable; pour y arriver les créanciers sont armés d'une action appelée *tributoria*; mais on s'est demandé quelle était la véritable nature de cette action : est-elle double, c'est-à-dire a-t-elle pour but : 1° de faire opérer la distribution; 2° de faire rectifier la répartition frauduleuse? Ou bien est-elle simple, n'ayant d'autre but que de réparer une *tributio injusta*.

La première opinion compte Donneau, Voet et Nood pour partisans et semble confirmée par les *Institutes* qui n'indiquent pas de différence dans les causes entre l'action *de peculio* et l'action *tributoria* et par la loi V, § 5 au *Digeste* du titre de cette dernière action qui indique que la répartition est la suite naturelle de cette action.

La seconde opinion, qui a pour partisan Gluck, Cujas et Pothier, s'appuie sur la définition même de l'action aux *Institutes* et sur la paraphrase de Théophile.

Cette seconde opinion paraît la meilleure, car avec la première on arriverait à dire qu'un créancier peut exercer deux fois cette action, une première fois pour obtenir la répartition, une seconde pour faire rectifier cette répartition mal faite; enfin l'idée d'un dol commis que tous les auteurs indiquent comme cause de cette action, suppose bien que la répartition a déjà eu lieu. Cette action est donc distincte et non pas *adjectitiæ qualitatis*.

Comme dans la *bonorum venditio* et la *bonorum distractio*, les créanciers, après avoir fait constater l'insolvabilité du pécule, obtenaient du prêteur un décret qui ordonnait la *tributio*. Dans la *tributio*, tous les créanciers appelés étaient au même rang et payés au marc le franc, même celui avec l'argent duquel les marchandises avaient été achetées, en supposant que l'argent des autres ait été dissipé (*De trib. act.*, l. V, § 17) quoique, en général, la loi accorde un droit de préférence au créancier qui a sauvé le gage commun (*Qui potiores in pignori*, l. V et VI pr.); le créancier qui a rendu à l'esclave une chose encore existante dans le pécule n'a de droit de préférence sur cette chose que s'il n'a pas consenti à faire crédit à l'esclave (*De trib. act.*, l. V, § 18), enfin le maître lui-même est sur le pied d'égalité avec les autres créanciers, contrairement à ce qui a lieu dans l'action

de peculio, il n'a ni privilège ni droit de préférence (*De peculio*, loi X.— *De trib. act.*, l. VI) ; cependant, tandis que les tiers ne peuvent produire à la *tributio* que comme créanciers à l'occasion des marchandises qu'ils ont en vue et faisant l'objet de la *tributio*, le maître peut produire quelle que soit l'origine de sa créance contre l'esclave.

Tous les créanciers sont donc sur le pied d'égalité ; les marchandises réalisées, on en partage le prix au marc le franc entre ceux qui ont produit, mais comme il peut y avoir des créanciers encore inconnus qui peuvent venir d'un moment à l'autre réclamer leur part et qu'il n'y a pas de raison pour les écarter, car leur retard n'est sans doute pas de leur faute, le maître ou l'arbitre qui fait la *tributio* devra exiger, en payant chacun, caution et promesse de rapporter ce qui aura été distribué en trop ; ce qui donnera contre eux l'action *ex stipulatu* s'il y a lieu à rapport.

Observant toutes ces règles, le maître est à l'abri de toute poursuite ; mais s'il manque à quelqu'une, le sachant, il commet un dol ou une faute grave qui le rend responsable de tout préjudice qui pourra en résulter pour un créancier quelconque et donnera à ce dernier le droit de l'attaquer par l'action *tributoria*. Si, au contraire, il n'y a pas dol ou faute grave, cette action ne peut prendre naissance.

Cette action, nous dit Ulpien, est perpétuelle et transmissible contre l'héritier du maître jusqu'à concurrence du profit qu'il a pu retirer de la faute de

son auteur (*De trib. act.*, l. VII, § 5 *in fine*). Ceci s'applique aussi au *bonorum possessor* et à celui qui a reçu une hérédité par fidéicommiss en vertu du S. C. Trebellien.

§ IV. — ACTION QUOD JUSSU — INSTITORIA —
EXERCITORIA.

Quod jussu. — Le maître quelquefois donne l'ordre à son esclave de passer un contrat, dans ce cas, le prêteur reconnaît le maître obligé comme s'il avait contracté lui-même, il était tenu *quod jussu*, de là le nom de l'action. Peu importe comment l'ordre a été donné, de vive voix, par lettre, par messenger; à moins de contre-ordre avant tout commencement d'exécution, le contrat doit être suivi dans son entier. Il peut arriver que le maître ratifie après coup l'engagement de l'esclave pris sans son ordre, dans ce cas il est encore tenu *quod jussu*; mais il ne le sera pas s'il s'est simplement porté fidéjusseur de son esclave, comme un étranger (*Dig.*, XV, t. IV, l. I).

Ici, c'est le maître qui agit par son esclave, il faudra donc pour que l'engagement soit valable que l'ordre (*jussus*) soit donné par un maître capable, s'il est pupille, on applique la règle : *causam suam meliorem sed non ulteriorem facere potest*; et la *restitutio in integrum* pour le mineur de vingt-cinq ans (*Dig.*, XV, t. III, l. XX, § 1; — IV, t. IV, l. XLIV).

Le maître n'est engagé que dans les limites de ce qu'il a ordonné et de la façon dont il a ordonné à

l'esclave de l'engager. Enfin il y a des cas où le maître est tenu directement sans qu'il y ait lieu à l'action *quod jussu*. Ainsi, le maître de bonne foi a-t-il ordonné à son esclave de recevoir un paiement non dû, l'argent reçu, le maître sera tenu par la *conditio indebiti* et non par l'action *quod jussu*, car quand l'esclave reçoit quelque chose, c'est le maître qui reçoit.

Institoria et exercitoria. — Il n'était pas toujours nécessaire que le maître donne spécialement ordre à son esclave de faire tel ou tel acte pour être tenu *in solidum*; il pouvait lui donner une fois pour toutes l'autorisation de faire une suite d'actes ayant même but. Nous avons supposé dans l'action *tributoria* que le maître chargeait un esclave d'un commerce quelconque, mais les Romains ne s'en tinrent pas là; à la tête de grandes entreprises de commerce ou de transport, ils mirent des fils de famille, des étrangers ou des esclaves. Quand c'était un étranger ou un fils de famille, les tiers avaient recours contre eux, mais l'étranger pouvait être insolvable et le fils de famille n'avait pas de patrimoine; quand c'était un esclave, ils étaient plus maltraités encore, car, n'ayant aucun droit sur le contractant, ils en étaient réduits aux actions *de peculio* ou *tributoria* sans pouvoir atteindre les biens propres du maître qui pourtant s'enrichissait si l'entreprise était bonne. Ce dernier avait tout à gagner sans courir de grands risques. Pour parer à ces injustices, le préteur accorda à tous les créanciers d'un de ces mandataires appelé *institor* quand il s'agit d'un commerce terrestre, *magister*

navis quand le commerce est maritime ou fluvial, une action directe contre la personne qui faisait travailler, appelée *exercitor*.

Si le commerce avait pour instrument un *institor*, l'action s'appelait *institoria*, s'il y avait un *magister navis* on l'appelait *exercitoria*. Nous n'examinerons que le cas où le préposé est un esclave.

Au moyen de ces actions, la personne qui avait contracté avec le préposé avait un recours direct contre le préposant du moment que ce dernier avait laissé faire le commerce à moins qu'il n'ait prévenu les tiers d'une façon ostensible qu'il n'entendait être tenu que jusqu'à concurrence de ce que le préposé avait dans son commerce : *proscribere palam ne cum eo contrahentur* (*Dig.*, XIV, t. XIII, l. II, § 2). Comme dans l'action *quod jussu*, il suffit que le préposant soit capable pour être engagé, on ne s'inquiète pas de la capacité du préposé.

L'action *institoria* et l'action *exercitoria* se ressemblent beaucoup, la seconde cependant est plus large que l'autre. L'*institor* ne peut agir que pour son seul commerce et par lui-même, le *magister navis*, qui est souvent très loin de son maître, a des pouvoirs bien plus étendus : tout ce qui regarde, non seulement son commerce, mais la navigation et les matelots est rempli par lui et il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs tiers : ses délégués, comme lui, engageront l'armateur. Cette différence avait été dictée par l'intérêt social de la marine.

Ces deux actions s'intentaient contre le préposé ou

le préposant, au choix du créancier qui cependant n'en devait poursuivre qu'un. L'aliénation du préposé n'empêche pas le préposant d'être poursuivi, lui ou ses héritiers.

§ V. — ACTION DE IN REM VERSO

Enfin, sans le moindre consentement de son maître, l'esclave peut engager personnellement son maître. C'est ce que finit par déclarer le prêteur toutes les fois que le maître retire un profit du fait de son esclave, en accordant contre lui l'action *de in rem versq.*

Dans quel cas le maître est-il obligé; jusqu'à quel point l'est-il? Il l'est toutes les fois qu'il a retiré un avantage et qu'un tiers a subi un préjudice par suite de cet avantage acquis; il l'est jusqu'à concurrence du profit qu'il a retiré de cet acte. Un esclave emprunte mille sesterces, en principe le maître ne devient pas débiteur; c'est ce qui arriverait si l'esclave perdait cet argent ou le gaspillait; mais l'esclave paye une dette de son maître avec ces mille sesterces, le maître s'enrichit en cessant d'être débiteur, il serait injuste que cet enrichissement soit gratuit aussi, le prêteur décide que jusqu'à concurrence de la dette éteinte le maître peut être poursuivi par celui qui a prêté les mille sesterces.

Il suffit qu'il y ait eu enrichissement à un moment quelconque pour qu'il y ait lieu à cette action: peu importe ce qui arrive dans la suite, pourvu que l'acte ait été fait dans un sens raisonnable (*Dig., de in rem verso*, l. XVII, pr.) c'est l'action *negotiorum gestorum* appliquée aux faits des esclaves.

Quelques auteurs ont prétendu que l'action *de in rem verso* n'existait pas réellement, mais qu'elle n'était qu'une forme étendue de l'action *de peculio*, un moyen donné par le prêteur pour poursuivre le maître même au delà du pécule; ce que l'action *de peculio* ne permettait pas. En conséquence lorsqu'il n'y avait pas de pécule l'action *in rem verso* n'aurait pas pu naître. Il est certain que presque tous les textes du titre III, livre XV du *Digeste*, supposent un pécule; mais cela résulte de ce que presque tous les esclaves à l'époque classique avaient un pécule, les jurisconsultes envisagent donc le cas le plus ordinaire; mais le contraire pouvait arriver, c'est du reste ce qu'indique Ulpien au même titre (l. I, pr.) quand il dit: *nihil in peculio habent*, et que Pothier traduit: « s'ils n'ont absolument pas de pécule. »

On comprend que cette doctrine puisse avoir des résultats très fâcheux pour le maître: aussi un glossateur a voulu trouver une opposition entre la loi sus-indiquée et la loi X, § 6 du même titre (*Dig. vetus*. — Paris 1577); mais cette opinion inventée par l'auteur inconnu de cette glosse (absente dans les éditions précédentes: *Dig. vetus*. Lyon 1558. — *Corpus juris*. Lyon 1550) ne fut pas soutenue dans la suite car elle reposait sur une mauvaise traduction du texte d'Ulpien de la loi X. L'auteur aura compris que l'expression: *versum autem sic accipimus ut duret versum* signifiait que le bénéfice retiré par le maître doit être durable, tandis que l'intention d'Ulpien est de dire que le maître profite tant qu'il n'a pas exécuté l'o-

bligation; c'est du reste ce que le jurisconsulte indique au § 7 *in fine* de la loi X du même titre.

Le maître est donc tenu, jusqu'à concurrence de l'enrichissement qu'il a obtenu comme s'il avait contracté lui-même. Cependant la loi V pr. au même titre fait une exception dans le cas où ce que l'esclave a acheté était indispensable au maître, dans ce cas en effet le maître est tenu au delà de la valeur de l'objet acheté si on l'a vendu à l'esclave plus que sa valeur en profitant de la nécessité où se trouvait ce dernier de passer le contrat dans l'intérêt de son maître. Celui-ci en effet n'aurait sans doute pas mieux fait que son esclave en contractant lui-même; telle était du moins la doctrine d'Ulpien : ce n'est probablement pas celle qui prévalut, car Justinien dans les Institutes nous dit que pour savoir dans quel cas on peut intenter l'action *de in rem verso*, il faut se demander si l'esclave étant supposé libre on pourrait intenter l'action *negotiorum gestorum* dont celle qui nous occupe n'est qu'une forme spéciale appliquée au cas où le *negotiorum gestor* est un esclave.

Donc, sous Justinien, celui qui contractait avec l'esclave, du moment que le but du contrat était juste, avait de nombreux moyens de faire exécuter le contrat en son entier; il n'y avait que dans le cas où l'esclave sans pécule et n'ayant pas de fonction à remplir pour son maître recevait quelque chose d'un tiers sans que son maître en retire profit, que le tiers était frustré dans ses droits; mais qui contractait avec un tel esclave?

DEUXIEME PARTIE

DES CAS OU LA LOI RECONNAIT UNE PERSONNALITÉ A L'ESCLAVE.

CHAPITRE PREMIER

ACTIONS DONNÉES CONTRE L'ESCLAVE.

§ I. — ACTIONS DONNÉES CONTRE L'ESCLAVE

Délits et quasi-délits. — L'esclave, quoique n'étant maître de rien en droit, en fait, peut commettre des délits; nous avons vu qu'ainsi il peut engager son maître; mais cela ne suffisait pas pour retenir les esclaves. On ne pouvait poursuivre le maître qu'en dommages-intérêts et cependant tout délit exige une peine subie par l'individu qui l'a commis. Aussi la loi punit-elle l'esclave, c'est lui qui doit supporter la répression pénale ou criminelle de la faute. Donc, dans tous les cas où une personne libre sera condamnée à une amende, comme dans les actions au double ou au triple, la partie lésée, une fois désintéressée par le maître de son préjudice, a une créance contre l'esclave, créance qui n'a aucun effet contre

l'esclave délinquant; mais qui retrouve toute sa force dès que l'affranchissement a lieu. Telle sans doute devait être la règle pour les actions pénales privées, car les textes nous disent que le maître ne doit que réparation du préjudice causé et aucune décision ne retire à la personne lésée le droit d'intenter les actions pénales données contre les personnes libres lorsqu'un esclave a commis un délit.

Mais à côté de la peine privée se trouvait la peine dérivant de l'action publique à laquelle l'esclave est toujours soumis. L'esclave délinquant est arrêté comme une personne libre à moins que le maître ne donne caution pour lui; pour les esclaves point de recours au tribun avant le jugement (*Servo tribani non possunt succurrere*. — Senec. controv. III, 9.) leurs juges sont les magistrats chargés des peines capitales (Cicéron. — *pro cluentio*, 13), l'appel leur était refusé à l'origine, le préteur adoucissait la loi sur ce point (*Dig.* XLIX, t. I, l. XV). Les peines infligées à l'esclave sont plus sévères que pour les hommes libres. Le fouet remplace le bâton, les chaînes la condamnation aux travaux publics; dans ces deux cas l'esclave était rendu au maître; enfin quand un homme libre était condamné à la déportation ou au glaive, l'esclave était livré aux bêtes ou brûlé vif (*Dig.*, XLVIII, t. XIX, l. XXVIII, § 16. — L. XVI § 3).

Jusjurandum liberti. — La première chose que doit désirer un esclave, celle dont il a besoin avant tout c'est la liberté; son maître seul peut la lui donner.

Comme il ne possède rien, il ne peut rien transmettre à son maître comme équivalent de sa propre valeur; mais il peut lui promettre de faire telle ou telle chose, de lui rendre un service quelconque une fois qu'il sera libre : le maître pourra donc conclure une sorte de marché avec son esclave. Cependant une fois celui-ci en liberté, quel droit aura le maître pour contraindre l'affranchi à exécuter les engagements pris en servitude : les simples promesses n'ayant aucune valeur juridique en droit romain et la stipulation étant inaccessible à l'esclave. Le résultat aurait été que les maîtres, désarmés une fois patrons, n'auraient pas consenti l'affranchissement : c'est ce qui avait amené les Romains à créer un contrat spécial, résultant de deux serments faits par l'individu qui de *servus* devient *libertus* et classé pour cela parmi les contrats *verbis*. C'était le *jusjurandum liberti*, appelé aussi, mais inexactement par certains auteurs, *jurata promissio liberti*.

L'esclave ne peut être affranchi sous condition, car la liberté une fois acquise ne peut se perdre rétroactivement sauf le cas où la loi *Ælia Sentia* permettait d'appliquer l'action paulienne à l'affranchissement fait en fraude des créanciers du maître. Or pour être affranchi l'esclave promettait avec serment de rendre certains services (*operæ*) au maître; ce dernier affranchissait l'esclave qui aussitôt renouvelait son serment. Peut être à l'origine le sentiment religieux était-il assez fort chez les Romains et leurs esclaves pour que le premier serment ait suffi; mais

plus tard ils jugèrent prudent d'y adjoindre le second ; c'est ainsi que la forme du contrat nous est parvenue. C'est le second serment, il est vrai, émanant d'un homme libre et capable et ayant pour motif la ratification du premier, sans force devant la loi comme tout acte fait par un esclave, qui donne naissance au contrat. Le premier serment, en effet, est doublement inefficace, d'abord comme émanant d'une personne incapable, ensuite parce que le serment ne suffit pas pour faire naître à Rome une obligation civile. Le second serment quoique émanant d'une personne libre serait également inhabile à créer une obligation d'après la seconde raison, s'il n'était pas précédé du premier qui, créant une obligation morale pour l'esclave, peut être validée par un second serment. Les deux serments étant par suite indispensables pour faire naître le contrat, on ne commet pas d'erreur en disant que l'esclave peut s'engager ainsi puisqu'il peut et même doit commencer à remplir les formes pour la naissance du contrat qui, il est vrai, ne s'achèvera que quand la liberté aura été acquise. Comme à Rome, c'est le seul cas où les Romains donnent une action résultant seulement de promesses avec serment, il faut que l'hypothèse soit exactement telle que la loi la définit ; qu'il s'agisse bien d'un esclave et non d'une personne libre, mais crue esclave et que l'affranchissement soit spontané.

Ce contrat se formant par les paroles du serment est classé dans les contrats *verbis*, garanti par une *condictio* comme exécution, il peut recevoir un *adpro-*

missor, soit un *sponsor*, soit un *fide promissor*, s'éteint par acceptation et suit toutes les règles du contrat *verbis*.

L'obligation participe des *jura patronatus* et est en même temps le résultat d'un contrat ; grâce à ces deux qualités elle s'éteint si le patron subit une *capitis minutio*, si l'affranchi est père d'un enfant de cinq ans ou de deux plus jeunes et les a sous sa puissance comme *jura patronatus* mais comme résultat d'un contrat se transmet aux héritiers externes et jamais aux *exheredes*.

Ce contrat est encore en vigueur sous Justinien, car un titre lui est consacré au *Digeste*, mais il est probable qu'il n'était guère employé, car la stipulation était plus commode, de plus le maître avec l'action *de dolo* contre l'esclave qui n'accomplissait pas ses promesses (*Dig.*, *de dolo malo*, l. VII, § 8), plus tard même une constitution d'Alexandre (Code, l. IV, t. XIV, 3), donne une action *in factum*. Sans doute, dit de Savigny (t. II, app. IV *in fine*) on considérerait comme un contrat innommé sous la forme *faciò ut des* et l'on écartait les circonstances que le contrat avait été passé pendant la durée de l'esclavage. Mais le *jusjurandum liberti* subsistait toujours ; peut-être l'avait-on conservé à cause de son accès possible aux impubères qui ne pouvaient pas employer d'autres contrats (*Dig.* XXXVIII, t. I. l. VII, § 5. — XL, t. XII, l. XLIV, § 2).

§ II. — DES AUTRES CAS OU L'ESCLAVE INTERVIENT
DANS LA JUSTICE.

Actions intentées par l'esclave. — 1° La loi romaine reconnaît l'esclavage, mais en principe tout homme est libre, c'est donc à celui qui prétend que quelqu'un est esclave à le prouver. La possession d'état d'esclave est une présomption, mais non une preuve; celui qui vit en servitude peut se prétendre libre, et avoir recours à la justice pour prouver et faire proclamer sa liberté. Ce droit fut admis de tout temps; mais, comme en fait, le réclamant était esclave et pouvait l'être en droit, il ne pouvait venir en personne prendre la parole devant le magistrat, il lui fallait un homme libre pour le représenter c'était l'*adsertor libertates*. Ce ne fut que sous Justinien que l'on permit à l'esclave de venir lui-même (Code VII, t. XVII, l. I, pr.). Cette action se passait devant le préfet de la ville à Rome et devant le président dans les provinces. Avant cet empereur si la liberté n'était pas reconnue on dérogeait à la règle de la *res judicata* et deux autres fois le procès pouvait être engagé à nouveau.

2° Un esclave peut recevoir de son maître l'hérédité et la liberté, dans ce cas, pas de difficulté; mais si le maître a fait cela sous condition et s'il a institué un héritier chargé de restituer l'hérédité à l'esclave à l'arrivée de la condition, ce dernier peut ne pas faire adition dans ce cas on donne à l'esclave qui est héri-

tier fidéicommissaire le droit de forcer devant le prêteur l'héritier fiduciaire à faire adition (*Dig.*, XI, t. I, l. XXXI, pr.).

Esclave accusateur ou témoin. — L'esclave a le droit d'être accusateur quand il s'agit des crimes de lèse-majesté, de fausse monnaie, d'accaparement de denrées, de fausses déclarations de dépôt et de détournement de testament par lequel la liberté lui est léguée. Il peut être témoin dans ces mêmes jugements ou pour les crimes qui se passent à l'intérieur des maisons, l'adultère, l'inceste et les coups portés contre la femme par son mari. Dans tous les autres cas l'esclave ne peut témoigner contre son maître et ce n'est qu'après avoir été soumis à la question qu'il le fait contre les étrangers.

CHAPITRE II

OBLIGATIONS NATURELLES DE L'ESCLAVE.

Si au point de vue du droit civil l'esclave est assimilé autant que possible à une chose ; au point de vue du droit naturel, l'esclavage n'existe pas et l'esclave est une personne comme un homme libre et peut, en conséquence, s'engager. Son obligation naturelle est reconnue comme telle par le droit civil et si elle ne peut engendrer une action elle peut être la cause d'une exception (*Dig. XLIV, t. VII, l. XIV, § 13*). Ce rapport juridique est possible non seulement avec les tiers, mais encore avec le maître. Dans l'un et l'autre cas la loi admet des fidéjusseurs garants de l'obligation qui reste naturelle même après que la cause qui l'a empêchée d'être civile a disparu, même après que l'esclave a été affranchi (*Paul. sent. II, t. XIX. — Code IV, t. XIV, l. I.*). L'esclave s'engageant vis-à-vis de son maître s'engage de la même manière vis-à-vis les tiers : quand il traitait avec les tiers il pouvait engager son maître dans quelques cas que nous avons vus ; mais les tiers tout en étant virtuellement créanciers civils du maître étaient toujours et réellement créanciers naturels de l'esclave ; si l'esclave

traitait directement avec son maître c'était seulement la créance naturelle qui était acquise par ce dernier. Cette créance avait une existence propre et ne se confondait pas entre les mains des tiers avec leur recours contre le maître; aussi la *litis contestatio* d'une des actions que nous avons vues plus haut ne changeait rien au droit naturel de créance contre l'esclave, de là on comprend facilement que le maître lui-même puisse avoir ce droit naturel. Et ce n'était pas un vain droit entre ses mains; car, outre le privilège qui lui était accordé dans l'*actio de peculio* de prélever d'abord toutes ses créances sur le pécule avant de le livrer aux autres créanciers, ce qui est une sorte de sanction civile de ce droit naturel: le maître pouvait recevoir fidejussion par un tiers pour garantie de sa créance ou recevoir confirmation par stipulation, soit par un autre moyen du droit civil, il pouvait recevoir le paiement si l'obligation portait sur une somme d'argent, paiement qui n'était pas une donation de la part de l'esclave ou d'un tiers et qui ne donnait pas la *condictio indebiti*. Une seule chose paraît ne pas engager l'esclave même naturellement: c'est lorsqu'il se porte *expromissor* pour libérer quelqu'un.

En règle générale la novation a lieu quelle que soit la nature de la nouvelle obligation, une dette naturelle peut remplacer une dette civile; mais dans l'hypothèse qui nous occupe, après quelques hésitations, il est vrai, les Romains décidèrent qu'il n'y avait pas novation parce qu'il n'y avait pas naissance

d'une nouvelle obligation, même naturelle (*Caius*, *comm.* III, § 178) ; l'avis contraire de Servius Sulpicius fut rejeté. Et en effet, pour qu'il y ait novation il faut un contrat *verbis* ; que ce contrat engendre une obligation civile ou naturelle, peu importe, pourvu qu'il existe aux yeux de la loi. Or un impubère peut contracter *verbis*, il y a véritablement contrat en cette forme, l'impubère est obligé civilement si son tuteur a joint son *auctoritas*, naturellement dans le cas contraire ; dans les deux cas une *acceptilatio* est nécessaire pour faire disparaître l'obligation ; aussi l'impubère peut-il opérer *verbis* la novation d'une créance civile tout en s'engageant naturellement seulement. Il n'en est pas de même de l'esclave, ce dernier n'a aucune capacité pour contracter *verbis*, à part le *jusjurandum libertatis* ; si quelquefois il peut user de ce contrat, c'est grâce à la capacité de son maître qu'il emprunte toute entière. S'il emploie la forme *verbis* non valablement, il n'en est pas moins vrai qu'il exprime sa volonté, ce qui peut avoir des résultats juridiques ; car la formule *verbis* qui était inutile ne nuit pas ; mais pour qu'il y ait novation la loi exige un contrat *verbis* ; or dans la bouche de l'esclave il ne peut y en avoir.

Supposons que l'*expromissio* puisse profiter au maître ; par exemple un débiteur du maître ou du pécule de l'esclave a un immeuble hypothéqué ; l'esclave fait *expromissio* avec le premier créancier hypothécaire et par suite se trouve libérer le débi-

teur de sa dette garantie par hypothèque. Le maître peut avoir intérêt à cela afin d'être seul à poursuivre le débiteur et pouvoir attendre le moment le plus favorable pour faire vendre l'immeuble. L'esclave ayant stipulé au nom de son maître et celui-ci ayant intérêt à cette opération, le tout est valable et le maître est bien obligé vis-à-vis l'ancien créancier hypothécaire, c'est lui qui a contracté *verbis* par son esclave ; mais pour ce dernier il n'y a pas de contrat *verbis*, il n'est pas *expromissor*, et comme à son égard il n'y a pas de novation il n'est pas tenu vis-à-vis l'ancien créancier hypothécaire, même naturellement. Quelques auteurs ont prétendu que le consentement de l'esclave l'engageait naturellement dans ce cas, sans cependant qu'il y ait novation. Ainsi, supposons que l'esclave ait fait *expromissio* vis-à-vis de son maître pour la dette d'un tiers à ce dernier, le maître pourrait bien prélever sur le pécule la somme que l'esclave lui a promise parce qu'il n'y a pas besoin d'une action pour se faire payer ; mais il n'y a pas eu de novation à l'égard du tiers, et le maître pourra le poursuivre quand même, ou, s'il ne le fait pas le pécule aura une action contre le tiers, car il a payé pour une personne non libérée. Cette opinion ne paraît pas être soutenue par aucun texte et puisque la novation n'a pas lieu pour l'esclave, il est plus naturel de dire qu'il n'est engagé en aucune manière.

L'esclave qui a contracté avec le maître est obligé naturellement et son obligation peut valablement re-

cevoir fidéjussion; cependant comme on ne peut garantir sa propre dette, les Romains regardent comme nulle la fidéjussion faite par l'esclave lui-même lorsqu'il a été affranchi; mais il peut donner hypothèque ou faire un constitut en garantie de la dette. Dans le cas où il devient héritier du fidéjusseur, la fidéjussion qui a existé dans le principe ne s'éteint pas et il y a toujours *obligatio civilis*, car la règle contraire n'a lieu que quand l'obligation du *reus* était *civilis* (*Dig. de solut.*, l. XCV, § 5) : pour la même raison il n'y a pas de confusion; l'affranchi est donc tenu doublement, naturellement de son chef et civilement du chef du *fidéjusseur* auquel il succède, l'une de ses obligations peut s'éteindre et l'autre subsister, ce qui avait, a-t-on dit, une grande utilité au temps des *adpromissores*, des *sponsores* et de *fidepromissores* que la loi *Faria* libérait au bout de deux ans (*Caius comm.* III, § 121) ce qui supposerait une obligation *verbis* de la part de l'esclave, chose impossible (*Caius comm.* III, § 119); mais l'utilité apparaît si l'obligation civile disparaît par suite d'une faute de procédure, si, par exemple, il y avait *plus petitio*.

Les mêmes solutions ont lieu si le *fidéjusseur* devient l'héritier de l'affranchi (*Inst. de legat.*, § 14) et si l'esclave au lieu de traiter avec son maître traite avec un tiers.

Si un esclave ne peut nover la dette d'autrui, le contraire peut avoir lieu et une personne libre peut nover l'obligation naturelle de l'esclave en s'enga-

geant soit civilement, soit naturellement; car pour que la novation ait lieu, il n'est pas nécessaire que l'obligation préexistante ait pris naissance *verbis*, c'est pour la nouvelle seulement que cette formalité est exigée. Il en est de même si la dette de l'esclave est garantie par hypothèque ou si elle vient à être acquittée par un tiers.

Une controverse s'est élevée à propos de la compensation; le maître est créancier de l'esclave et l'esclave créancier du maître; l'un des deux peut-il opposer la compensation à l'autre? Tant que durait l'esclavage la négative est admise sans difficulté pour l'ancien droit et pour le nouveau droit par ceux qui, avec raison, admettent que même après Justinien la compensation n'a jamais opéré de plein droit; mais qu'il a toujours fallu une demande en justice. Car une action étant nécessaire, il ne pouvait y en avoir entre le maître et l'esclave. C'est par erreur que quelques auteurs ont crû voir un résultat de la compensation dans le droit qu'a le maître de se payer sur le pécule avant tout créancier, car ce droit existait bien avant Justinien puisqu'il est indiqué par Ulpien à une époque où sans aucun doute il fallait une action pour que le juge puisse admettre la compensation. On se trouve ici en face d'un privilège spécial qui peut ressembler à la compensation; mais qui existait de plein droit bien avant Justinien et auquel nous ne devons pas appliquer les règles de la compensation. Si le maître renonce à ce privilège, ceux qui admettent que la compensation opère de plein

droit devront admettre aussi que le maître créancier et débiteur de son esclave pourra opposer la compensation aux créanciers du pécule puisqu'il n'a plus besoin d'action pour le faire ; mais ceux qui s'en rapportent de préférence aux textes du *Digeste* rejetant les Institutes et la paraphrase de Théophile sur ce point admettent que le maître qui a renoncé à son privilège ne peut plus opposer la compensation, car il ne peut intenter d'action contre son esclave et par conséquent ne peut aller devant le juge pour la faire prononcer. De même que le maître ne peut opposer la compensation il ne peut pas non plus se la voir opposer par l'esclave ou les créanciers du pécule. Supposons qu'un esclave a un pécule valant CC, il doit CL à plusieurs personnes et C à son maître qui de son côté lui doit L. Le maître commencera par prélever les C qui lui sont dus, les créanciers recevront la moitié de ce qui leur est dû puisqu'il ne reste plus L, tandis que s'ils pouvaient forcer le maître à faire compensation, ce dernier, créancier de C et débiteur de L, ne devrait prendre que L.

Supposons maintenant que l'esclave débiteur de son maître est affranchi et même conserve son pécule, le patron devient plus tard créancier de son affranchi, pourra-t-il lui opposer la compensation ? Certains auteurs, M. de Savigny entre autres, ont prétendu que oui. Ils s'appuient par réciprocité sur un texte du *Digeste* qui suppose l'esclave opposant la compensation à l'héritier de son maître pour obtenir

son affranchissement. Le maître a affranchi son esclave par testament à condition qu'il donne C à son héritier. L'héritier doit pareille somme à l'esclave soit parce que le maître était débiteur naturel du pécule et que l'héritier lui succède, soit pour tout autre motif, la loi ne distingue pas et elle nous dit que l'esclave sera libre sans rien payer en invoquant la compensation (*Dig. XL, t. VII, l. XX, § 2*) *si velit servus eam pecuniam compensare liber erit*. Quoique l'expression *compensare* soit employée, d'autres auteurs sont, avec raison, d'un avis tout opposé. D'abord le raisonnement de M. de Savigny repose sur un argument *a contrario* et de plus sur une loi faite en faveur de la liberté qui permet à l'esclave de devenir libre sans courir toutes les vexations que pouvait lui faire subir l'héritier en l'empêchant d'acquérir les C nécessaires à payer son affranchissement; elle allait même jusqu'à lui permettre cette compensation lorsque le pécule ne lui était pas légué, c'est-à-dire dans un cas où l'héritier, auquel revient alors le pécule, n'est plus débiteur de l'esclave. Au contraire il existe des textes, dans le sens opposé, qui démontrent bien que, par exception à la règle générale qu'une obligation naturelle peut compenser une obligation civile, l'esclave affranchi, débiteur naturel de son patron ne peut se voir opposer la compensation par ce dernier dont il est devenu le créancier. Paul (*Dig. III, t. V, l. XVIII et XIX, § 1 et pr.*) nous cite et réfute l'opinion des proculiens en invoquant celle de Scævola et de Sabinus qui décident

qu'un affranchi qui a été gérant d'affaires pendant et après son esclavage ne peut se voir opposer l'exception de dol pour les faits antérieurs à son affranchissement quand il exercera l'action *negotiorum gestorum*.

Les Romains considèrent l'affranchi comme une personne nouvelle ne pouvant être troublée par aucun des actes antérieurs à son affranchissement, sauf les délits, et l'on ne peut pas plus lui opposer des exceptions qu'on ne peut l'actionner.

De même que l'esclave peut être débiteur naturel de son maître, de même il peut en être le créancier naturel; il y a cependant une grande différence entre les deux cas; le maître créancier de l'esclave peut recevoir une fidéjussion d'un tiers ou opérer novation de cette dette, car il est capable de contracter *verbis*, il pourra recevoir hypothèque, constitut ou être payé valablement : l'esclave, au contraire, incapable de se servir lui-même de la formule *verbis*, de posséder ou d'être propriétaire de quoi que ce soit ne peut recevoir ni fidéjussion, ni novation, ni hypothèque, ni constitut, ni payement. Il faut attendre l'affranchissement et encore faudra-t-il que le pécule lui ait été laissé avec la liberté, et sa créance contre son maître ne sera toujours que naturelle. Mais si ce dernier paye, même par erreur, il n'y aura pas de *condictio indebiti* (*Dig. de cond. ind.*, l. LXIV), mais il est peu probable que les Romains aient consenti à ce que le maître puisse se voir opposer la compensation : le texte que nous avons cité plus haut (*Dig. de*

statutib., l. III) apparaît plutôt comme une exception que comme une application d'une règle générale.

Un texte d'Ulpien (*Dig. de separ.*, l. I, § 18) nous dit que l'héritier nécessaire obtenant la séparation des patrimoines conserve ses créances contre le testateur. Cette hypothèse est difficile à expliquer, car l'esclave n'est créancier de son maître qu'à propos du pécule qui doit faire partie des biens vendus. Pour trouver une application de cette loi, il faut se placer au temps où la règle colonienne n'existe plus et faire l'hypothèse suivante : un individu a fait un legs conditionnel à l'esclave de son héritier institué, ce dernier meurt en laissant ce même esclave son héritier nécessaire, puis la condition arrive. L'esclave devenu libre est alors capable de recevoir le legs qui a fait partie de l'hérédité première que son maître a recueillie ; dans ce cas l'affranchi, héritier nécessaire devient rétroactivement créancier de son maître et peut concourir avec les autres créanciers du moment qu'il a obtenu la séparation des patrimoines, sa créance même est civile.

Ainsi à chaque instant la législation romaine se heurtait contre cette institution contraire à la nature de l'homme, contre l'esclavage qui s'efforçait d'assimiler l'homme à un animal domestique sans pouvoir cependant lui enlever son intelligence. Cette coutume que les Romains avaient reçue dès leur origine des peuples qui les avaient précédés ne leur apparaissait pas comme nous le voyons aujourd'hui. Tout en la blâmant ils l'acceptaient et s'efforçaient

de lui donner une apparence de légalité et jamais aucun d'eux ne s'est élevé pour demander sa suppression ; ils ne paraissent pas avoir soupçonné qu'un jour l'esclavage serait regardé comme une barbarie et formerait une large tache qui, dans l'histoire, ternirait l'éclat de leur gloire.

ANCIEN DROIT

DES CORPORATIONS

CHAPITRE PREMIER

CORPORATIONS DANS L'ANTIQUITÉ.

L'association, a dit M. Legouvé, est une combinaison dans laquelle dès le premier jour un et un font quatre. — Cette réflexion qui indique si réellement et si simplement la force de l'association a été faite dès qu'il y eût des faibles à côté des puissants parmi les hommes. « Dans l'état primitif qui précède l'appropriation des terres et l'accumulation des capitaux, tout le produit du travail appartient à l'ouvrier, il n'y a ni propriétaire, ni maître avec qui il doive partager (*Maltus*) ». Mais dès qu'il y eût des ouvriers et des maîtres, les premiers se trouvant dans une condition inférieure aux seconds cherchèrent à se rapprocher pour lutter et reconquérir l'égalité. Quand il s'agissait des esclaves, la puissance des maîtres était telle que la coalition était bien difficile, cependant les révoltes des esclaves furent une des causes intérieures qui facilitèrent aux Romains la

ruine de Carthage et Rome trembla devant l'armée de Spartacus; mais ce sont là des faits isolés.

Mais à côté de l'esclavage de tout temps nous trouvons le travail libre et ceux qui s'y adonnent n'étant soumis à aucun maître se réunissent naturellement pour s'entr'aider. Tite-Live et Pline prétendent que des corporations d'ouvriers furent établies par le roi Numa, Cicéron est d'avis contraire et pense que le travail des arts et métiers était défendu aux Romains sous la royauté; mais il admet l'existence de corporations sous les décemvirs. Quoi qu'il en soit, Tite-Live nous cite deux centuries de charpentiers établies par le roi Servius Tullius : *ut machinas in bello ferrent*. Sous la République, Valerius Publicola (509 av. J.-C.) propose une loi pour dégrever les artisans pauvres : enfin Caius (*Dig. de coll. l., IV*) nous apprend que l'existence de ces corporations était soumise à une autorisation préalable.

Ces diverses lois étaient empruntées aux Grecs et spécialement aux lois athéniennes de Solon. Les Grecs en effet ont toujours honoré les arts et le commerce avec les nations voisines.

La légende rapporte que Thésée fit une classe spéciale des habitants artisans, les démiurges; Solon place les thètes ou mercenaires à la dernière classe des citoyens; mais ils peuvent s'élever par leur travail et en acquérant la fortune, jusqu'aux premières places de la cité. Thémistocle fait affranchir les artisans de tout impôt afin de les attirer à Athènes, enfin Périclès disait en faisant enterrer à côté des premiers

citoyens les artisans morts à l'armée : « Ne rougissons pas de notre pauvreté. » Mais Athènes ne fut pas toujours prépondérante en Grèce, Sparte vint à son tour et répandit ses mœurs dans tout le pays qu'elle domina. A Sparte, point de commerce, point d'artisans, les Illotes seuls travaillent et sont à peu près esclaves, les Spartiates passent leur vie à se préparer à la guerre et à surveiller les Illotes ; aucun goût de luxe chez ce peuple auquel Lycurgue n'accordait que la monnaie de cuivre et de fer et dont les vêtements et la nourriture étaient fixés par la loi. Le reste de la Grèce, sans suivre les mœurs de Sparte, s'habituait cependant bien vite à ne pas travailler et à laisser aux esclaves tous les ouvrages manuels ; aussi quand les Romains vinrent en Grèce, ils ne trouvèrent plus cette nation laborieuse de l'époque de Périclès et de Thémistocle qui aurait pu changer leurs mœurs.

Les Romains regardaient les professions qui peuvent conduire à gagner de l'argent comme indignes d'un homme libre et, pour cette raison, ils abandonnèrent de bonne heure aux esclaves l'exercice des arts, le métier des armes seul était digne d'un citoyen et les colonies de Rome n'étaient que des avant-postes pour préparer de nouvelles conquêtes. Cependant quelques citoyens pauvres continuèrent à travailler malgré le mépris dont ils étaient l'objet ; plus tard les affranchis formant une caste spéciale travaillant pour gagner de l'argent, vinrent augmenter le nombre des membres des corporations qui figurèrent

dans tous les troubles de la République et favorisèrent beaucoup Marius : aussi au moment du triomphe de Sylla furent-elles presque anéanties. Catilina essaya de les faire revivre et de les gagner, Clodius à son tour se remua beaucoup pour elles ; mais à sa chute elles retombèrent et César acheva de les restreindre.

Ce n'est que sous l'Empire que nous voyons des agglomérations d'hommes libres, ouvriers réunis dans un atelier et travaillant ensemble sous les ordres d'un chef ; ce fut d'abord dans l'industrie publique que nous trouvons ces ouvriers ; le recueil des inscriptions de Gruter nous cite les *Castellarii* (p. 601 *Ins.* 7) les *plombarii* (p. 182 *Ins.* 9) les *monetæ officinatores* (p. 74 *Ins.* 1) et les *murilegati* occupés aux services des eaux, aux plomberies, aux fabriques de monnaies et à celles de pourpre. Il y avait aussi les ouvriers de l'armée et de la maison du prince (C^o Theod. X, 20, l. XVI, § 426).

Mais à côté de ces ouvriers libres, les anciennes corporations revivaient peu à peu, de nouvelles s'établissaient surtout au point de vue politique comme les Curies. Les empereurs prirent l'habitude de considérer toute corporation comme ces dernières et s'arrogèrent un droit de surveillance très étendu sur elles. Accoutumés à diriger ces corporations, ils trouvèrent gênant de rencontrer des ouvriers entièrement libres et non incorporés, aussi finirent-ils par forcer tout artisan soit pour le compte des particu-

liers, soit pour celui de l'état à faire partie d'une corporation.

En Orient l'ouvrier est bien sous la dépendance de la corporation; mais il peut changer de métier et même cesser d'être artisan (*Dig. de colleg.*, l. I, § 2); en Occident au contraire il est attaché à sa corporation par sa naissance s'il est fils d'un des membres, par son admission s'il était libre auparavant; mais une fois engagé il ne peut en sortir, il est tenu à elle comme le curial à la curie, comme le colon à la terre (C^o Theod. X, 22, l. IV).

Malgré ces entraves le travail est libre pour ces ouvriers, l'argent qu'ils en retirent est bien à eux, pourvu qu'ils accomplissent leur devoir envers la corporation qui est leur véritable chef.

Pour former une corporation il faut être au moins trois artisans du même métier, sujets de l'Empire et avoir fait un apprentissage (*Dig. de colleg.* l. III, § 2), enfin la corporation doit être autorisée par l'empereur. Une fois autorisée, la corporation fait sous la surveillance impériale les statuts d'un règlement auquel tous les membres doivent se soumettre. Elle a une existence propre, mais ne possède rien dont ses membres ne puissent se servir, toute la corporation est civilement responsable du délit d'un de ses membres quand ce délit a été autorisé par l'assemblée. (*Dig.*, l. I, l. IV). Dans l'empire d'Occident, contrairement au Digeste, le fonds commercial appartenait à la corporation elle-même; celui qui en fait partie

n'a rien à lui : c'est donc ce qui prévalut en Gaule où le Code théodosien fut seul connu.

Dans les carrières, mines et salines, nous trouvons quatre sortes d'ouvriers; les condamnés qui étaient chargés de chaînes et esclaves sans espoir d'arriver à la liberté, car la grâce du prince les laisse en servitude, les esclaves non condamnés qui avaient le même sort que les anciens esclaves publics, par conséquent n'avaient pas de chaînes à porter, pouvaient être affranchis et possédaient un pécule dont ils pouvaient disposer par testament jusqu'à concurrence de moitié (Ulpien, Frag. XX, 16.), les affranchis qui étaient d'anciens esclaves publics attachés à ces travaux et devenus contre-mâîtres ou surveillants en même temps que libres, enfin les personnes libres mais attachées à ces travaux soit par la naissance soit volontairement; dans ce dernier cas la personne qui entrait dans ces services devait fournir une attestation indiquant qu'elle était libre de sa personne.

Dans les manufactures de l'État nous retrouvons les mêmes classes de personnes, sauf les condamnés; mais tous, libres ou esclaves, une fois incorporés, ne pouvaient quitter leurs travaux et étaient marqués à la main.

Quant aux autres corporations ne dépendant pas directement de l'État, elles étaient en fait sous la surveillance et la dépendance du prince, mais en théorie elles étaient libres. Cependant leurs membres n'en étaient pas moins en servitude, la corporation,

être moral, remplaçait l'État, les esclaves étaient à elle, les biens des membres libres étaient sous sa dépendance ainsi que le fonds commercial, à elle seule on pouvait faire des legs et un de ses membres seul pouvait être héritier d'un autre.

Telle était la situation des corporations au quatrième siècle ; toutes ces entraves, au moment où l'esclavage tendait peu à peu à disparaître empêchèrent le travail libre de rentrer en honneur. Sous Alexandre Sévère, le peuple de Rome sembla s'arrêter un instant de crier *panem et circenses* pour suivre les conseils de ce prince qui mourut en disant : *Laboramus* ; mais cet élan ne dura pas et à partir de Constantin le travail libre ne végète encore que grâce à la contrainte exercée sur les artisans pour les forcer de rester dans leur corporation. Aussi ne doit-on pas reprocher aux barbares qui envahirent l'empire d'Occident d'avoir anéanti le travail libre ; sur ce point la ruine était déjà faite.

CHAPITRE II

CORPORATIONS DU QUATRIÈME AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Historique. — L'invasion des barbares détruisit-elle les corporations? C'est là un point qui reste obscur; au fond des monastères nous trouvons les Gynécées où travaillent des esclaves et des serfs; mais ce n'est plus la corporation, nous ne retrouvons plus cette personne morale qui était propriétaire à la place des individus. Au lieu de la corporation nous trouvons un maître, au milieu des guerres générales le travail est tout entier redevenu le lot des esclaves; peu à peu l'esclavage disparaît et est remplacé par le servage, différence grande en nom, mais petite en fait.

Sous Charlemagne cependant le travail libre reparaît, ce prince nous cite différents métiers exercés dans ses fermes et dans ses palais par des hommes libres (Cap., *de villis* 800, ch. xlv); mais l'esprit de liberté et d'indépendance apporté de Germanie en Gaule par les Francs avait brisé les lourdes chaînes qui liaient l'ouvrier à la corporation.

Au moyen âge, au moment où le servage existait dans toute sa force et où toute personne était serf ou seigneur il n'y avait que très peu de rapports ju-

ridiques entre celui qui faisait travailler et celui qui travaillait. Souvent l'ouvrier travaillait trois jours pour son seigneur et trois jours pour lui même, d'autrefois le serf exerçait librement un métier; mais le seigneur partageait avec lui l'argent gagné. Les plus grands travaux accomplis à cette époque sont l'exploitation des mines et des carrières et la construction des palais, des châteaux et des cathédrales; or les propriétaires de ces mines et carrières, ceux qui faisaient bâtir des monuments, rois, seigneurs, évêques, avaient droit de haute et basse justice sur tous les gens qu'ils employaient libres ou serfs, sans qu'aucune loi ne vint restreindre leur toute puissance et l'on comprend facilement qu'ils étaient peu disposés souvent à se donner tort, comme ils avaient la force pour eux, l'ouvrier ne pouvait que très difficilement faire valoir ses droits; cependant il y eût quelques révoltes dont les principales furent en 1336 celle des artisans de Flandre soulevés par Jacques d'Artevel et en 1404 celle des ouvriers de Louvain qui égorgèrent les magistrats. A la suite de ces révoltes les seigneurs, surtout dans le Nord, accordèrent des privilèges et des prérogatives qui étaient presque la liberté, aux artisans.

Il n'en était pas de même dans les villes du Midi qui avaient conservé leur liberté avec l'organisation municipale romaine et dans celles du Nord qui s'affranchirent de la servitude féodale. Dans ces villes le souvenir des anciennes corporations romaines, l'exemple des communautés existantes établies depuis

Charlemagne pour les boulangers, depuis son successeur pour les orfèvres et de quelques autres encore et la facilité de classer les citoyens au moyen de leurs professions introduisirent un usage qui devait devenir une règle générale et subsister sans contestation jusqu'en 1776 pour ne tomber définitivement qu'en 1791. C'est là, sinon l'origine primitive, du moins la cause immédiate des corporations d'arts et métiers. On accorda à chaque classe de citoyens, c'est-à-dire d'artisans d'un même métier, la faculté de s'assembler et de se réunir en corps pour délibérer sur leurs intérêts communs. Ces assemblées, dont l'existence fut autorisée par les établissements de saint Louis, commencèrent par choisir un saint quelconque pour patron spécial et se servirent de sa bannière comme d'un écusson; puis elles firent des statuts et des règlements qui organisaient très minutieusement la hiérarchie du corps, les devoirs des membres, le mode de nomination du chef de la corporation, appelé prévôt, qui avait certains droits de police et était souvent une véritable puissance, témoin Étienne Marcel qui était prévôt des marchands à Paris, les conditions de capacité des aspirants appelés apprentis au premier degré, compagnons au second, les obligations des apprentis ouvriers et compagnons et les devoirs des maîtres ou patrons. Au début ces statuts n'eurent aucune valeur juridique; mais peu à peu quelques corporations obtinrent des lettres patentes qui ratifièrent ces règlements. Henri III par un édit en 1582 donna

à cette institution l'étendue et la forme d'une loi générale.

La corporation était donc la réunion de tous les gens se livrant à un même métier et fixant eux-mêmes les règles de leur état. Au treizième siècle la bourgeoisie était exclusivement composée de gens de métiers, c'est ce qui ressort de l'examen du livre des métiers d'Étienne Boileau (1258). La guerre de Cent ans affaiblit considérablement cette institution, mais sous les Valois elle reparut plus puissante et, à partir de l'édit de Henri III, n'ayant plus à lutter contre l'autorité pour assurer protection et sécurité à leurs membres, les corporations usèrent toutes leurs forces en rivalités particulières; tous leurs efforts tendirent à conserver leurs usages, chartes, coutumes et privilèges et à les protéger contre la concurrence; elles devinrent oppressives pour le travail et opposées par routine aux améliorations. C'est ce qui fit écrire à Voltaire : « Il est clair que toutes ces maîtrises et toutes ces jurandes n'ont été inventées que pour tirer de l'argent des pauvres ouvriers, pour enrichir les traitants et pour écraser la nation (*Lettres vaines*, 1^{er} mars 1776). » Les maîtrises et les jurandes, que nous allons étudier, étaient les deux principales institutions auxquelles les corporations devaient la vie.

Le premier coup fut porté aux corporations en février 1776 sous le ministère de Turgot. Louis XVI rendit un édit qui abolissait ces vieilles institutions dans la ville de Paris; le parlement résista, il fallut

un lit de justice : en avril suivant fut rendu un autre édit qui étendit la décision à toute la France : cette suppression subite amena la chute de Turgot et en août de la même année le roi rétablit quelques corporations à Paris, en janvier 1777 à Lyon et en avril suivant, puis à différentes époques de 1778 et 1779, en Normandie. Mais le grand coup était porté et la loi de 1791 en détruisant toute corporation ne fit que confirmer et généraliser ce qui avait été fait par Louis XVI et Turgot.

Organisation. — « Le corps de métier est alors une petite République qui s'administre elle-même, qui détermine dans son sein les rapports des personnes, qui se charge de protéger ses membres les plus faibles, qui donne surtout de grands privilèges aux plus puissants, qui régleme le travail, qui le surveille, qui punit les délinquants; mais c'est une République jalouse, qui possède le privilège exclusif d'exercer un métier et qui poursuit impitoyablement quiconque veut contester ou partager, sans son aveu, ce privilège (Levasseur, *Hist. des classes ouvrières de France*, I, p. 383). »

Dans chaque corporation nous trouvons trois classes de gens; les apprentis qui apprennent le métier, les compagnons ou ouvriers qui vendent leur travail et les patrons qui sont des commerçants.

Les patrons étaient de beaucoup les plus puissants, car eux seuls forment l'assemblée qui dirige et régleme la corporation, et ce règlement, grâce aux édits 1583, 1597 et 1673, avait force de loi. Pour

faire respecter ces règlements, la corporation avait des magistrats appelés JURÉS du nom de leur charge dite *jurande*.

Les *jurés* institués comme les corporations dans les établissements de saint Louis, pour les maçons d'abord que nous voyons fonctionner dès 1317 au Châtelet, étaient des maîtres préposés pour avoir l'inspection sur les autres maîtres du même état, leurs fonctions étaient purement de police. Une ordonnance du roi Jean porte qu'en tous les métiers et toutes les marchandises qui se font et vendent à Paris il y aura des visiteurs, regardeurs et maîtres qui regarderont par lesdits métiers et marchandises, les visiteront et rapporteront les défauts qu'ils trouveront aux commissaires du prévôt de Paris et aux auditeurs du Châtelet. Ces préposés furent dans la suite appelés gardes-jurés. Ils avaient le prévôt à leur tête.

Ces magistrats étaient nommés à l'élection et restaient en charge pendant un an, quelquefois deux. Ils étaient choisis parmi les plus anciens maîtres. Leur devoir était de présider les assemblées à défaut du prévôt, d'avoir soin des affaires de la corporation, de faire recevoir les apprentis, compagnons et maîtres, de faire observer les statuts et règlements. Ils connaissaient des contestations entre les personnes faisant partie de la corporation, apprentis, ouvriers ou maîtres, ils avaient le droit de visite, c'est-à-dire d'aller chez n'importe quel patron voir ce qu'il faisait, s'il ne dépassait pas ses droits et s'il

n'empiétait pas sur les monopoles des autres corporations et surtout ils devaient empêcher toute personne d'exercer une profession si elle n'était pas admise dans la corporation.

Ils pouvaient surveiller les autres corporations, mais alors ils n'avaient aucune juridiction propre, ils ne pouvaient dresser de procès-verbaux sans être assistés d'un huissier ou d'un commissaire; dans ce cas les tribunaux ordinaires connaissaient de l'affaire à moins que dans la ville soient établis certains magistrats spéciaux qu'Étienne Boileau nomme prud'hommes et qu'on appelait eswards dans le Nord et consuls dans le Midi.

Ces *prud'hommes* étaient adjoints aux échevins pour rendre la justice et veiller à l'administration de la ville; mais peu à peu les échevins devinrent seuls administrateurs et les prud'hommes seuls juges à leur place. En 1296 Philippe le Bel créa vingt-quatre prud'hommes chargés de faire avec les échevins et le prévôt des marchands la visite de la ville de Paris. L'édit du 29 avril 1464 permit aux bourgeois de Lyon de nommer un prud'homme pour les contestations entre les marchands qui fréquentaient les foires de cette ville. Cette institution tout à fait spéciale fut cause de l'établissement de juges spéciaux pour les fabrications de soieries qui, comme le disait Colbert, en établissant les échevins de Bourges (janv. 1670), exigeaient un soin tout particulier. Ces juges spéciaux formèrent un bureau qui fut mis au même rang que le bureau de la ville où siégeaient le

prévôt des marchands et les échevins; on l'appela le bureau commun. L'usage de ce bureau commun spécial se répandit peu à peu dans toutes les grandes villes et on le déclara compétent pour toutes les corporations; ce fut l'origine des tribunaux consulaires.

Les patrons étant les chefs de leur corporation et en retirant tout le bénéfice s'efforcèrent d'empêcher leur nombre de s'accroître en rendant très difficile l'accès au droit d'être maître appelé maîtrise. On passait par trois grades avant d'arriver patron.

Apprentis. — De douze à dix-huit ans l'ouvrier n'était qu'apprenti, quelquefois l'apprentissage était réduit à trois ans, d'autres fois prolongé jusqu'à sept. Au moment de commencer son instruction, c'est-à-dire d'entrer dans la corporation, l'apprenti devait en faire part aux gardes-jurés, prêter serment d'obéissance et prendre un brevet. Toutes ces formalités étaient exigées sous peine de nullité de l'apprentissage. Une fois l'apprenti chez le maître, les gardes-jurés seuls pouvaient décider de sa sortie; sans leur autorisation le maître ne pouvait renvoyer l'apprenti ni l'apprenti quitter son maître; cependant dans certaines corporations le maître pouvait céder son apprenti à un autre patron : c'était une véritable vente de l'apprenti (Levasseur, *Cl. ouv.* I. 34).

L'ordonnance de 1673 oblige à l'apprentissage quiconque aspire à la maîtrise.

Certains apprentis, comme dans la corporation des libraires, ne pouvaient se marier. Le contrat

d'apprentissage est un acte passé par-devant notaire ou un brevet délivré par les gardes-jurés. L'apprenti était nourri et logé chez son patron, s'il n'était pas nourri il devait toucher quatre deniers par jour. L'acte d'apprentissage déterminait le temps et le prix. Il était défendu à l'apprenti de s'absenter de chez son maître; s'il le faisait, la première fois il devait augmenter la durée de son apprentissage d'un temps double de son absence, la seconde fois il était frappé de déchéance. Si l'apprenti se plaignait de son maître il l'assignait devant le procureur du roi au Châtelet ou devant le lieutenant général de police en province. Dans ce cas le livret de l'apprenti était remis aux gardes-jurés qui nommaient un autre maître. Il était défendu aux veuves d'avoir des apprentis et avant l'ordonnance de 1607 à tout patron d'en avoir plus de deux par métier sauf pendant la dernière année du premier. A la fin de l'apprentissage un certificat était délivré par le maître et remis aux gardes-jurés avec le brevet. L'apprenti ne touchait aucun gage; au contraire, il payait une certaine somme à son patron pendant la première partie de son instruction. Cette somme était due même si l'apprenti quittait son maître avant le temps fixé, quoiqu'il soit mineur : exception est faite s'il était malade ou entré dans les ordres. Les lieutenants généraux de police sont compétents en cette matière (édits 1667 et 1699). Remise d'apprentissage pouvait être faite dans certains cas, sauf pour les libraires et les imprimeurs (règl. 1723). Enfin toute

donation de l'apprenti à son patron était frappée de nullité (Parlement. Toulouse, 9 mars 1577).

Le brevet coûtait vingt sols dans les villes de cour supérieure et dix sols dans les autres (Tarif 1722). Quand il y avait stipulation d'une somme, le droit de contrôle se percevait sur cette somme s'il était ainsi plus fort que le droit ordinaire (Arrêt du conseil, 3 août 1715) à moins que le brevet ne déroge en rien aux statuts (Arrêt du conseil, 1716). Indépendamment du droit de brevet il est dû un autre droit lorsque les gardes-jurés ont donné quittance d'une somme reçue (Arrêt du conseil, 15 mars 1723).

L'édit de février 1776 supprima l'apprentissage, celui d'août suivant le rétablit; mais l'art. 39 de ce dernier promettait un règlement relatif à ce sujet.

Ouvriers dans la corporation. — (Voir le chapitre III sur les droits généraux des ouvriers à cette époque.) L'apprentissage fini, le membre d'une corporation, s'il ne se présentait pas de suite à la maîtrise, était ouvrier ou compagnon : il louait ses services à un patron de la corporation. L'art. 40 de l'édit d'août 1776 défend aux compagnons de quitter leur maître sans l'avoir prévenu dans le temps fixé par les règlements et sans avoir obtenu un certificat de congé. En cas de refus du maître le compagnon s'adresse aux gardes-jurés et en dernier ressort au lieutenant de police et obtient l'autorisation d'entrer chez un autre maître. L'ouvrier ne doit jamais travailler pour son propre compte et en dehors de la boutique du patron; au moindre soupçon sa de-

meure est envahie, on la visite partout et si la preuve du délit est trouvée, il est condamné à une amende souvent très élevée.

L'ouvrier non employé doit se rendre tous les jours sur certaines places en attendant qu'un maître vienne l'embaucher; il lui est défendu d'agir autrement sous peine de forfaiture punie d'après les règlements.

Il peut être loué à la journée, à la semaine ou à l'année; une fois embauché la loi lui défend de quitter son patron avant l'expiration du temps convenu. Il se nourrit et loge à ses frais, ce n'est que par exception que dans certaines corporations on permettait au maître de loger et nourrir un ou deux ouvriers. La journée court du lever au coucher du soleil; pour éviter toute discussion à ce sujet, dans la plupart des villes la cloche annonce le commencement et la fin de la journée. Quand, dans leurs règlements, les corporations autorisaient quelques veillées, l'ouvrier ne pouvait s'y refuser lorsqu'il recevait un salaire fixé pour la nuit.

Mais en revanche l'ouvrier a le droit de rester chez son maître jusqu'à la fin du temps prescrit; après un an et un jour de compagnonnage il doit être employé par la corporation de préférence à tout nouvel ouvrier; n'est-ce point là un véritable droit au travail?

Maîtrise. — Lorsque l'apprenti ou le compagnon voulait devenir maître, il présentait son certificat de naissance, ses brevets d'apprenti et d'ouvrier, s'il l'avait été, et une attestation de bonne conduite aux

gardes-jurés de la corporation qui après l'examen de ces pièces déclaraient le candidat aspirant à la maîtrise. L'aspirant était alors mis en loge, d'ordinaire dans l'hôtel de ville, et là, devant les gardes-jurés de la corporation qui seuls avaient le droit d'entrer dans la loge, exécutait ce qu'on appelait un chef-d'œuvre, c'est-à-dire un travail indiquant qu'il connaissait très bien son métier. Le chef-d'œuvre fait, exposé à la visite des patrons et reçu par les gardes, l'ouvrier était admis patron.

Toutes ces formalités, sauf le certificat de moralité et de bonne conduite, étaient supprimées pour le fils d'un patron ou la veuve déclarant qu'elle ne voulait pas se remarier; quelquefois pour le gendre ou celui qui épousait la veuve. Le fils d'un patron, né depuis la maîtrise de son père, peut rester avec ses parents jusqu'à dix-sept ans et devenir de suite maître sans même succéder à son père; pour la veuve, le gendre ou le second mari de la veuve il fallait qu'ils reprennent la succession commerciale du maître défunt.

Une fois déclaré apte à la maîtrise, le futur patron, avant de pouvoir ouvrir boutique ou atelier, devait aller au bailliage prêter serment de fidélité aux statuts, faire inscrire son nom et sa demeure chez les gardes-jurés afin d'être sous leur surveillance et payer plusieurs sommes au fise, à la corporation et aux gardes-jurés.

Le droit qu'accordait les lettres de maîtrise était imprescriptible même si le titulaire n'en usait pas.

Les jours de repos et le nombre d'heures du travail

étaient fixés par les statuts de la corporation ainsi que le taux du salaire des ouvriers. Le patron devait avoir deux ans de maîtrise avant de pouvoir prendre un apprenti.

L'organisation de la corporation avait, comme tous les systèmes du reste, son bon et son mauvais côté; au point de vue de l'économie politique du pays, il est certain que la surveillance des gardes empêchait le progrès de prendre son essor; mais la concurrence eût-elle été une bonne chose à cette époque? Sans la corporation et sa surveillance le vendeur n'eût-il pas été porté à tromper un public qui alors était souvent fort ignorant? Sous un autre point de vue la corporation fut la première à lutter contre les seigneurs qui auraient pu pressurer à plaisir le vendeur isolé, et par cela elle contribua à la marche du pays vers la liberté; enfin la difficulté d'arriver patron était une barrière opposée au désir qu'ont les habitants des campagnes de quitter leurs travaux pour venir dans les villes où ils croient trouver une vie moins pénible.

Il ne faut pas non plus croire que ce système était répandu partout sans qu'on pût s'y soustraire. Il y avait des villes et des bourgs non jurés où le travail était entièrement libre; dans toute ville il y avait des lieux privilégiés où la corporation était sans droit : enfin il y avait les fournisseurs du roi et les employés des manufactures de l'Etat et des grandes fabriques industrielles qui étaient libres et en dehors de ces communautés.

CHAPITRE III

OUVRIERS EN GÉNÉRAL AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE

Louage d'ouvrage.—D'après Pothier, le louage d'ouvrage et de service est un bail à loyer; l'objet loué, c'est le travail; le prix c'est la rémunération appelée gage. Donc pour l'ouvrier on appliquera les règles du propriétaire, pour le maître celles du locataire. « Un homme libre n'est susceptible du contrat de vente; mais il peut louer ses services. Observez néanmoins qu'il n'y a que les services ignobles et appréciables à prix d'argent qui soient susceptibles du contrat de louage, tels que ceux des serviteurs et servantes, des manœuvres, des artisans, etc. » Toutes les règles du bail à loyer sont donc appliquées au louage d'ouvrage ou de service.

D'après les principes généraux du bail à loyer, si d'un côté ou de l'autre les engagements n'ont pu être suivis, la personne par la faute de laquelle les empêchements sont venus doit une indemnité à l'autre, sauf le cas de force majeure. Ainsi aucun prix n'est dû ni aux ouvriers par le maître, ni au maître par les ouvriers si un louage de service pour travailler à une vigne n'a pu être exécuté à cause du mauvais temps.

Si le travail a été fait une partie de la journée, le prix est dû proportionnellement à ce temps. Mais si le maître a pris trop d'ouvriers et n'a pu les employer tous, il est en faute et doit les payer quand même; si l'ouvrier est obligé de quitter l'ouvrage il ne sera payé que d'après le temps qu'il aura travaillé et devra une indemnité si le maître subit un préjudice par suite de son départ. Si l'ouvrier est loué au mois ou à l'année et qu'il tombe malade, le maître peut lui retenir ses gages pendant le temps de la maladie; s'il ne le fait pas, c'est un acte de générosité de sa part. Pour contredire cette dernière conséquence on s'est appuyé sur la loi IV § 5 *de statu lib.* au *Digeste*. L'esclave, à qui son maître a légué la liberté à condition de servir un an l'héritier, sera libre au bout de l'année, même s'il a été malade. D'abord il faut observer que nous sommes ici en présence d'une question de liberté que les Romains favorisent toujours, ensuite l'esclave appartient à l'héritier, même malade, tandis que l'ouvrier malade n'a plus aucun rapport avec son maître et par suite point d'obligation. Cependant une légère indisposition ne serait pas une raison suffisante pour diminuer les gages, car ces indispositions sont trop communes pour ne pas être présumées prévues dans le contrat.

Si l'ouvrier est mis en prison et qu'il soit déclaré coupable, comme c'est par son fait qu'il s'est fait arrêter, il devra indemniser son maître; il en est autrement lorsqu'il est reconnu innocent, car alors il n'y a pas faute de sa part, il y a force majeure. Si

l'ouvrier quitte son maître par suite de mauvais traitements, de refus de choses nécessaires ou de toute autre raison juste, le maître peut devoir une indemnité, c'est au juge à apprécier.

L'usage général dans les villes permettait au maître de renvoyer le serviteur attaché à sa personne quand bon lui semblait; il n'en était pas de même pour les serviteurs de la campagne et les ouvriers de la ville; le maître devait les garder tout le temps convenu, excepté si les deux parties étaient d'accord pour se quitter.

La tacite reconduction peut avoir lieu pour le louage de service; toutefois une controverse s'est élevée à ce sujet; Pothier, dont l'opinion en général prévalut, prétendait qu'elle avait lieu même s'il n'y avait pas de délai pour fixer la fin du louage, elle avait lieu alors à la fin du louage d'après les usages du pays; d'autres auteurs au contraire voulaient une date fixée par les parties pour la fin du louage, sinon il y avait nouveau louage, mais non pas tacite reconduction.

Le salaire des gens à la journée se prescrivait par quarante jours, celui des autres ouvriers par six mois, un an ou même deux ans selon les coutumes. Cette prescription, tout à l'avantage du maître, n'avait lieu qu'à défaut de convention écrite; elle fut établie par une ordonnance de Louis XII en 1510.

Surveillance par le maître. — Le maître doit surveiller son ouvrier, car il est responsable des personnes qu'il fait travailler, c'est à lui de prendre ses précau-

tions. En décembre 1540, François I^{er} déclare civilement responsables des délits de leurs employés les personnes qui occupent des gens inconnus. Ce qui laisserait à penser qu'à cette époque, si le maître avait pris toutes ses précautions pour avoir un honnête ouvrier, il ne serait plus responsable civilement de ses délits, ou rentrerait dans la règle générale, qui les déclare personnels.

L'article 6 de l'arrêt de règlement de Dauphiné (1683) déclare responsables les maîtres des dégâts et contraventions des gens qu'ils emploient sans examiner s'il y a délit ou non. Cette jurisprudence fut confirmée par un arrêt du même parlement (6 mars 1723), par un autre de la grand'cour (28 avril 1761) et par un règlement du conseil de l'année 1783.

Cependant le maître n'est pas obligé de payer les crédits accordés à ses employés, même pour fournitures faites à lui-même par leur intermédiaire du moment qu'il affirme avoir donné l'argent à l'employé pour payer (arrêt de Paris 26 mai 1691). Car le maître ne peut être obligé à son insu par l'infidélité de son employé. Enfin, malgré l'arrêt de 1608 et l'ordonnance de 1670 sur les chartes privées, le maître pouvait enfermer son apprenti comme moyen de correction, il en était de même des domestiques; mais ce pouvoir ne paraît pas s'être étendu sur les ouvriers et autres employés.

Enfin la nullité qui frappait les donations de l'apprenti à son maître n'atteignait pas celles faites par les autres employés au patron.

Droits des ouvriers. — L'ouvrier pour se faire payer a recours non pas aux jurés, mais aux juges consulaires, car ce n'est plus une affaire de police comme le serait la fixation du taux des salaires, mais une affaire d'intérêt privé commercial; sa créance, différente en cela de celle de l'entrepreneur vis-à-vis un particulier, ne se prescrit pas par un an (ordonnance 1673). La réclamation de paiement des salaires est au rang des affaires sommaires pourvu que la demande ne dépasse pas mille livres et qu'il s'agisse bien de sommes dues à des ouvriers pour leur travail (ordonnance 1667).

En dehors de ce recours contre le patron, les ouvriers, comme tout créancier, peuvent exercer les droits et actions de leur débiteur; donc, si le patron ne se fait pas payer et ne les paie pas, ils peuvent recourir contre celui qui a fait surveiller et se faire payer sur le prix; il n'y a aucun doute là-dessus. Mais en dehors de ce droit commun à tout créancier quel avantage ont-ils? Nous trouvons dans les *Institutions coutumières* de Loysel (L. IV, t. VI, *Du paiement*, 13) d'après une ordonnance de Philippe-Auguste (6 mars 1188) que : « Dettes privilégiées sont celles qui sont adjugées par sentence; dettes de mercenaires, etc. » Mais il n'est pas probable que ce privilège ait subsisté longtemps. L'article 16 de l'ordonnance sur la saisie des vaisseaux donne un privilège aux matelots employés au dernier voyage et les fait payer avant tout créancier; mais que décider pour les autres créanciers? La question était sans

doute discutée et sa solution variait selon les provinces. A Orléans on accordait un privilège sur les récoltes aux ouvriers qui ont travaillé pour les champs; mais il n'en était pas de même dans le reste de l'Orléanais (Pothier. — *Contrat de louage*, n° 256. — Introd. au t. XX de la *Coutume d'Orléans*, n° 119, § 2; — t. de la *Proc. civ.*, 4^e partie, ch. II, § 2, n° 483, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o, n° 485); de même un privilège est accordé à ceux qui ont par leur travail conservé ou accru un héritage, sur tout l'héritage ou sur sa plus-value (Introd. au t. XXI de la *Coutume d'Orléans*, n° 129; — t. de la *Proc. civ.*, 4^e partie, ch. II, sect. V, n° 448, 2^o). Enfin Pothier nous cite un arrêt du 15 mars 1598 qui accorde un privilège aux ouvriers tels que maçons, charpentiers et autres qui ont réparé une maison sur cette maison; mais ce jugement ne distingue pas si ces ouvriers travaillaient pour leur compte ou pour celui d'un entrepreneur (Introd. à la *Coutume d'Orléans*, t. XIX, n° 124). Cette décision n'était probablement appliquée que dans le ressort d'Orléans; il est cependant à supposer que cette idée s'était répandue partout et même à Paris, mais sans règles fixes. Le 8 août 1766 un arrêt de règlement rendu par le parlement de Paris décida que les entrepreneurs et ouvriers n'auraient de privilège « qu'autant que, par un expert nommé d'office, il aura été préalablement dressé procès-verbal à l'effet de constater l'état des lieux relativement aux ouvrages que le propriétaire aura dessein de faire, et que les ouvrages, après leur perfection et dans l'année de leur perfection, auront été

reçus par un expert pareillement nommé d'office à la requête soit du propriétaire, soit des ouvriers, collectivement ou séparément, en présence des uns et des autres, ou eux dûment appelés.... lequel expert énoncera sommairement les différentes natures d'ouvrages qui auront été faits et déclarera s'ils sont faits suivant les règles de l'article ». Donc, deux procès-verbaux par expert nommé par le juge, l'un avant, l'autre après les travaux.

Cet arrêt donnait-il un privilège direct aux ouvriers sans qu'ils soient obligés d'intervenir au nom de leur patron? Un autre arrêt (19 déc. 1781) nous donne la solution. Un sieur H.... fils était tombé en faillite et se trouvait créancier de la fabrique de Neuilly pour avoir reconstruit l'église de ce village. Il avait eu soin de faire faire les procès-verbaux nécessaires, donc il avait une créance privilégiée contre cette fabrique. Les ouvriers qu'il avait employés pour ces travaux demandèrent au parlement de Paris le droit d'être payés par cette créance par préférence à tous les autres créanciers de la faillite. Le parlement observa que le sieur H.... fils avait fait pour lui seul les procès-verbaux, que les ouvriers n'y avaient pas été appelés et que par conséquent ils n'avaient pas de privilège sur le privilège de leur patron. Or les ouvriers ne traitant pas directement avec la fabrique de Neuilly ne pouvaient ni faire dresser les procès-verbaux ni être appelés sous un titre quelconque pour assister à leur confection. Aussi ce jugement tout en ne rejetant pas en théorie la possibilité d'un privilège

pour les ouvriers les mettait en pratique dans l'impossibilité de l'exercer. On peut donc dire que dans l'ancien droit, en règle générale, les ouvriers n'avaient pas de privilège; mais qu'il y avait de nombreuses exceptions.

Compagnonnage. — L'apprentissage fini, l'ouvrier qui ne cherchait pas à devenir de suite patron était reçu compagnon des autres ouvriers. Les compagnons formaient entre eux une association connue sous le nom d'enfants du devoir, ils se promettaient aide et protection entre eux et tâchaient de se fournir réciproquement du travail. C'est à ce moment que l'ouvrier pouvait faire ce qu'on a appelé le tour de France. Dans chaque ville les compagnons choisissaient une femme, en général une aubergiste, chez laquelle ils se réunissaient et qu'on appelait la mère des compagnons. Le compagnon en arrivant dans une ville se rendait chez la mère où il trouvait à se loger et était nourri. On devait lui trouver du travail; si toutes les places étaient occupées, le plus ancien compagnon dans la ville devait partir pour lui céder sa place. L'utilité du tour de France paraît surtout à cette époque où les moyens de transport et de publicité étaient si restreints. Par le tour de France les compagnons transportaient d'une ville à l'autre tous les progrès de leur industrie et faisaient connaître les perfectionnements qui autrement seraient restés enfouis dans l'atelier où ils avaient pris naissance.

Les compagnons s'aidaient en cas de maladie et au besoin se fournissaient de l'argent les uns aux autres;

mais aussi ils se surveillaient réciproquement ; tout ce qui violait l'honneur du métier était sévèrement puni.

Les compagnons se protégeaient mutuellement contre les patrons et les magistrats ; qu'un patron donne lieu à de justes plaintes, sa maison était mise à l'index ; qu'une sentence injuste soit rendue contre un compagnon par un magistrat, tous les compagnons sortaient ensemble de la ville et n'y rentraient qu'après avoir reçu satisfaction. C'était le seul moyen qu'ils avaient pour contre-balancer le pouvoir des patrons (Littre Duruy).

Appendice sur les ouvriers en dehors des corporations. — Jusqu'à présent, le but de tout ouvrier semble être la maîtrise, s'il n'y arrive pas, c'est ou faute d'argent ou faute de capacité ; aussi sa situation dans la corporation est-elle très inférieure ; soumis aux décisions des patrons, il n'est pas libre ; pour lui, la corporation est une maîtresse qui exige beaucoup et ne donne presque rien ; mais tous les ouvriers n'étaient pas attachés à ces corporations ; certains d'entre eux entraient dans des manufactures où jamais ouvrier ne pouvait devenir patron ; ces ouvriers étaient libres et avaient certains avantages. Nous les trouvons d'abord dans les manufactures de l'État, puis ensuite dans les grandes usines particulières. L'État, en effet, comme manufacturier, s'était toujours placé au-dessus et en dehors des corporations ; plus tard, quand l'industrie commença à se développer, les propriétaires d'usines devinrent des per-

sonnages influents par leur richesse; souvent ils traitaient avec les ministres et étaient en relation avec la cour; quelques-uns furent annoblis comme l'avaient été sous Louis XIV les armateurs et officiers de la compagnie des Indes. Ces négociants étaient trop influents pour avoir besoin de l'appui des corporations et trop indépendants pour se soumettre aux règlements. Les ouvriers qu'ils employaient étaient donc comme ceux de l'État, c'est-à-dire en dehors des corporations; ces ouvriers se divisaient en deux classes, les uns étaient des artisans souvent très habiles chargés de la confection des objets que fabriquait l'usine, les autres étaient de simples valets chargés des menus détails. Les uns et les autres dans les manufactures de l'État étaient dispensés de toute taille, subsistance et autres impositions tant ordinaires qu'extraordinaires, emprunts, gardes de ville et logement de gens de guerre (Lettre patente de Louis XIV pour l'établissement de la manufacture de Beauvais). Dans l'intérêt de l'industrie, les ouvriers des manufactures particulières étaient souvent assimilés à ceux de l'État, quelquefois même ils avaient des privilèges spéciaux accordés, sur la demande du patron, par des lettres patentes.

Dans ces établissements royaux ou particuliers, le règlement de la maison seul faisait loi et fixait les droits et les devoirs des ouvriers; il n'est plus question de gardes-jurés, toute plainte ou toute réclamation se porte devant les tribunaux consulaires.

Les règlements de ces maisons étaient en général

très sages et l'emportaient de beaucoup sur ceux des corporations. On peut prendre comme exemple celui de la fabrique d'étoffes d'or et d'argent établie à Saint-Maur, près Paris.

Le matin, les ouvriers en arrivant trouvaient à la porte de l'usine l'eau et le linge nécessaires pour se laver les mains et la figure; puis, après une courte prière, chacun se mettait à l'ouvrage qui lui était assigné une fois pour toutes, sans jamais quitter sa place; si quelqu'un avait besoin de quoi que ce soit, dans chaque salle se trouvait une sonnette pour appeler le chef commis. Chaque tisserand avait un métier et des tiroirs fermant à clef où il renfermait les étoffes et les fils dont, du reste, il était responsable. Des valets attachés à chaque salle étaient chargés des commissions pour les ouvriers et de l'entretien de l'atelier. Une discipline sévère sanctionnée par des amendes empêchait tout chant, querelle ou propos inconvenants dans les salles de travail; l'hiver, les ouvriers faisaient allumer à leurs frais les poêles de la fabrique.

A midi, l'ouvrier avait une heure pour dîner; en hiver, il sortait à six heures et était libre; en été, il rentrait de sept à dix. Le déjeuner et le souper étaient pris à la fabrique, une demi-heure était accordée pour ces repas.

L'ouvrier absent une demi-journée était à l'amende de trois livres; toute débauche et tout délit étaient sévèrement punis, point de dettes, sinon saisie autorisée immédiatement. En entrant, l'ouvrier prêtait

serment d'observer le règlement et de ne pas divulguer le secret de la fabrication.

Avec ce règlement, les ouvriers se trouvaient très heureux, ils n'avaient d'autres désirs que de rester longtemps à la fabrique et de voir leurs enfants y entrer après eux.

CHAPITRE IV

ABOLITION DES CORPORATIONS DE DROIT INTERMÉDIAIRE

Au moment où éclata la Révolution, les corporations ne comptaient que des ennemis; le développement de l'industrie se trouvait arrêté à chaque instant par les règlements, le progrès qui commençait à prendre son essor venait se heurter contre les vieilles traditions qu'il n'était pas permis de changer. Dès lors, les corporations étaient condamnées dans leur entier, on ne sut pas distinguer l'institution bonne en principe des clauses dangereuses de ses règlements. « Les corporations sont opposées au bien général, la confirmation de leurs statuts a été plutôt surprise au gouvernement royal qu'ils n'ont été le fruit d'un examen et de réflexion.... Peut-on opposer à l'industrie une barrière plus dangereuse que les frais et les formalités auxquels on était assujetti pour exercer un métier (Guyot, *Arts et métiers*)? » Mais Turgot lui-même ne sut pas faire cette distinction; pour lui « la source du mal est dans la faculté même accordée aux artisans d'un métier de s'assembler et de se réunir en corps ». Aussi sur cette matière, comme en presque toutes celles qu'elle touchait, la

Révolution, au lieu de réformer les abus d'une vieille institution, la déclara dangereuse dans son entier et la supprima.

Après les essais de 1775 et des années suivantes vint la loi des 1-17 mars 1791 qui mit fin d'une façon absolue à l'institution des maîtrises et des jurandes. Désormais tout le monde peut exercer librement un métier quelconque à la condition de payer une patente dont le taux est fixé suivant la profession. L'article 7 4° dispense de la patente les apprentis, compagnons et ouvriers à gage travaillant dans les ateliers de fabricants pourvus de patentes, ce qui fut reproduit par l'article 29 3° de la loi du 1^{er} brumaire an VII, qui toutefois soumet à la patente les ouvriers travaillant chez eux, même seuls, sans enseigne ni boutique. D'après la loi de 1791, les ouvriers retombent tous dans le droit commun appliqué à ceux des manufactures de l'État ou des grandes usines particulières; les anciennes coutumes sur le louage de service et d'ouvrage, que les règlements des corporations avaient permis de négliger et empêché de changer comme le reste du droit, revinrent en vigueur jusqu'à ce que de nouvelles lois les abolissent.

La loi des 16-24 août 1790 (t. III, art. 10, 5°) donne compétence aux juges de paix, sauf appel devant le tribunal de district si la somme demandée dépasse cinquante livres, pour toutes les contestations entre ouvriers et patrons. La loi des 22 germinal-2 floréal an XI (t. V, art. 20, — 12 avril 1803) vint confirmer cette règle et laisse les contestations entre ouvriers et

patrons jugées par les tribunaux ordinaires; mais pour les lois de police, celles qui concernent les règlements établis par les chambres consultatives créées par le même décret et organisées le 10 thermidor an XI (29 juil. 1803), les discussions qui s'élèvent en matière de congés dus aux ouvriers ou mal à propos exigés par eux, les tribunaux administratifs sont compétents, c'est-à-dire le préfet de police à Paris, les commissaires généraux dans les villes où il y en a et les maires ou adjoints dans les autres lieux. Les peines prononcées par eux selon le Code de police municipal sont sans appel. Ces mêmes magistrats peuvent ordonner l'arrestation des prévenus et les faire traduire devant le magistrat de sûreté si l'affaire est du ressort des tribunaux correctionnels ou criminels.

Cette même loi (t. II) défend toute coalition des patrons tendant à forcer injustement ou abusivement l'abaissement des salaires et suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution et la punit d'une amende de 100 à 3000 francs et au besoin d'un mois de prison. Les coalitions des ouvriers cessant tout à coup de travailler, empêchant les autres de se rendre à l'atelier, mettant interdiction sur certains établissements, et en général portant atteinte à l'ordre du commerce, sont punies d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois mois. Le tout nécessairement sans préjudice des peines entraînées pour les crimes et délits ayant accompagné la coalition.

Cette même loi ordonne aux ouvriers d'avoir un

livret, mais sans en indiquer la forme. Les arrêtés des 9 frimaire et 10 ventôse an XII (1^{er} déc. 1803-29 février 1804) comblèrent cette lacune. Ce livret est sur papier libre, mais coté et paraphé comme les livres de commerce par les commissaires généraux de police à Paris, Lyon, Marseille et les autres villes où il s'en trouve et par le maire à leur défaut. Le premier feuillet doit contenir les nom, prénoms, âge, pays, signalement et profession de l'ouvrier et le nom du maître chez lequel il travaille.

Chaque congé doit être visé par le maire ou l'ad-joint, à côté on inscrit le pays où l'ouvrier se propose de se rendre. Ce livret ne peut remplacer le passeport lorsque ce dernier est exigé; mais, lorsqu'on peut voyager sans passeport, l'ouvrier qui n'a pas de livret est arrêté et puni comme vagabond.

Le premier livret est délivré sur la présentation de l'acquit d'apprentissage ou sur la demande de la personne chez qui l'apprenti a travaillé, ce qui aura surtout lieu quand l'apprenti devenu ouvrier reste dans la même maison, ou enfin sur le témoignage de deux citoyens patentés et domiciliés, affirmant que l'ouvrier est libre de tout engagement comme tel ou comme apprenti.

Quand le livret est rempli en entier, l'ouvrier peut en obtenir un nouveau en présentant l'ancien; si ce dernier est perdu, l'ouvrier peut obtenir une permission provisoire de travailler jusqu'à ce qu'il puisse, par un moyen quelconque, prouver qu'il est libre de tout engagement.

Le livret doit contenir d'abord tous les changements de patrons; mais il peut aussi indiquer les engagements de l'ouvrier vis-à-vis de son patron et spécialement les dettes. Aussi le patron a-t-il le droit d'exiger que le livret soit déposé entre ses mains et il peut le garder jusqu'à l'entier accomplissement des engagements. Quant aux dettes, si l'ouvrier change de patron, le dernier doit retenir jusqu'à l'acquittement de la dette, sur les salaires de l'ouvrier, une somme qui ne peut excéder les deux dixièmes de chaque payement.

Le livret de l'ouvrier fait foi contre lui, à moins qu'il ne réclame à bref délai contre l'inexactitude de ce qui s'y trouve indiqué.

Quant au contrat lui-même qui lie l'ouvrier au patron, il n'y a rien de changé à l'ancien droit, c'est toujours le même louage de service peu susceptible par nature de nombreuses formalités; souvent il est tacite. Exprès, il doit être exécuté comme toutes les conventions de bonne foi; tacite, il est soumis à des règles que seul l'usage a établies et qu'il peut faire connaître. Comme dans le passé, le maître est autorisé à inspecter la conduite des ouvriers qui demeurent chez lui, car il répond souvent de leurs actions.

La loi de germinal cependant défend à l'ouvrier de quitter son patron sans pouvoir joindre à son livret un congé d'acquit de ses engagements que le maître ne peut refuser sans motif légitime. Quiconque recevrait un ouvrier non muni de ces pièces et ainsi favoriserait la fraude pourrait être condamné à des dom-

mages et intérêts jusqu'à concurrence des sommes que le maître abandonné aurait avancées à l'ouvrier.

Enfin, à moins de convention écrite, l'ouvrier n'est légalement engagé que pour un an; on peut, au contraire, prouver par tous les moyens possibles qu'un temps plus long a été stipulé, quand il s'agit d'un contre maître ou d'un chef d'atelier.

Quant à l'apprentissage, la loi de germinal s'en occupe aussi. Le contrat d'apprentissage est un acte passé entre un patron et une personne qui entre à son service pour apprendre le métier. La forme est indifférente; mais si l'apprenti est mineur, il lui faut le consentement des personnes dont il dépend. La convention doit déterminer le prix et la durée de l'apprentissage, sinon le temps et le prix se règlent conformément à l'usage des lieux, la position des parties et l'instruction du jeune ouvrier. Si le maître doit confier à l'apprenti des objets de valeur, la loi ne s'oppose pas à ce qu'un cautionnement soit déposé.

Le maître doit l'instruction à l'apprenti; mais cette instruction ne comprend que les règles du métier, telles que tout le monde les connaît et non pas les secrets et procédés particuliers du maître, excepté si la convention le dit. Il doit surveiller l'apprenti comme le feraient les père et mère ou tuteur, car il a la même responsabilité qu'eux; mais, comme eux, il ne doit pas abuser de sa supériorité par de mauvais traitements ou en employant l'apprenti à des services en dehors du métier. Il ne peut le congédier sans mo-

tifs graves. A la fin de l'apprentissage, le jeune ouvrier, s'il a bien exécuté ses engagements, reçoit un congé d'acquit qui ne peut lui être refusé, sous peine de dommages-intérêts égalant le triple du prix des journées depuis l'apprentissage. Car, sans ce congé, l'apprenti ne peut trouver à se placer, l'article 11 de la loi défendant de le prendre sans cette pièce sous peine de dommages-intérêts au profit de l'ancien maître.

De son côté, l'apprenti doit obéir à son patron et travailler de son mieux. Il ne peut non plus le quitter avant le temps stipulé, excepté pour le service militaire (1^{er} compl. an VII).

Le contrat d'apprentissage reposant, en général sur des motifs tout personnels, se trouve résolu d'abord par la mort de l'une des parties et aussi par la retraite du maître après cession de son fonds.

L'apprenti peut stipuler, au lieu d'un prix en rémunération de son instruction, un certain temps de travail gratuit chez son patron et à la fin de l'apprentissage, mais les juges doivent veiller à ce que le patron n'abuse pas de cette clause.

La Révolution en détruisant les corporations s'est efforcée de rétablir l'égalité sociale entre l'ouvrier et le patron; devant la loi ils ont les mêmes droits, en matière politique il n'y a plus de différence, car la loi des 27 août-2 septembre 1792 en déclarant qu'aucun citoyen ne doit être exclu des assemblées politiques pour cause de domesticité, s'il n'est attaché au service habituel des personnes, entend bien distin-

guer les ouvriers des domestiques; aussi l'Assemblée nationale invita-t-elle les assemblées primaires à ne contester l'admission et le droit de suffrage d'aucun de ceux dont les travaux ordinaires s'appliquent à l'industrie, au commerce et à l'agriculture.

Telle était au commencement de ce siècle la situation juridique des ouvriers; une vieille institution peut-être trente fois séculaire, reposant sur ce principe vieux comme le monde et si gracieusement prouvé juste par Florian : « Aidons-nous mutuellement », se trouvait détruite tout à coup par une loi qui l'empêchait à tout jamais de revivre ; mais cette loi destructive ne reconstruisait rien. Cependant les causes qui avaient poussé les hommes à créer les corporations existaient toujours, puisque comme toujours il y avait des faibles et des forts. Aussi dès que l'on fut remis de la crise révolutionnaire et des guerres de l'Empire, tous les esprits se tournèrent vers ce vide que la loi de 1791 avait fait et qu'elle n'avait pas comblé : toutefois l'œuvre de la Révolution, quoique trop radicale, était une grande œuvre : mais défaire et refaire était trop pour une seule génération; ils ont donné la première impulsion forçant les générations suivantes à continuer les réformes, et ils ont eu raison, car au dix-huitième siècle l'exclamation de Robert-Owen était déjà vraie : « De nos jours et sous l'empire des circonstances actuelles du monde toutes les vieilles choses doivent disparaître et toute chose être refaite à neuf. »

DROIT ACTUEL

ORGANISATION OUVRIÈRE

Préambule. — « Dieu, en donnant à l'homme des besoins et en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme et cette propriété est la plus sacrée, la plus imprescriptible de toutes (Ord. de 1776). »

Cette vérité indiscutable ne fut pas toujours reconnue ; le travail, avons-nous vu, fut d'abord méprisé et considéré comme une charge dont tout homme libre devait s'exonérer en la confiant à des esclaves ; plus tard il fut entravé par mille règlements, et on alla même jusqu'à dire que le droit de travailler était comme la chasse une propriété du roi auquel il fallait l'acheter.

De nos jours il n'en est plus de même, le travail est honoré et libre : chacun peut prendre le métier qui lui plaît et l'exercer comme il l'entend, et n'a de compte à rendre qu'à la loi qui l'oblige à la loyauté et au respect de la liberté d'autrui. En fait il y a toujours des patrons et des ouvriers, le capital et le travail ; mais, comme l'a dit Bastiat : « Le capital a sa racine dans trois attributs de l'homme, la prévoyance,

l'intelligence et la frugalité »; l'ouvrier prévoyant, intelligent et sobre peut arriver à posséder le capital et devenir patron sans que rien ne s'y oppose : la liberté est absolue. Mais tant qu'il est ouvrier, lui et son patron, citoyens libres tous les deux, sont liés ensemble par leur volonté : cette situation est réglée, à défaut de convention spéciale entre les parties, par des lois d'abord, et par des usages en second lieu : c'est ce qui forme l'organisation juridique et économique du travail.

L'étude de cette organisation peut se diviser en deux parties :

1^o Celle des rapports juridiques entre ouvriers et patrons comprenant les lois qui règlent ces rapports d'une part; et, de l'autre, celles qui règlent la compétence des tribunaux à cet effet.

2^o Celle qui a rapport spécialement à la situation sociale des ouvriers dans la société. Elle peut également se diviser en deux sections, les théories des principaux économistes modernes sur ce sujet, et les réunions ou associations légales ou illégales des ouvriers.

PREMIÈRE PARTIE

RAPPORTS JURIDIQUES ENTRE OUVRIERS ET PATRONS.

Section I. — Lois réglant ces rapports.

CHAPITRE PREMIER

LOUAGE D'OUVRAGE.

La loi française ne connaît pas de domesticité, il ne peut exister qu'un engagement de soins et de reconnaissance entre l'homme qui travaille et l'homme qui emploie (*Déclaration des droits*, art. 8). Cet engagement est réglé d'une façon générale par les lois du louage de service ou d'ouvrage.

Le louage d'ouvrage est un contrat synallagmatique parfait dans lequel une personne s'engage à faire jouir une autre de son travail moyennant une rémunération appelée salaire que l'autre lui promet.

La chose louée, objet du contrat, c'est le travail : comme dans tous les engagements, il faut le consentement des parties contractantes et des personnes dont elles dépendent, toutefois l'article 1308 déclare que le mineur commerçant, banquier ou artisan n'est pas restituable contre les engagements qu'il

a pris à raison de son commerce ou de son art. Les articles 487 du code civil et 2 du code de commerce exigent qu'il soit émancipé pour exercer un commerce; mais ils sont muets quant à l'artisan; il faut donc décider que le mineur contracte valablement comme ouvrier. Cependant son engagement sera nul si on peut prouver qu'il a agit sans discernement; mais alors la nullité résultera d'un vice du consentement et non de la minorité. De même il a été jugé que la femme commune séparée de fait et non de droit de son mari, peut, sans l'autorisation de ce dernier contracter un engagement avec un patron et doit l'exécuter (C. Prud'h. Seine, 17 mars 1879). Il faut un prix ou un salaire en rémunération du travail, ce salaire doit correspondre à la valeur de l'objet du contrat, autrement il y aurait mandat et non louage.

Le locateur s'engage à exécuter le travail moyennant un certain prix, il est donc tenu de le faire en temps utile, et de bien faire et d'apporter le soin et la diligence d'un bon père de famille à l'emploi des matériaux.

Le locataire est tenu de payer le prix et de faire ce qui dépend de lui pour mettre l'ouvrier à même d'exécuter la convention.

Est ouvrier tout individu au service d'un autre, dont le travail a pour objet le commerce, l'industrie ou l'agriculture, et non pas le soin de la personne du maître, l'expression de domestique étant réservée pour ce dernier cas. En général, le domestique est logé chez son maître, et l'ouvrier a une habitation dis-

tinete, mais ce n'est pas le critérium de la distinction, le contraire peut avoir lieu sans que la nature du travail soit changée.

Néanmoins dans le code civil le titre du louage ne distingue pas entre ces deux catégories de travailleurs.

Le locateur ne peut engager ses services pour toute sa vie, c'est une loi d'ordre public qui peut, par conséquent, être invoquée par l'une ou l'autre des parties. Un contrat à vie est nul de plein droit, même si on a cherché à tourner la loi en stipulant une entreprise tellement longue qu'elle exige la vie tout entière d'une personne. La Cour de cassation va même plus loin; s'appuyant sur l'art 15 de la *Déclaration des droits* et sur l'esprit de la loi, elle déclare nul l'engagement dans lequel l'ouvrier engagerait non sa vie physique, mais le temps de la vie pendant lequel on peut être apte à exercer une même profession, c'est-à-dire pendant trente ans; c'était du reste la décision romaine (D. 61, 1, 165).

M. Troplong prétend que cette nullité tenant à l'incapacité qui frappe les hommes pour aliéner leur liberté indéfiniment, ne peut être invoquée que par l'ouvrier. Mais ce jurisconsulte s'est trompé sur l'esprit de la loi à ce sujet; elle ne se contente pas de déclarer nul le contrat à vie, elle le défend; il est donc non seulement entaché de nullité, il est illicite; sa non-existence peut donc être invoquée par tout intéressé.

Cette nullité est prononcée sans dommages-intérêts, car aucune des parties n'avait le droit d'en

exiger l'exécution en justice (Cass. 16 juin 1826). Mais il n'est question que de la vie de l'ouvrier, et non de celle du patron. Ainsi un jeune ouvrier peut valablement s'engager à travailler sous les ordres d'une personne déjà âgée jusqu'à la mort de cette personne; car, selon toute probabilité, la personne âgée doit mourir bien avant l'ouvrier beaucoup plus jeune qu'elle, il n'y a ici qu'un engagement à temps dont l'époque est indéterminée (Paris, 20 juin 1826).

Mais si la condition de durée à vie, à cause des avantages qu'elle procure à l'une ou l'autre des parties, a donné lieu à des salaires plus ou moins élevés que d'usage, le juge qui prononce la nullité devra rétablir l'équilibre.

La durée de l'engagement est fixée par la convention, ou par la nature des travaux ou par l'usage des lieux. Les parties sont absolument libres de poser telle ou telle convention; la loi du 22 germinal an XI art. 15, qui limitait à un an la durée de l'engagement des ouvriers, non contremaîtres, n'a pas été reproduite. Il n'y a aucune entrave sauf en ce qui concerne le travail dans certains établissements, soumis à une réglementation spéciale à cause de leur nature : sous le gouvernement de 1848 on a essayé de réglementer les heures de travail; mais on a été obligé d'y renoncer devant les réclamations générales; il n'y a sur ce point qu'une loi qui limite à douze heures le travail dans les manufactures, et plusieurs sur le travail des femmes et des enfants.

L'ouvrier peut être pris à la tâche ou au temps;

à la tâche, il doit faire l'ouvrage déterminé dans un temps raisonnable; au temps, il est censé loué à l'heure, au jour ou au mois, selon qu'il est payé à tant par jour, par heure ou par mois.

Une controverse existe au sujet du travail à la tâche; quand l'ouvrier fournit la matière et son travail; est-ce une vente, est-ce un louage, est un contrat mixte, à la fois vente et louage. En droit romain ces trois opinions étaient représentées par Caïus (*Dig. loc. cond.* l. 2, 81). Paulus (*id.* l. 22) et Cassius (*Paraph. Théoph.*, l. III, t. XXIV). Justinien adopta l'opinion de Caïus (*Inst.* l. III, t. XXIV) sous prétexte que le travail se joignait à la matière vendue par accession.

Pothier était de l'avis opposé à Justinien et reconnaissait un louage d'ouvrage; acheter un habit tout fait, disait-il, n'est pas la même chose que d'en commander un à faire, dans le premier cas, peu vous importe la personne qui a fait l'habit pourvu qu'il aille bien, dans le second cas, c'est le talent du tailleur que l'on a en vue; s'il venait à mourir, la commande pourrait être résiliée. C'est aussi, je crois, l'opinion des auteurs du code, quoi qu'on en ait dit M. Troplong, c'est la décision qui ressort des art. 1794 et 1796.

Toutefois, il ne faut pas trancher d'une façon trop absolue cette difficulté; on peut décider que lorsqu'il y a doute sur l'intention des parties, lorsque le travail et la matière vendue sont de même valeur, il y a présomption de louage; mais si la matière a une

valeur considérable, et le travail ne mérite qu'un salaire médiocre, il y a évidemment vente. En général il y aura louage ou vente; mais jamais un contrat mixte. La vente, contrat réel, entraînant obligation de donner qui se transmet aux héritiers, ne pouvant se résoudre que du consentement des deux parties, ne saurait s'allier au louage, contrat personnel, entraînant obligation de faire, réductible seulement en dommages-intérêts, qui ne passe jamais aux héritiers, et pouvant se résoudre par la volonté du patron. Mais il peut arriver qu'il y ait louage d'une part et mandat d'acheter de l'autre ou même vente directe; mais dans ce dernier cas, il faudrait qu'un prix soit stipulé pour la vente et un autre pour le travail. En règle générale il n'y a que louage d'ouvrage.

Lorsqu'il s'agit du louage de service à temps, quand la durée n'est pas déterminée, une partie peut se dégager quand bon lui plaît en se conformant aux usages du pays, pourvu que ces usages ne fassent pas naître des inégalités entre les parties. En général on admet que l'ouvrier doit être prévenu quelques jours d'avance afin d'avoir le temps de trouver une nouvelle place et ne pas se trouver tout à coup sur le pavé sans ouvrage : c'est ce qu'a bien jugé le conseil des Prud'hommes de la Seine le 22 décembre 1881 en accordant le salaire d'une semaine comme indemnité à un ouvrier congédié tout à coup.

En droit strict, si sans la faute du maître l'ouvrier a été, même par force majeure, empêché de travailler comme il était convenu, le prix entier de son salaire ne

ui est pas dû ; mais telle n'est pas la coutume généralement suivie, on suit à cet égard les usages des lieux.

D'après les principes de l'art 1142, dans les obligations de faire le défaut d'exécution de la part du débiteur se résout en dommages-intérêts, aussi doit-on dire que si l'ouvrier n'exécute pas ses engagements comme l'a décidé la convention, il doit indemniser celui qui le fait travailler. Il se peut que l'ouvrier ne présente pas une garantie suffisante pour assurer au patron cette indemnité, ce qui arrive surtout quand il s'agit des ouvriers qui savent ne devoir être occupés qu'une saison dont ils n'attendent pas la fin pour se replacer : la convention, même tacite et résultant de l'usage, d'une retenue de dix pour cent sur les salaires de l'ouvrier comme garantie jusqu'à la fin de la saison a été dans ce cas reconnu valable (Prud'h. Seine, 15 juin 1862).

Si pour cause de maladie l'ouvrier cesse son service, doit-il les dommages-intérêts, ou le maître est-il tenu de lui continuer ses gages. En droit strict le maître n'est pas tenu de continuer les gages, car pendant la maladie il n'y a pas eu de services, peut-être le maître a-t-il même été obligé de prendre un autre ouvrier qu'il a dû payer ; mais comme il y a force majeure et non faute de l'ouvrier, la retenue de son salaire pendant la maladie est la seule indemnité qu'il doit au patron. Cependant en pratique on tient compte des circonstances ; un ouvrier à l'année peut être indisposé quelques jours sans pour cela subir de retenue, le patron en le prenant à l'année a dû pré-

voir cette circonstance; [mais il n'en est pas de même pour un ouvrier à la journée, il y a une question d'appréciation laissée aux juges.

Dans tous les autres cas, l'ouvrier ayant le choix entre quitter son patron ou rester avec lui, et qui préfère s'en aller doit indemnité, quelque honorables que soient les motifs qui l'ont décidé; la quotité de cette indemnité peut seule être l'objet d'appréciation.

Toute autre dérogation aux conventions du contrat ou à l'usage à défaut de conventions expresses, soit de la part du maître, soit de la part de l'ouvrier, entraîne résiliation du contrat au profit de la partie lésée par la dérogation; il n'y a plus aucune différence devant la loi entre le patron et l'ouvrier, le premier n'a aucun moyen direct de correction contre le dernier, si ce n'est les amendes stipulées dans le contrat.

L'ouvrier qui entre dans une maison soumise à un règlement admet ce règlement comme règle de son engagement.

Si le patron vient à changer, les ouvriers qu'il avait sous ses ordres peuvent-ils s'en aller et réclamer une indemnité, ou doivent-ils rester avec le nouveau patron, le contrat subsistant avec ce dernier comme par le passé? La question se présente surtout dans les grandes entreprises, il y a une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux. Si les ouvriers et le patron ont contracté en vue seulement de l'ouvrage à faire sans aucune considération personnelle, l'ouvrier est plutôt attaché à l'entreprise qu'au patron, et il ne pourra demander aucune indemnité; souvent

même, lorsqu'il aura contracté avec la direction d'un établissement, agissant il est vrai au nom du patron, le changement de ce dernier ne donne pas à l'ouvrier le droit de se retirer. L'usage des lieux doit avoir une grande influence dans cette question. Mais si l'ouvrier ne peut pas quitter le nouveau patron, ce dernier réciproquement ne peut renvoyer l'ouvrier, dans d'autres cas le changement de patron entraînant la résiliation du contrat, il peut y avoir lieu à une indemnité pour l'ouvrier, surtout si le nouveau patron ne le maintient pas dans les conditions où il se trouvait avec l'ancien. C'est l'ancien patron qui paie l'indemnité, sauf stipulation contraire avec son successeur.

Dans le louage de service, la tacite reconduction a lieu comme dans les autres louages et dans les mêmes conditions ; il faut donc qu'il y ait une époque fixée pour la durée du contrat autrement point de tacite reconduction conformément aux art. 1776 et 1759; la controverse de l'ancien droit a été tranchée par les auteurs du code.

L'art. 1781 du code civil donnait un avantage au maître en cas de difficulté avec l'ouvrier; il était cru sur son affirmation. Il y avait controverse pour savoir si cet article dispensait le maître du serment ou, si il ne l'appliquait qu'après le temps voulu pour la prescription des salaires. La loi du 8 août 1868 en abolissant cet article, a fait disparaître les controverses, et a rangé, quant aux preuves, les actions qui naissent à ce sujet, dans le droit commun.

CHAPITRE II

APPRENTIS ET ENFANTS.

§ 1^{er}. — APPRENTIS.

L'apprentissage obligatoire a été supprimé par la loi du 2 mars 1791. Mais, ainsi que l'avait très bien supposé Turgot, le public réclamant une certaine perfection dans les objets qu'on lui fournit, force l'ouvrier à s'instruire pour fabriquer le mieux possible; la loi ne lui prescrit plus la manière de faire son éducation, elle le laisse libre; mais c'est seulement en voyant travailler et en s'exerçant que l'on peut apprendre, de là le maintien de l'apprentissage dans nos mœurs quoiqu'il ne soit plus dans nos lois.

Le contrat d'apprentissage est soumis à la forme générale des contrats; il peut être verbal, sous seing privé ou public; dans ce dernier cas sont compétents non seulement les notaires, mais les greffiers de justice de paix et les secrétaires des conseils des prud'hommes. L'acte doit énoncer les nom, prénoms, âge et domicile de l'apprenti, de la personne qui l'autorise et du patron; il indique de plus la profession de ce dernier, les conditions de logement; de prix, de durée convenues et la date.

Il est d'usage qu'après un temps d'essai l'une des

parties peut rompre le contrat; ce temps était de un mois avant la loi du 4 mars 1851, depuis il est de deux. A défaut de convention écrite sur le prix et les conditions on s'en rapporte aux usages locaux.

La loi du 22 février 1851 ne permet pas de faire travailler les apprentis plus de dix heures au-dessous de quatorze ans, et plus de douze jusqu'à seize ans (art. 9).

Dans aucun cas les apprentis au-dessous de seize ans ne doivent travailler la nuit ni les dimanches et jours de fête reconnue, sauf pour ranger et jusqu'à dix heures du matin seulement. Néanmoins le préfet, sur avis du maire, peut déroger à ces règles par un arrêté spécial. L'apprenti peut réclamer de son patron pour son instruction un certain temps qui ne peut dépasser deux heures par jour.

La loi exige que le patron soit majeur, de plus les célibataires et les veufs ne peuvent loger chez eux de jeunes filles mineures comme apprenties. Toutes condamnations criminelles et quelques-unes correctionnelles comme l'attentat aux mœurs, le vol, l'abus de confiance et la filouterie entraînent l'incapacité absolue d'avoir des apprentis quelconque (art. 4, 5, 6).

Le maître, sans avoir un droit de tutelle aussi étendu que dans notre ancien droit, a cependant une obligation de surveillance et une certaine autorité qui peut s'assimiler à celle des maîtres de pension sur leurs élèves. L'apprenti habite généralement chez son patron qui doit alors se conformer aux usages à ce sujet.

Si l'apprenti tombe malade, le patron doit immédiatement prévenir les parents et soigner l'apprenti chez lui si la maladie n'est pas de longue durée; les frais, sauf convention contraire, sont à la charge de l'apprenti. Si la maladie est de quelque durée, le maître n'est pas tenu de le garder chez lui, si elle dépasse quinze jours, l'apprenti devra à la fin de son contrat remplacer le temps qu'il a ainsi perdu (art. 8).

Le maître, le temps d'apprentissage écoulé, doit avoir enseigné son état à l'apprenti à peine de dommages-intérêts; il doit faire lui-même l'éducation, cependant il a été jugé que le maître d'apprentissage, dont la profession embrasse diverses branches d'industrie, satisfait aux prescriptions de l'article 12 de la loi du 22 février 1851, s'il confie l'apprenti aux soins d'un contre-maître, chargé spécialement de diriger les travaux de la partie qu'il doit enseigner. (Cons. prud'h. Nantes, 19 nov. 1879.)

L'apprenti doit obéissance et respect à son patron et l'aider dans la mesure de ses forces par son travail (art. 11).

La loi du 12 mars 1841 oblige les apprentis qui travaillent dans les ateliers de plus de vingt ouvriers ou à moteurs mécaniques ou à feu continu à avoir un livret délivré par le maire à leurs parents. Mais en dehors de cette loi ce n'est qu'à la sortie de l'apprentissage que les ouvriers sont obligés au livret (art. 6).

L'article 418 du Code pénal, par extension néces-

saire, défend à l'apprenti de révéler les secrets de fabrication.

L'apprenti peut-il se dire plus tard élève de son patron? La cour de Paris admit la négative le 24 avril 1854, mais, le tribunal de commerce de la Seine a rendu un jugement contraire le 30 octobre 1841. L'affirmative semble en effet plus admissible, car le titre d'élève ne fait que constater un fait qui ne peut être discuté et ne nuit pas au patron, c'est au contraire une preuve de son habileté de voir ses apprentis se proclamer hautement ses élèves, c'est en quelque sorte une réclame qu'ils font pour lui.

Le contrat d'apprentissage finit par l'expiration du temps prescrit, par la mort du maître ou de l'apprenti.

« La veuve ou les héritiers de l'un des obligés ne peuvent être tenus, ni offrir de continuer sans le consentement de l'autre. Les circonstances et l'équité détermineront ce qu'il y a lieu de restituer du prix d'apprentissage qui aurait été payé d'avance. (Par dessus). »

Si l'un des cas d'incapacité pour le patron d'avoir des apprentis vient à se produire, l'apprentissage est rompu; il l'est également pour toutes les causes qui règlent le louage d'ouvrage.

Pour toutes les autres difficultés le patron, vis-à-vis de l'apprenti, doit suivre les lois sur le travail des enfants.

§ 2. — ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.

L'emploi des enfants dans les manufactures a été longtemps l'objet de longues discussions. Les parents et les patrons contractant ensemble sur le travail d'une personne forcée de se soumettre à leur volonté avait donné lieu à de nombreux abus. Les parents louaient leurs enfants le plus tôt et le plus cher possible, les patrons en exigeaient un travail souvent au-dessus de leurs forces.

En Angleterre, dès 1802, un bill parut à cet effet, mais ne fut pas exécuté ; de même, en 1819 et en 1825. Ce ne fut qu'en 1833 que fut adopté le bill en vigueur de nos jours et exécuté. Dans les manufactures à moteur hydraulique ou à vapeur, les enfants ne sont admis qu'à neuf ans, au-dessous de treize ans ils ne doivent travailler que neuf heures par jour ; au-dessous de dix-huit ans que onze heures par jour. Le travail de nuit est interdit, une heure et demie est accordée pour les repas, deux heures par jour. pour l'instruction de ceux qui ne travaillent que neuf heures. Des inspecteurs salariés sont chargés de surveiller l'exécution du bill.

C'est ce bill qui a servi de modèle à notre loi du 22 mars 1841. Nous avions déjà, il est vrai, le décret du 3 janvier 1813 qui défendait dans les mines et les carrières l'emploi des enfants au-dessous de dix ans.

La loi de 1841 parle des établissements à feu continu, à moteur mécanique ou de plus de vingt ou-

vriers réunis en atelier. Les enfants ne peuvent y entrer qu'au-dessus de huit ans, le gouvernement pouvant élever ce minimum dans les pays où cela paraîtrait nécessaire : de huit à douze ans ils ne doivent travailler que huit heures, de douze à seize que douze heures. Les heures de travail doivent être divisées par un repas et ne peuvent être prises que de cinq heures du matin à neuf heures du soir. Au-dessus de treize ans, et dans des cas très urgents, l'administration peut autoriser les enfants à travailler la nuit; mais deux heures de ce travail comptent pour trois de jour, et dans les vingt-quatre heures, avec ce calcul, l'enfant ne doit avoir plus de douze heures de travail (art 1, 2, 3).

L'âge de l'enfant est indiqué par un simple certificat sur papier libre, délivré sans frais par le maire (art. 6).

L'enfant âgé de moins de douze ans doit justifier qu'il fréquente une école, cette condition avait donné lieu à plusieurs discussions, on lui reprochait de rendre l'instruction obligatoire pour certaines personnes; aujourd'hui l'instruction étant obligatoire pour tout le monde jusqu'à treize ans, ces reproches n'existent plus. Les enfants ne doivent être employés les dimanches et jours de fête reconnue (art. 4, 5).

En vertu de cette loi, de simples règlements administratifs peuvent étendre l'application de la loi aux établissements non compris dans l'article 1 et même interdire l'entrée de certaines fabriques aux enfants au-dessous de seize ans. D'autres règlements pareils

doivent prendre les mesures nécessaires pour faire exécuter la loi. Cette latitude laissée à l'administration évitait à la loi d'entrer dans tous les détails d'organisation du travail (art. 7).

Outre les mesures laissées à l'initiative de l'administration, la loi ordonne la création d'inspecteurs. En cas de contravention, ces inspecteurs dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire (art. 10, 11).

La peine des contraventions à cette loi est une amende qui ne peut dépasser cinq cents francs (art. 12).

Les commissaires de police ont-ils le même droit que les inspecteurs ? Il est certain que le commissaire de police peut dresser des procès-verbaux quand il se trouve en face d'une contravention ; mais ce qu'on lui contestait, c'était le droit de pénétrer à tout moment dans l'usine, comme les inspecteurs.

En droit commun, le droit de pénétrer dans un domicile, d'après la discussion de la loi et les observations de M. Renouard, n'est pas reconnu aux commissaires ni aux autres fonctionnaires, sauf dans des cas spéciaux où la loi le permet. Donc les commissaires de police pourront pénétrer dans le jour et avec l'assentiment du patron ou après sommation lorsqu'une infraction aura été dénoncée. La loi de 1841 ne paraît pas avoir étendu leur compétence à cet égard, au contraire, les motifs semblent même les avoir écartés pour les remplacer par des gens spéciaux et plus compétents. Cependant la Cour de

cassation a décidé le contraire et assimile le commissaire de police aux inspecteurs en s'appuyant sur l'article 1 du Code d'inst. crim. (16 nov. 1860).

La loi de 1841 offrait de graves lacunes et ne correspondait plus aux nécessités survenues depuis sa promulgation. En 1847 les Chambres s'étaient occupées de la question, mais la révolution de 1848 vint arrêter les travaux faits dans ce sens. On les reprit en 1858 et, après beaucoup de lenteurs un projet de loi fut déposé en 1867; mais les événements de 1870 vinrent de nouveau arrêter la réforme de la législation. Dès 1871, la question fut reprise et le 19 mai 1874 la loi en vigueur de nos jours fut votée.

Les principes généraux qui ressortent de son texte sont que les garçons jusqu'à seize et les filles jusqu'à vingt et un ans ne peuvent être employés que dans les conditions suivantes :

1° Un enfant ne peut être admis dans un établissement industriel quelconque s'il a moins de dix ans et encore au-dessous de douze ans ne faut-il pas que le travail dépasse six heures par jour et doit-il être autorisé par un règlement spécial (art. 2 et 3).

Au-dessus de douze ans l'enfant peut être occupé douze heures divisées par un repos, le travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est défendu sauf dans les cas où la loi de 1841 le permettait et les enfants de douze ans ne doivent pas s'y trouver (art. 2, 3).

2° Les dimanches et jours de fête reconnue, il doit y avoir repos pour les enfants et les filles. Toutefois

dans les établissements à feu continu, des règlements particuliers peuvent, dans certains cas, autoriser le travail pendant ces jours de repos et les nuits (art 4, 6).

Les travaux souterrains sont interdits pour les femmes et les filles quel que soit leur âge, au-dessus de douze ans des règlements spéciaux peuvent y admettre les garçons. En cas d'infraction, les patrons sont responsables de tout accident pouvant arriver. (Lille, 12 février 1882) (art. 7).

En ce qui concerne l'instruction, pour les enfants au-dessous de douze ans elle est obligatoire comme dans la loi de 1841 ; le patron doit exiger un certificat constatant que l'enfant suit une école ; sinon, après avoir averti les parents de vive voix, il doit renvoyer l'enfant (art. 8).

De douze à quinze ans, l'enfant ne doit travailler que six heures par jour, s'il ne justifie d'une instruction suffisante par la production d'un certificat délivré gratuitement par l'instituteur ou l'inspecteur primaire et visé par le maire (art. 3, 9).

Depuis la loi du 28 mars 1882 les enfants dès l'âge de onze ans pouvant être dispensés de la fréquentation de l'école à la condition d'avoir obtenu le certificat d'études (art. 6), les patrons peuvent-ils recevoir dans leurs établissements ces enfants même avant qu'ils aient atteint leur douze ans ?

On pourrait dire que la loi de 1874 reste la même, que l'enfant qui a son certificat retombe dans la législation qui a précédé le 28 mars, que l'école reste

obligatoire pour lui, lorsqu'il entre dans l'industrie; car avant le 28 mars 1882 le certificat, qui était exigé au-dessus de douze ans pour permettre au patron de prendre un enfant dans ses ateliers, ne pouvait dispenser de l'école l'enfant au-dessous de cet âge entrant dans l'industrie. Il paraît cependant plus logique d'admettre que la loi de 1874, n'exigeant pas dans son esprit autre chose que l'instruction, place, au point de vue de la fréquentation de l'école, l'enfant de onze ans muni du certificat de la loi de 1882 dans la même condition que l'enfant de treize ans. Or, à cet âge, l'enfant peut entrer à la fabrique s'il a son certificat d'études.

Quant à l'enfant entre douze et treize ans, non muni de son brevet, la loi du 28 mars l'oblige à fréquenter l'école; le patron devra donc lui laisser le temps d'y aller; mais devra-t-il exiger le certificat de fréquentation de l'article 8 de la loi de 1874, s'il ne veut pas se rendre complice des parents négligents? La loi est muette à ce sujet. S'il s'agissait d'un apprenti, il n'y aurait pas de doute, l'enfant étant alors sous la surveillance du patron qui remplace les parents. Quant aux enfants non apprentis, dans le silence de la loi on peut conseiller aux patrons de réclamer la fréquentation de l'école en vertu de leur obligation de veiller sur la moralité de leurs employés, et l'infraction à la loi du 28 mars 1882 est une contravention, cependant le doute est très grand à ce sujet.

L'assistance aux heures réglementaires à l'école

étant aujourd'hui obligatoire; c'est pendant ces heures que le patron doit donner la liberté à l'enfant. Les patrons qui auront chez eux l'école dont parle l'article 8, se trouveront à l'abri de toutes ces difficultés; les heures d'école et de travail étant réglées par eux. C'est ce qui a lieu dans les écoles d'apprentissage autorisées par la loi du 12 décembre 1882.

Au-dessus de treize ans, la loi de 1882 ne s'occupant plus de l'instruction, l'enfant retombe sous le coup de la loi de 1874, s'il n'a pas obtenu son brevet.

Les maires doivent délivrer aux père, mère et tuteur de l'enfant, un livret indiquant ses nom, prénoms, âge, domicile et le temps pendant lequel il a fréquenté l'école. Les patrons y inscrivent la date de l'entrée dans leur établissement et de la sortie. Ils doivent aussi avoir un registre où ils notent ces indications.

Le patron doit veiller à l'ordre public et aux bonnes mœurs dans l'atelier, il ne doit pas employer les enfants à des travaux au-dessus de leurs forces. Certains établissements ou seulement certains travaux dangereux peuvent, par des règlements d'administration, être interdits aux enfants.

Pour assurer le fonctionnement de cette loi, une commission supérieure de neuf membres est instituée près le ministre du commerce et quinze inspecteurs divisionnaires sont pris pour toute la France par le gouvernement sur une liste dressée par la commission

supérieure. Dans chaque département, le conseil général nomme une commission spéciale et peut désigner un inspecteur spécial qui agit sous les ordres de l'inspecteur divisionnaire.

Ces inspecteurs, que la loi fait choisir parmi des hommes offrant toute garantie de moralité et de compétence, peuvent se rendre à tous moments dans les établissements de leur juridiction et constater les infractions. Ils dressent des rapports qui sont communiqués aux commissions spéciales et supérieures qui donnent leurs avis.

Les procès-verbaux dressés par les inspecteurs font foi jusqu'à preuve contraire. La controverse ancienne sur les pouvoirs du juge de paix n'est pas tranchée par la loi de 1874. Cette loi dit seulement qu'il n'est rien changé au droit commun.

La peine encourue par le manufacturier ou son gérant pour lequel, du reste, le patron est responsable, est une amende de seize à cinquante francs, pouvant se répéter autant de fois que l'infraction est commise sans pouvoir dépasser cinq cents francs (Grenoble, 4 février 1882); s'il y a récidive, l'amende est de cinquante à deux cents francs sans pouvoir dépasser mille francs. Dans ce dernier cas, le tribunal peut ordonner l'affichage du jugement et même son insertion dans un ou plusieurs journaux du département.

Ces pénalités sont applicables indépendamment des peines de droit commun et de la responsabilité qui incombe au patron en cas d'accident. Si ce der-

nier ne se conforme pas à ces règlements, il ne peut rien réclamer à l'assurance contre les accidents (trib. Seine, 16 juillet 1879), quand même aucune clause de la police ne l'indiquerait, cette responsabilité est d'ordre public (voir le ch. III, § 2).

CHAPITRE III

RESPONSABILITÉ DES PATRONS ET ASSURANCES.

§ 1. — Responsabilité.

Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer (C. civ., 1382). Telle est la règle générale, l'article 1384 vis-à-vis les tiers rend responsables les personnes qui en surveillent ou en emploient d'autres, du fait de ces dernières, l'article 1797 applique ces règles aux entrepreneurs pour le fait de leurs ouvriers.

En principe, l'auteur du dommage seul est responsable, il l'est du reste toujours; mais quelquefois les tiers pourront s'adresser au patron sauf à celui-ci à recourir contre l'ouvrier; mais la responsabilité s'arrête à ce degré, ainsi l'entrepreneur est responsable du fait de ses ouvriers, mais non du fait de ceux employés par ses sous-traitants à moins que ces derniers ne soient en réalité que des mandataires. L'agent responsable est celui sous l'autorité duquel l'ouvrier travaille, c'est à lui à bien choisir et à surveiller (Cass., 13 août 1856); si la personne qui fait

travailler n'a pas le droit de surveiller l'ouvrier, ce dernier seul est responsable (Douai, 26 déc. 1865).

Cette règle a lieu même au point de vue pénal pour les amendes, lorsqu'il s'agit des délits, contraventions ou quasi-délits que le patron aurait dû empêcher, quand même il ne l'a pas pu. Cette responsabilité paraît dès lors être elle-même un quasi-délit. Ainsi un ouvrier fait de fausses déclarations à la douane ou à l'octroi (loi des 6-22 août 1791), contrevient à un arrêté de police municipal, détériore quelque chose appartenant à autrui en travaillant pour son patron, ce dernier, même absent, sera responsable. Si l'ouvrier a commis un délit par sa faute et non par sa maladresse, quelques auteurs ont prétendu que le maître dès lors n'était plus responsable (Bruxelles, 8 déc. 1864), car le maître ne peut être responsable de la méchanceté de l'ouvrier. Cependant, en France, l'opinion contraire est admise, la loi ne faisant aucune distinction, il suffit que le délit ait été commis à l'occasion des fonctions de l'ouvrier (Cass., 5 nov. 1855. — Cour Paris, 28 mai 1872). Mais en ces cas, la responsabilité se limite purement aux dommages-intérêts, pour que le patron soit condamné pénalement, il faut que l'ouvrier ait agi en quelque sorte comme son mandataire.

Enfin cette responsabilité ne s'étendra pas aux faits entièrement en dehors du travail commandé à l'ouvrier. Ainsi, l'ouvrier omet de déclarer des objets qu'il transporte pour lui avec ceux du patron, ou se trouve en état d'ivresse manifeste sur la voie publi-

que, ou injurie ou blesse quelqu'un dans une rixe (Rouen, 18 janv. 1837), le maître ne sera pas responsable; mais il n'en serait pas de même si, au lieu d'un ouvrier, il s'agissait d'un apprenti, le quatrième alinéa de l'article 1384 ne pose plus la restriction placée au troisième, la loi du 22 germinal oblige les patrons à surveiller leurs apprentis comme doivent le faire les père et mère et la responsabilité de ces derniers est très étendue (Bourges, 16 déc. 1872. — Cass., 5 nov. 1829). Mais la loi, tandis qu'elle restreint à la minorité de l'enfant la responsabilité des parents, laisse le patron responsable de l'apprenti même majeur, car l'enfant à vingt et un ans cesse d'être sous la puissance de ses parents, l'apprenti comme tel reste sous l'autorité du patron.

Cette responsabilité cesse quand il est démontré que de toutes manières, même étant présent et employant son autorité et les soins les plus diligents, le maître n'aurait pu empêcher le fait dommageable. Autrement dit, si l'ouvrier n'est pas répréhensible, il n'y a pas de délit ni quasi-délit et la responsabilité du patron se trouve à l'abri. C'est ce qui arrivera chaque fois qu'il est démontré que la partie lésée était en faute ou a commis une imprudence. En vertu de ce principe, l'ouvrier qui a accepté de diriger sur place des travaux, doit prendre les précautions nécessaires de manière à éviter tout danger pour les ouvriers qu'il commande et pour lui-même. Il en résulte que le patron qui a envoyé cet ouvrier ne saurait être responsable de l'accident qui lui est

arrivé (Trib. civ. Seine, 8 déc. 1880). L'État comme entrepreneur peut avoir des ouvriers ; est-il responsable ? L'affirmative est incontestable quand il s'agit d'une entreprise ou d'un monopole que l'État exerce comme un simple particulier. La loi du 15 juillet 1849, article 22, sur les chemins de fer, ne fait qu'appliquer ce principe à l'État exploitant une ligne pour son compte. Toutefois l'État diffère des autres patrons au point de vue de la compétence en cas de difficulté ; les tribunaux administratifs doivent être saisis (Trib. des conflits, 8 février 1873). Lorsque l'État agit comme tel et non plus comme simple particulier, il existe une grande controverse sur sa responsabilité pour le fait de ses agents ; mais ces derniers, ne sont plus considérés comme ouvriers, il n'y a donc pas lieu de nous occuper d'eux.

Envers les personnes qui ont traité avec lui, le patron est entièrement responsable du fait de ses ouvriers ; le propriétaire a toujours recours à l'entrepreneur sans s'inquiéter s'il a travaillé lui-même ou s'il a fait travailler d'autres personnes à moins que les ouvriers aient été proposés par le propriétaire, auquel cas la responsabilité du patron peut diminuer et même disparaître absolument. Le patron répond de la chose qui lui a été confiée comme le dépositaire ; il doit la rendre comme on la lui a confiée, sauf les modifications qu'il a dû y ajouter et qui font l'objet du contrat. C'est sur ce principe que repose la responsabilité des voituriers et des compagnies de chemins de fer qui doivent rendre l'objet qu'on leur

a confié dans le même état qu'ils l'ont reçu sauf le cas de force majeure et ils répondent du fait de leur employé.

Envers les ouvriers, les patrons répondent de tous les accidents arrivés dans l'atelier où à l'occasion du travail à faire, sauf les cas où la faute seule de l'ouvrier est la cause de l'accident.

Les lois des 14-22 décembre 1789, 16-24 août 1790, soumettent les ateliers et chantiers aux lois et règlements de police, le pouvoir administratif a le droit de surveillance et le patron doit observer tous les règlements et prendre toutes les précautions possibles pour qu'aucun accident n'arrive pendant le travail et à cause de lui. L'ouvrier blessé en travaillant, soit par le mauvais état des objets mis entre ses mains (Lyon, 20 janv. 1869), soit par le fait involontaire de son camarade (Cass., 28 juin 1841), soit par la maladresse de ce dernier (Lyon, 13 déc. 1854), soit par suite d'un accident à un outil (Lyon, 18 juin 1867), soit par une autre cause que le patron par une active surveillance, une plus grande prudence et une organisation plus perfectionnée aurait pu éviter (Lyon, 19 mai 1868; Bordeaux, 15 juin 1857, Dijon, 23 avril 1869), doit, lui ou ses héritiers, s'il a péri dans l'accident, être indemnisé. S'il y avait uniquement faute de l'ouvrier, soit à la suite de maladresse ou de désobéissance aux ordres du patron, ce dernier serait irresponsable; encore faut-il que le maître tienne compte de l'expérience et de l'âge des ouvriers en leur assignant leur ouvrage :

sinon la faute de l'ouvrier n'excuse pas le maître (Paris, 12 mai 1866). Le patron est responsable de l'accident arrivé par l'imprudence des ouvriers, quand il ne les a pas mis en garde contre cette imprudence (Caen, 17 mars 1880). Mais si les maîtres sont tenus de prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver leurs ouvriers contre leur propre imprudence, il n'en est ainsi que quand les ouvriers exécutent des travaux qui leur ont été commandés, au contraire, si en dehors de leur service et dans les lieux où ils n'avaient que faire, ils éprouvent des accidents auxquels ils se sont spontanément exposés, ils ne peuvent en imputer la faute qu'à eux-mêmes et non à leurs patrons qui sont en ce cas à l'abri de toute responsabilité (Caen, 1^{er} juin 1880).

La jurisprudence est très sévère sur ce point de responsabilité et on ne saurait la blâmer, car la vie des ouvriers étant exposée, les patrons ne peuvent prendre trop de précautions. On doit donc d'abord obéir à tous les règlements de police, puis s'efforcer de prévoir tous les accidents et faire tout pour les éviter ou, au moins, pour empêcher les ouvriers d'en être victimes.

Un projet de loi sur la responsabilité des patrons est en ce moment à la Chambre des députés, il a été discuté en première lecture ; mais comme il parle en même temps d'assurance, nous l'étudierons à la fin du paragraphe suivant.

§ 2. — ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS.

Le patron, avons-nous vu, est responsable des accidents survenus dans son atelier et la Cour de cassation est très rigoureuse à ce sujet. Cette responsabilité illimitée pourrait nuire beaucoup à l'industrie s'il n'y avait pas un moyen de s'y soustraire, au moins en partie. Ce moyen c'est l'assurance contre les accidents, soit qu'il y ait décès de l'ouvrier, soit qu'il y ait seulement blessure et incapacité définitive ou momentanée de travailler.

Différents essais d'assurance contre les accidents avaient été faits en France, mais très restreints et sans beaucoup de résultat avant 1868. Cette année, le 11 juillet parut une loi qui organisait : 1° une caisse ayant pour objet de payer au décès de chaque assuré à ses héritiers ou ayants droit une somme déterminée ; 2° une autre caisse destinée à payer des pensions viagères à chaque assuré qui, dans l'exécution des travaux, serait atteint de blessures entraînant une incapacité permanente de travailler.

A la mort de l'assuré, ces caisses payent une somme fixée par des tarifs tenant compte de l'intérêt à 4 pour 100 des sommes versées et des chances de mortalité d'après les tables de Deparcieux (art. 2). Les sommes assurées sont insaisissables et incessibles jusqu'à concurrence de moitié et au moins pour six cent francs. L'assuré doit avoir au moins douze ans (art. 4, 5 et 14).

Comme dans toute assurance, il n'est pas nécessaire que ce soit l'assuré lui-même qui s'assure, les Sociétés de secours mutuels peuvent assurer leurs sociétaires, les patrons peuvent assurer leurs ouvriers et ainsi sont à l'abri des conséquences pécuniaires des accidents, pourvu qu'ils ne soient pas en faute par violation de la loi ou des règlements (art. 7).

A côté de cette organisation créée et dirigée par l'État lui-même, sont venues se fonder des Sociétés d'assurances contre les accidents beaucoup plus nombreuses et bien plus efficaces qu'avant 1868. Aujourd'hui ces assurances sont collectives, c'est-à-dire contractées par les patrons au profit de tous leurs ouvriers. Il n'y a aucune difficulté en raison de cette assurance, l'ouvrier blessé aura une indemnité de la compagnie d'assurance, ce qui ne l'empêchera pas de poursuivre son patron; mais les tribunaux tiendront compte de l'indemnité déjà reçue, souvent elle pourra paraître suffisante. Quelques polices portent que l'ouvrier recevra de la compagnie l'indemnité que le patron serait obligé de lui verser; dans ce cas, l'ouvrier ne peut recevoir des deux côtés, si l'assurance le paye il ne peut rien réclamer au patron. D'autres polices ne parlent pas de l'ouvrier, mais elles assurent le patron contre toute responsabilité pécuniaire pour cause d'accident arrivé à ses ouvriers. Le patron seul est en cause avec l'assurance, l'ouvrier ne vient que par ricochet (Trib. Nevers, 13 juillet 1880).

En droit, deux actions prennent naissance, l'une intentée par la victime de l'accident contre le patron,

la seconde par le patron contre l'assurance en vertu du contrat. Ces deux actions sont bien exercées à l'occasion d'un accident qui leur est cause commune, mais elles sont directes et principales et aucune ne peut être considérée comme l'accessoire de l'autre ; l'article 181 du code de procédure s'applique au cas de garantie ; mais il n'est pas applicable quand le défendeur intente à son tour une action principale en vertu d'une assurance (Cass., 2 janv. 1882). Aussi ces deux actions sont-elles presque toujours portées devant différentes juridictions. Nous verrons que la première est de la compétence des conseils de prud'hommes, car il y a bien là contestation entre ouvrier et patron, mais dès que l'assurance est mise en cause, le conseil n'est plus compétent (Trib. com. Paris, 21 février 1882). Le contrat d'assurance donnant naissance à une obligation personnelle, c'est devant le tribunal de l'assureur que l'affaire doit être portée. Les prud'hommes, au contraire, ont une compétence réelle (Tr. com. Havre, 25 novembre 1879. — Nîmes, 11 février 1880).

Enfin certaines polices assurent les deux risques à la fois, l'ouvrier contre les accidents, le patron contre la responsabilité pécuniaire. Or l'ouvrier peut ne pas trouver suffisante l'indemnité de la compagnie et poursuivre le patron responsable. Le contrat d'assurance porte alors que ce seul fait détruit l'assurance pour l'ouvrier, que celle au profit du patron seule subsiste et la compagnie prend sa place pour le couvrir des condamnations qu'il pourrait subir. Cette

clause ne paraît pas très équitable, car il se peut que le patron ne soit pas responsable et alors l'ouvrier débouté de sa demande ne reçoit aucune indemnité. Les tribunaux avant 1882 n'avaient pas eu à statuer à ce sujet. Ils reconnaissaient d'une part à l'ouvrier indemnisé déjà par l'assurance le droit de recourir encore contre le patron (Trib. com. Seine, 16 janv. 1878); d'autre part, lorsque l'accident arrivait par la faute de l'ouvrier, à ce dernier le droit de poursuivre le patron quoique irresponsable alors, mais comme assuré, pour forcer l'assurance à payer l'indemnité stipulée (Trib. Dijon, 24 août 1881). Le patron était considéré comme gérant d'affaire et l'ouvrier agissant ratifiait cette gestion.

Le 24 avril 1882 la Cour d'appel de Nîmes s'est prononcée sur cette question et a déclaré nulle comme contraire à la loi et à l'ordre public la clause d'une police d'assurance contre les accidents aux termes de laquelle l'ouvrier n'a plus d'action contre la compagnie et se trouve déchu du droit à l'indemnité toutes les fois qu'il a exercé l'action en responsabilité civile contre le patron. En conséquence cette déchéance n'est pas opposable à l'ouvrier blessé qui, après avoir sans succès exercé contre son patron, l'action en responsabilité civile dérivant de l'article 1382 du Code civil actionne son patron et la compagnie pour les faire condamner à lui payer la pension viagère que celle-ci s'est obligée à fournir à tout ouvrier blessé dans le cours de son travail, quand même le règlement est affiché à l'atelier, quand

même l'ouvrier aurait consenti une retenue sur son salaire, car le patron ne devient pas l'assureur de ses ouvriers par le fait d'une retenue sur leurs salaires et versée par lui à une compagnie d'assurance ; mais il s'oblige seulement à former avec une Société un contrat pour assurer à ses ouvriers une indemnité en cas d'accident, et, s'il ne fait pas valoir son droit contre la compagnie, il doit à son ouvrier une indemnité correspondante à celle qu'il avait le droit de réclamer à l'assureur. C'est, du reste, ce qu'avait déjà décidé sur ce dernier point le tribunal de Paris (8 déc. 1880). Car dans ce cas les ouvriers ont une action directe contre le patron pour l'obliger à leur payer le montant de l'assurance, au patron ensuite à recourir contre la compagnie pour se faire rembourser (Aix, 27 janv. 1880).

Remarquons toutefois que l'ouvrier par lui-même, n'a aucune action directe contre l'assurance ; donc, si le patron tombe en faillite, ils ne pourront agir qu'en vertu de l'article 1166 du Code civil et l'assureur peut valablement opposer à la victime ou à ses héritiers toutes les exceptions qu'il aurait pu opposer au patron lui-même, n'étant tenu d'aucune obligation personnelle vis-à-vis de l'ouvrier (Trib. com. Lyon, 7 juin 1878). C'est en vertu du même principe qu'il a été décidé que l'adhésion donnée par un chef d'industrie aux statuts d'une Société d'assurance mutuelle tant à son profit et pour garantir sa responsabilité civile que dans l'intérêt de ses ouvriers, ne saurait

avoir pour effet de considérer ces derniers comme membres de la mutualité.

Enfin, l'assurance étant un contrat synallagmatique parfait entre le patron et l'assureur, l'examen des clauses de la police seul peut faire la loi et indiquer quand il y a lieu à indemnité et de combien elle est.

Presque toutes les polices d'assurances exigent que la Société soit prévenue de l'accident dans un temps très bref, en général, dans les quarante-huit heures ; cette clause n'a rien de contraire à l'équité, car étant exposée à payer à cause du fait arrivé, il est juste qu'elle puisse immédiatement le contrôler (Trib. Seine, 13 février 1878). Le bénéfice de l'assurance est perdu par l'assuré lorsqu'on peut lui imputer un dol ou une faute lourde susceptible d'être assimilée au dol ; on peut admettre que toute contravention aux règlements administratifs constitue une faute dispensant l'assureur de l'exécution du contrat (Trib. Seine, 18 avril 1882). L'assurance qui garantit à la fois l'ouvrier blessé et le patron responsable pourra se trouver dégager alors si l'ouvrier est en faute, car l'assuré est non recevable en sa réclamation et le patron, par suite, n'est pas responsable : mais elle devra indemniser l'ouvrier dans le cas contraire quand même le patron serait en faute, ce serait seulement ce dernier qui ne serait plus couvert quant à sa responsabilité.

Comme on le voit, moyennant une prime payée tous les ans le patron peut trouver une assurance qui

garantit l'ouvrier et lui-même. L'ouvrier y trouve son profit, car du moment qu'il n'y a pas faute lourde ou dol de sa part l'assurance le protège même lorsque le patron ne serait pas responsable ; le patron évite d'être obligé de verser des indemnités, très fortes quelquefois, et n'a plus besoin de discuter pour savoir s'il est responsable ou non puisque dans l'un et l'autre cas, sauf s'il y a dol ou faute lourde de sa part, c'est l'assureur qui paye pour lui. Arriver à généraliser partout le système de l'assurance, tel est le meilleur moyen de protéger l'ouvrier, c'est aussi le but que désire atteindre le projet de loi de M. Félix Faure et qui a déjà été discuté en première lecture à la Chambre des députés les 8 et 10 mars 1883.

Cette loi pourra se ramener à quatre réformes principales : 1° responsabilité générale du patron en cas d'accident sauf les cas de faute grave de la part de l'ouvrier ; 2° fixation nette et précise du taux de l'indemnité selon la gravité de l'accident, la situation et le salaire de l'ouvrier par la loi elle-même ; 3° établissement d'une juridiction simple, rapide et peu coûteuse pour appliquer la loi ; 4° mise à la disposition des patrons d'une caisse d'assurance à l'abri de toute faillite et ayant une police uniforme pour tous.

La première réforme du projet semble monstrueuse au premier coup d'œil ; en effet, elle a l'air de poser en principe que les patrons sont en faute, ce qui est contraire à la règle que la culpabilité ne se présume pas ; mais quand on examine l'ensemble de la loi il résulte que son esprit général est d'ordonner

aux patrons d'assurer leurs ouvriers afin que ceux-ci ne soient pas exposés à « payer, eux et leur famille, par la misère la plus noire, un simple acte de négligence » (E. de Gérardin). C'est celui qui doit retirer un bénéfice du travail de l'ouvrier que la loi charge de prendre pour cet ouvrier les précautions nécessaires ; cette obligation pour un homme dans une situation sociale supérieure au travailleur de veiller aux intérêts de ce dernier qui est sous ses ordres ressemble assez à l'obligation d'un tuteur. Si le patron ne se conforme pas à l'esprit de la loi, naturellement il est responsable comme l'est le tuteur et doit indemniser l'ouvrier de tout ce qu'il lui fait perdre.

La seconde réforme est le remplacement de toutes les différentes manières de fixer l'indemnité due à l'ouvrier par un tarif que les juges n'ont qu'à consulter ; le législateur fait à peu près comme l'ancien préteur de Rome, il délivre une condamnation toute prête aux juges qui n'ont qu'à examiner si le fait est vrai ou non, ce qui diminue beaucoup les débats et les simplifie. La fixation de l'indemnité s'appuie à la fois sur la gravité de l'accident, sur les charges de l'ouvrier et sur la quotité de ses salaires, autrement dit l'indemnité est toujours une fraction ou un multiple du salaire de l'ouvrier pris en quelque sorte comme unité ; cette fraction ou se multiplie, augmente, ou diminue selon les circonstances que nous avons indiquées.

Le rôle des juges n'est donc plus que d'examiner si l'ouvrier n'a pas commis une faute grave ou un

dol, ce qui ne se présume pas, mais doit se prouver et enfin, si l'accident est arrivé, les charges de l'ouvrier est d'appliquer le tarif de la loi. Tout cela est très simple et une juridiction spéciale et expéditive peut être admise, c'est ce que fait le projet. Ce tribunal spécial, appelé dans le projet *tribunal arbitral* se compose : 1° du juge de paix, magistrat par excellence de l'équité; 2° le maire de la commune; 3° l'inspecteur du travail des enfants de la région, fonctionnaire spécialement compétent par sa connaissance intime et familière des travaux de la région; 4° d'un patron et d'un ouvrier désigné par le conseil de prud'homme ou, à son défaut, par le Conseil municipal, en tout cinq membres dont le juge de paix est le président.

Ce tribunal jugerait sans appel et sommairement; s'il y avait lieu à enquête, une provision serait accordée à l'ouvrier et le temps entre l'accident et le jugement définitif ne devrait pas dépasser six mois.

Quant à l'assurance offerte aux patrons, c'est simplement les caisses de la loi de 1848, mais remaniées de façon à être plus accessibles. Elles se rattacheraient à la caisse de la vieillesse. Le taux des primes à payer varierait suivant l'organisation de l'établissement, pour cela on range les établissements en cinq classes; le patron en faisant des améliorations dans son usine, pourrait obtenir un classement meilleur à celui qu'il aurait eu primitivement et payer des primes moins fortes.

Telle est l'économie générale du projet de loi.

CHAPITRE IV

DROITS DES OUVRIERS COMME GARANTIE DU SALAIRE

Les ouvriers sont créanciers du patron, pour le paiement du salaire ; mais à côté des droits dont jouissent tous les créanciers ils ont certaines garanties spéciales en raison de la faveur que la loi doit accorder à leur créance qui souvent est leur seule ressource.

1° L'article 1798 décide que les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages à l'entreprise n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où l'action est intentée.

Cet article est-il une restriction à l'article 1116 qui permet aux créanciers d'exercer les actions de leur débiteur ou est-ce un privilège spécial accordé aux ouvriers sur la créance de leur débiteur ? Certains auteurs ont prétendu que les ouvriers, n'ayant pas de titre en général pour fixer leur créance, la loi diminuait leurs droits, les empêchait de se servir de l'action oblique et restreignait leur garantie à ce que

la personne qui a fait travailler doit à l'entrepreneur. Cette opinion ne se soutient pas : pourquoi la loi aurait-elle posé au titre du louage une dérogation à l'article 1166 qui est général ? Pourquoi enlever l'action oblique aux ouvriers qui peuvent souvent moins que d'autres créanciers supporter des pertes, surtout quand rien ne les empêche de concourir avec les autres lorsque l'action oblique aura déjà été exercée ?

Une autre opinion consiste à admettre que les ouvriers ont, en effet, l'action oblique comme tous créanciers ; mais que, contre la personne qui a fait travailler, ils ne peuvent l'exercer que jusqu'à concurrence de ce qu'elle doit encore à l'entrepreneur. Ainsi compris l'article qui nous occupe serait tout à fait inutile, il ferait double emploi avec l'article 1166 et proclamerait qu'on ne peut poursuivre une personne que jusqu'à concurrence de ce qu'elle doit, ce qui n'a jamais été discuté en dehors des privilèges.

Si l'on veut donner une utilité à l'article 1798, on doit reconnaître qu'il accorde un privilège aux ouvriers sur la créance qu'a l'entrepreneur contre la personne qui a fait travailler, le privilège repose sur le principe général que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui et les ouvriers par leur travail ont accru le patrimoine de leur patron de la créance contre le propriétaire ; or, il est juste que sur cette créance ils soient payés de ce qui leur est dû pour le travail qu'ils ont fourni pour la faire naître. Mais la loi ne voulant pas défendre le payement entre les mains de l'entrepreneur et n'exigeant pas que celui-ci prouve

au propriétaire qu'il a payé ses ouvriers déclare dans l'article 1798 que les ouvriers n'auront de privilège que sur ce qui reste dû. Comme tous créanciers, les ouvriers auront le droit de faire saisie-arrêt entre les mains de celui qui fait bâtir; à partir de ce moment le montant de leur privilège est garanti jusqu'à concurrence de ce qui est dû au patron : si le propriétaire venait à payer après, les ouvriers ne tiendraient pas compte des nouvelles sommes versées entre les mains du patron et poursuivraient le propriétaire en exerçant leur privilège.

Les ouvriers ont comme garantie de leurs salaires la créance du patron telle qu'elle est; cette créance peut elle-même être privilégiée, conformément à l'article 2103, 4^o et si le premier procès-verbal seul a été dressé, si on est encore dans les délais du second, agissant au nom de leur patron, les ouvriers pourront le faire dresser; leur privilège portera alors sur la créance du patron garantie elle-même par l'immeuble auquel ils ont travaillé. Un décret du 12 déc. 1806 accordant un privilège de même nature aux sous-traitants vient confirmer cette doctrine qui, du reste, ressort toute seule de la loi.

Qu'arrivera-t-il si, au lieu de recevoir le payement l'entrepreneur a cédé à un tiers de bonne foi la créance contre le propriétaire, et si la signification a été faite à ce dernier avant que les ouvriers n'aient fait opposition entre ses mains? Assurément les droits du cessionnaire doivent être pris en considération, les ouvriers auraient pu agir plus tôt; la cession faite

c'est le concessionnaire qui est créancier, aucune somme n'est due désormais à l'entrepreneur.

Cependant le propriétaire est toujours resté débiteur ; s'il paye au cessionnaire c'est parce qu'il doit au cédant et qu'en payant au premier il se dégage envers le second ; enfin l'entrepreneur était créancier, mais son droit de se faire payer était soumis à la non-opposition des ouvriers entre les mains du propriétaire, il n'a donc pas pu céder à un tiers un droit qu'il n'avait pas lui-même, ou plutôt sa créance ne peut pas être plus étendue entre les mains du tiers qu'entre les siennes. Ce n'est donc que d'un droit limité que le cessionnaire est saisi même à l'égard des tiers après la signification du transport. On ne peut pas dire que le cessionnaire est lésé, car il connaît la nature du droit cédé, c'est à lui à ne l'acheter que sa valeur selon la confiance qu'il a dans la solvabilité du cédant pour payer les ouvriers et les empêcher ainsi d'exercer leur privilège. Si le propriétaire lui-même intervenait à la cession on pourrait dire que son intervention vaut un paiement, et que dès lors les ouvriers n'ont plus aucun droit, il y a absolument changement de créancier et par suite novation. Néanmoins il faut bien examiner les termes de l'intervention et voir si elle n'est pas une simple dispense de signification, dans ce cas il n'y aurait pas novation.

Ces règles s'appliqueront aussi en cas de traite du patron sur le propriétaire, que ce soit un billet à ordre ou une lettre de change.

La loi du 28 pluviôse an II, en défendant à tout créancier d'un entrepreneur de travaux pour le compte de la nation de faire saisie-arrêt entre les mains des payeurs publics sur les fonds destinés à ces entrepreneurs en excepte (art. 3) les ouvriers créanciers de leurs salaires : ils peuvent donc faire opposition dans ce cas.

D'après les principes généraux en fait de quittances sous signature privée, le propriétaire qui est ici en quelque sorte un sous-locataire de services pourra opposer aux ouvriers les quittances de l'entrepreneur, quoiqu'elles ne soient pas enregistrées, sauf les fraudes qui peuvent être prouvées par tous les moyens possibles. (Cass., 2 avril 1806.)

La loi accorde un privilège aux ouvriers de l'entrepreneur, mais elle ne parle pas des ouvriers des sous-traitants : les privilèges étant de droit étroit on ne peut leur accorder que l'action oblique et le droit de saisie-arrêt contre l'entrepreneur général ; mais en vertu de l'action oblique ils pourront agir contre le propriétaire en se servant de l'action directe qu'a le sous-traitant en vertu du décret du 12 déc. 1806 si le contrat entre le propriétaire et l'entrepreneur général autorise les sous-traitants, sinon, les sous-traitants n'étant pas admis, ils sont considérés comme employés par l'entrepreneur général et agissent comme tels. (Cass., 12 février 1866.)

Les ouvriers employés par un entrepreneur, mais désignés par le propriétaire n'ont aucune action contre l'entrepreneur qui n'est alors qu'un inten-

dant en quelque sorte, ils sont considérés comme ceux directement employés par le propriétaire. Ces derniers n'ont pas de privilège, ils sont considérés comme gens de service à la journée ou comme ouvriers ne rentrant pas dans la catégorie désignée dans l'article 1798.

1° Le privilège de l'article 2103 1° ne s'applique qu'au profit des entrepreneurs ou des ouvriers ayant agi comme tels, les autres ne peuvent l'utiliser qu'au moyen de l'article 1166.

2° L'article 2101 classe au quatrième rang des créances privilégiées les salaires des gens de service pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante. L'expression de gens de service ne s'entend que des personnes qui sont liées à une autre d'une façon un peu durable, ceux qui travaillent accidentellement ou seulement à la journée ne sont pas des gens de service, à plus forte raison ceux qui travaillent à l'heure, quand même ils ont l'habitude de travailler toujours pour la même personne. Mais le mois semble déjà une période de temps assez considérable pour admettre le privilège quoique la loi parle d'années, car il faut aussi comprendre les espaces de temps assez grands pour être considérés comme fractions d'années. (Cass., 10 février 1829.)

Longtemps on s'est demandé si l'expression de gens de service comprenait réellement les ouvriers ; quelques auteurs admettaient l'affirmative en disant que le code, ayant substitué l'expression de gens de service à celle de domestiques employés dans la loi

du 11 brumaire an VII, entendait bien parler de toutes personnes qui pour une cause quelconque sont sous l'autorité de celui chez qui elles sont entrées pour travailler, car toutes ces personnes sont en général dans la même position dignes de la protection de la loi.

D'autres auteurs au contraire soutenaient que l'expression gens de service ne s'appliquait qu'aux domestiques et non pas aux ouvriers. Les privilèges étant de droit étroit ce changement d'expression ne suffit pas pour indiquer changement d'idée chez le législateur; si on admet l'expression dans un sens large il faut alors y faire entrer toutes les personnes recevant une rémunération comme les secrétaires, les ingénieurs des grandes compagnies, ce qui est inadmissible; donc à défaut de limite dans la loi actuelle il faut s'en rapporter à l'ancien droit.

Une loi du 28 mai 1838 insérée au code de commerce, article 549 a en partie tranché la difficulté en étendant le privilège aux commis et aux ouvriers en cas de faillite, mais sa rédaction semble indiquer une création du privilège et non une confirmation, ce qui donnerait raison à la seconde des opinions sus-indiquées. Aujourd'hui un privilège est accordé aux ouvriers sans difficulté au même rang que celui des domestiques, mais il faut pour cela qu'il y ait faillite et par conséquent que le patron soit commerçant. Autrement l'ancienne controverse subsiste toujours, la question se présente avec intérêt quand il s'agit de sociétés ayant pour but l'exploitation des mines ou

carrière ou la construction de bâtiments sur des terrains leur appartenant. En tout cas ce privilège n'est pas indéfini, l'article 2101 ne l'accorde que pour l'année échue et pour l'année courante. L'année échue est certainement celle qui précède l'année courante, mais à quelle époque commence cette dernière? Elle se compte à partir de l'anniversaire de l'entrée au service de la personne créancière et non autrement. C'est celle, non pas durant laquelle la personne en service a quitté le maître, mais durant laquelle arrive l'événement à la suite duquel le créancier exerce son privilège; mort, faillite ou déconfiture.

La loi de 1838 restreint ce privilège au mois qui a précédé la faillite pour les ouvriers, aux six mois pour les commis. Dans la séance du 11 mai 1837, M. Bigot de Morogne demandait que la règle fût uniforme pour les ouvriers et les commis, il la fixait à six mois pour se conformer à l'article 2271 du code civil; mais on considéra que les ouvriers ayant l'habitude d'être payés au mois, il serait inutile de leur donner un privilège plus étendu, que l'usage en vigueur étant excellent en tous points il était bon que la loi vienne en quelque sorte le sanctionner en refusant le privilège aux ouvriers qui laisseraient s'accumuler leur créance au delà d'un mois. L'article 549 du Code de commerce ne distingue pas plusieurs classes d'ouvriers, le privilège sera donc accordé à tous indistinctement, qu'ils travaillent au mois, à la journée, à l'heure ou à la tâche.

3° L'article 2102 — 3° accorde un privilège sur la chose mobilière pour les frais de conservation de cette chose. Cet article ne parle pas des frais d'amélioration, donc l'ouvrier n'aura ce privilège que jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû pour la conservation et non pour l'amélioration de la chose. Ce privilège s'exercera particulièrement dans les cas où l'industrie du patron consiste à conserver des objets mis en dépôt chez lui; dans les garde-meubles par exemple : encore faut-il que l'ouvrier soit à la tâche ou à la journée. Il faut supposer par exemple un ouvrier pris pour entretenir des fourrures dans un garde-meuble ou des armes dans un arsenal et payé à tant la pièce entretenue. Il est indiscutable que cet ouvrier jouit du privilège de l'article 2102. Ce privilège se continue même après que le créancier a remis l'objet sur lequel il porte, mais il cesse dès que le débiteur n'est plus lui-même en possession, car les meubles n'ont pas de suite.

4° Si pour les améliorations de la chose l'ouvrier n'a pas de privilège, il peut avoir un droit de rétention par application des principes d'équité, qui veulent qu'un propriétaire avant de rentrer en possession de sa chose indemnise, jusqu'à concurrence de la plus-value, son créancier des dépenses utiles qu'il a faites et par analogie de nombreuses dispositions du code civil (Cass., 17 mars 1829).

Mais conformément à la règle générale ce droit de rétention se perd quand on abandonne la possession et lors même qu'on tiendrait à la recouvrer ultérieu-

rement on ne pourrait plus se prévaloir de son droit de rétention pour les impenses faites avant la cessation de la première possession.

L'ouvrier, pour exercer le droit de rétention, n'a pas à voir si les objets qui lui sont confiés appartiennent ou non au patron, peu lui importe le véritable propriétaire. Si le patron tombe en faillite, le propriétaire, quoique ayant déjà payé, sera obligé de donner à l'ouvrier ce qui lui est dû pour rentrer en possession de son bien, quitte à concourir à la faillite pour ce qu'il a payé à l'ouvrier. L'ouvrier qui reçoit plusieurs objets à travailler, plusieurs parties de matières premières à transformer, doit exercer son privilège sur chacun de ces lots d'ouvrage et il serait dans l'erreur s'il croyait que le dernier lot répond de tous les autres. Mais si avec une certaine quantité de matières premières formant un seul lot il fait plusieurs objets, il est certain que chaque objet répond de tout le travail fait avec le lot unique. (Cass., 17 mars 1827.)

5° Trois prescriptions peuvent, suivant les cas, limiter la durée de l'action des ouvriers contre leur patron.

L'article 2272 limite à une année la prescription des domestiques contre leur maître pour le paiement de leur salaire. Si on entend par domestiques les ouvriers qui, nourris et logés chez le patron, sont pris et payés à l'année ou à la saison, cette prescription s'appliquera. Mais la plupart des auteurs et la jurisprudence limitent aux domestiques attachés à la

maison en dehors de tout commerce ou industrie cette prescription annale.

L'article 2271 restreint à six mois l'action des ouvriers et gens de travail pour le payement de leurs journées, fournitures et salaires. C'est cet article qui semble le plus devoir être appliqué en cette matière, au moins en ce qui touche les gens de travail, c'est-à-dire les personnes qui rendent des services pour lesquels les forces physiques sont indispensables. On s'est demandé s'il s'agissait ici seulement de gens employés à la journée ou s'il fallait comprendre tous les ouvriers employés d'une façon quelconque. Les expressions fournitures et salaires semblent généraliser la règle, surtout pour les ouvriers travaillant par hasard à la tâche ou à temps et même chargés de certaines fournitures; mais il semble difficile d'admettre cette prescription de six mois pour les ouvriers employés à l'année ou même au mois. Que décider aussi des contre-mâîtres et chefs d'ateliers? S'ils reçoivent leur salaire à la journée il semble logique de les classer dans la catégorie des ouvriers de l'article 2271. Mais si les salaires ne sont pas fixés à la journée, s'ils sont soldés d'une façon périodique, surtout s'il s'agit d'un travail qui exige certaines connaissances scientifiques et peu de forces physiques, l'article 2277 pourra s'appliquer et la créance se prescrira par cinq ans.

Ces prescriptions commencent à courir le jour où le salaire est échu, c'est-à-dire le jour où l'ouvrier a le droit de le réclamer à son patron, qu'il ait ou non

continuée à rester à son service (art. 2274 C. Civ.). Elles courent même contre les mineurs et les interdits (art. 2278 C. Civ.), mais elles peuvent être interrompues comme toute prescription. Sauf celle de l'article 2277, elles n'admettent qu'une probabilité de paiement; l'ouvrier peut toujours déférer le serment à son patron sur la question de savoir si la chose a été réellement payée, mais ne peut pas prouver autrement sa créance passés ces délais.

L'article 2274 reproduit l'article 9 du tome I^{er} de l'ordonnance de 1673, et arrête la prescription de six mois ou un an par la formation d'un titre ou par une action en justice. Le juge a un pouvoir souverain d'appréciation pour décider si une lettre ou un papier quelconque, revêtu de la signature du débiteur, peut être considéré comme arrêtant la prescription.

L'ouvrier, si la créance ne dépasse pas 150 francs, a le droit de prouver, par témoin, que son patron a reconnu verbalement la créance, par exemple, en offrant de la solder. Cette promesse vaut un titre et interrompt la prescription au-dessous de cette somme. Enfin, si les livres du patron sont bien tenus, ils doivent indiquer ce qui est dû, et ce qui a été payé; s'ils sont tout en désordre, il y a présomption de non paiement en faveur de l'ouvrier, et alors les juges de commerce peuvent admettre toute espèce de preuve pour se convaincre, quelle que soit la somme due.

CHAPITRE V

PÉNALITÉS SPÉCIALES.

Dans un but de protection de l'industrie et de surveillance, la loi ordonne aux ouvriers d'être munis d'un livret et défend les coalitions. L'infraction à ces lois entraînerait des pénalités tout à fait spéciales aux personnes occupées dans l'industrie ou le commerce.

§ 1^{er}. — LIVRET

Créés par lettres patentes du 12 novembre 1781, rétablis par la loi de germinal an XI, le livret resta tel jusqu'au 22 juin 1854. Jusqu'à cette époque, les ouvriers seuls devaient avoir un livret, l'article 1^{er} de la nouvelle loi y obligea les personnes de l'un et de l'autre sexe attachées à un établissement industriel. Les patrons ne doivent pas employer des ouvriers non munis de ces livrets, sous peine d'une amende variant de 1 à 15 francs (art. 11). A cet effet, un arrêté de police ordonne que le patron fasse dans les vingt-quatre heures, viser, par le commissaire de police, le livret de tout ouvrier entrant chez lui (13 oct. 1855). Mais la légalité de cet arrêté est très contestée.

Le patron est responsable même s'il n'a pas choisi

lui-même l'ouvrier : cette infraction étant successive, la prescription ne commence à courir que du jour où l'ouvrier quitte le patron (Cass., 27 juillet 1860).

Le livret est délivré à Paris par le préfet de police, à Lyon par le préfet du Rhône, et dans les autres pays par les maires. Une circulaire ministérielle du 18 mai 1855 prescrivait le concours du préfet du département, pour les villes au-dessus de 40 000 habitants, mais la loi du 14 juillet 1867 a aboli cette mesure. Sur ce livret, coté, paraphé par l'officier public, revêtu de son sceau, est indiqué le signalement de l'ouvrier, les principales preuves de son identité, et la mention des pièces à l'appui : chaque patron inscrit les jours d'entrée et de sortie de l'ouvrier de ses ateliers, l'acquit des engagements et, s'il le veut, les avances qu'il a faites jusqu'à concurrence de 30 francs (loi 22 frim. an II).

Il suffit que le livret soit en ordre en apparence, le maître n'a pas à constater la véracité des faits qui y sont indiqués. L'ouvrier travaillant chez lui peut travailler pour plusieurs patrons à la fois ; dans ce cas, il n'est inscrit au livret que l'acquit des engagements.

Les personnes chargées de délivrer les livrets constatent les empêchements du patron pour signer. Dans le cas de refus du maître, le juge décide si le maître a de justes motifs, et ayant constaté le refus, le commissaire de police ou le maire pose le congé.

De son côté le patron est tenu d'avoir un registre sur lequel sont marquées les mêmes indications que sur le livret des ouvriers ; cette obligation s'applique

également aux patrons qui n'emploient que des femmes (Simple police. — Merville, département du Nord, 1867), et à ceux qui ont des ouvriers en chantier quoique leur nombre varie à tout moment (Cass., 25 janv.-18 févr. 1858).

Contrairement à la loi de frimaire, la loi du 14 mai 1851 déclare que le livret tiendra lieu de passeport à l'ouvrier, à l'intérieur de la France : une autre dérogation ne permet plus au patron de garder le livret, l'ouvrier en reste toujours possesseur après que les mentions y ont été apposées.

Le livret ne contient aucune mention favorable ou défavorable à l'ouvrier tant que celui-ci travaille pour un industriel; les autres personnes n'étant pas soumises à la loi de 1854, peuvent refuser de viser le livret ou y noter ce qui leur semble bon.

La loi de 1851 punit l'ouvrier qui travaille sans livret, d'une amende de 1 à 15 francs, et même au besoin d'un emprisonnement de un à cinq jours.

La loi de 1854 punit l'ouvrier qui falsifie son livret ou fait de fausses déclarations, des peines de l'article 153 du code pénal, c'est-à-dire d'un emprisonnement d'un an au minimum, et d'un maximum qui était de cinq ans, avant la loi du 13 mai 1863, et qui depuis est réduit à trois ans; le minimum a été aussi réduit à six mois.

Le livret réglementaire ne doit pas se confondre avec certains livrets exigés par des lois spéciales pour des industries données, ni avec le livre d'acquit, généralisé par l'ordonnance du 16 septembre 1749,

mentionné à la loi de germinal et qui indique journellement les comptes du patron avec l'ouvrier. Le diplôme délivré par une Société de secours mutuels, seul peut remplacer le livret (Décret 26 mars 1852, art. 12).

Si le livret est perdu, on en délivre un nouveau à l'ouvrier, conformément à la loi de germinal an XI; un nouveau livret contenant seulement le sommaire des indications du précédent et le résultat des comptes est également délivré quand l'ancien est rempli entièrement.

Le coût du livret est de vingt-cinq centimes.

Il a été jugé que l'ouvrier non muni de son livret ne peut être inscrit comme électeur des prud'hommes, le certificat du patron attestant un travail depuis plus de trois ans ne peut même pas le remplacer (Conseil de préfecture, Seine, 14 août 1879).

§ 2. — COALITIONS.

En principe, le contrat de louage non limité comme temps est un contrat qui se renouvelle d'instant en instant, successif pour ainsi dire, et qui, par conséquent, cesse d'exister dès que le consentement de l'une des deux parties n'est plus d'accord avec celui de l'autre. Tel est, en effet, ce qui s'est passé et se passe encore de nos jours quand il ne s'agit que d'un ouvrier ou d'un patron; mais quand tous les patrons s'entendent ensemble pour ne prendre des ouvriers que sous certaines conditions, ou que tous les ouvriers se réunissent pour quitter brusquement

leur atelier, ou tous les établissements d'une même industrie, le commerce du pays est atteint tout entier et se trouve en souffrance, l'économie générale de la contrée est rompue, l'ordre public est en danger et la loi doit intervenir.

Avant 1789, le système des corporations rendait presque impossibles ces coalitions, le salaire étant prescrit par des règlements que nul ne devait enfreindre. L'autorité royale venait réprimer les abus qui pouvaient exister dans les règlements; nous en trouvons un exemple dans l'ordonnance de Villers-Cotterets (1539) qui défend les coalitions aussi bien chez les patrons que chez les compagnons de toute espèce d'industrie; deux ans après, François I^{er} en fit l'application spéciale aux ouvriers imprimeurs de Lyon (édit de Fontainebleau (1541).

Au dix-huitième siècle, les lettres patentes du 2 janvier 1749, renouvelées en 1781, vinrent pareillement réprimer les coalitions d'ouvriers; l'ordonnance du 12 septembre 1781 exigea même que tout ouvrier prévînt le patron huit jours d'avance avant de le quitter.

Sous la Révolution, après la loi du 12 mars 1791, qui détruisait les corporations, vint la loi du 14 juin 1791, dont l'article 4 dans un but tout nouveau; la crainte de voir se reformer les corporations interdisait les coalitions d'une façon absolue, sous peine de 500 livres d'amende avec suspension pendant un an de tout droit de citoyen actif s'il n'y avait pas eu d'exécution, autrement la peine était de mille livres

d'amende et de trois mois de prison ; s'il y avait eu menaces ou violences contre les ouvriers qui refusaient de prendre part à la coalition, les coupables étaient considérés comme perturbateurs de l'ordre public et punis comme tels. Une loi du 28 septembre suivant étendit celle du 14 juin même aux ouvriers des campagnes, et une autre du 23 nivôse an II, aggrava la peine pour les ouvriers dans les manufactures de papier.

Mais jusqu'alors la révolution ne punissait que les coalitions d'ouvriers et ne parlait pas des patrons ; les lois politiques donnaient aux comités révolutionnaires d'autres moyens d'atteindre les patrons qui s'alliaient contre les ouvriers.

La loi du 22 germinal an XI, reproduite dans le code criminel de 1810, punissait les coalitions des patrons qui tendaient à forcer injustement ou abusivement l'abaissement des salaires, ce qui laissait aux tribunaux le droit de vérifier si la coalition était juste ou non, tandis qu'il n'y avait aucune distinction pour les ouvriers. L'esprit de la législation antérieure à 1789 reparait dans cette loi, on ne pense plus à la corporation ; mais comme c'est plutôt l'ordre public du pays que la prospérité du commerce que voulait défendre le législateur, on s'explique la différence entre les réunions de patrons, peu nombreuses en général, et les réunions d'ouvriers toujours très populeuses.

Cette législation, malgré la revision du code pénal

de 1832, dura jusqu'à la révolution de 1848. A cette époque, on proposa la suppression des articles 414, 415 et 416 du code pénal; une commission, nommée à cet effet, déclara que cette abrogation livrerait la société sans défense contre un délit dangereux pour la paix publique. D'autres représentants du peuple, parmi lesquels se trouvait notre regretté professeur, M. Valette, maintenaient l'ancienne loi pour les patrons, mais voulaient l'égalité entre eux et les ouvriers. L'égalité fut adoptée, mais avec l'ancienne loi contre les ouvriers, c'est-à-dire que les mots « injustement et abusivement » disparurent de l'article 414, et que l'amende put aussi bien être appliquée à l'ouvrier qu'au patron. Cette loi de 1849 n'était donc un bien ni pour les patrons, ni pour les ouvriers, en augmentant les cas de délits pour les uns et les peines pour les autres.

Aussi parla-t-on de bonne heure de la remplacer; toutefois, ce ne fut qu'en 1863 que le pouvoir législatif fut saisi de la question, et le 1^{er} mai 1865, parut une nouvelle loi qui fut insérée à la place des anciens articles 414, 415 et 416 du code pénal.

Cette loi punit d'une amende de 16 à 3,000 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois ans, ou de l'une ou l'autre de ces deux peines, seulement toute personne qui, à l'aide de voies de fait, violence, menace ou manœuvres frauduleuses, aura même seulement tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte

au libre exercice de l'industrie ou du commerce. Si le délit a été la suite d'un plan concerté, la surveillance de la haute police est prononcée pour un temps variant entre deux et cinq ans.

Si, sans employer les moyens précédents, mais par suite d'un plan concerté, on s'est servi d'amendes, de défenses, de proscriptions ou d'interdictions dans le même but que ci-dessus, les peines ayant le même minimum ne peuvent dépasser trois mois de prison ou 300 francs d'amende.

La nouvelle loi admet donc deux délits différents, le premier quand on emploie des voies de fait, violences, menaces ou manœuvres frauduleuses, le second quand on ne se sert que d'amendes, défenses ou proscriptions; le second délit exige toujours un plan concerté; par conséquent, la réunion de plusieurs personnes, et n'a jamais la surveillance de la haute police pour sanction; le premier, au contraire, n'exige pas la réunion de plusieurs personnes, puisqu'il existe sans plan concerté; l'existence de ce plan est seulement une circonstance aggravante qui entraîne la surveillance.

La loi actuelle ne parle pas de la simple coalition pacifique résultant du refus, de la part des ouvriers, de se rendre à l'atelier, ou de la part des patrons de les y recevoir, sans qu'il y ait voie de fait, menace ou pression quelconque des coalisés sur celui qui ne l'est pas. Il en résulte que les coalitions sont permises, même avec plan concerté, c'est le droit commun, chacun peut discuter ses intérêts, vendre ou

acheter le travail en débattant le prix comme toute chose pouvant faire l'objet d'un marché. Mais ce que la loi défend, ce sont les moyens que l'on emploie pour arriver à forcer tous les ouvriers ou tous les patrons à entrer dans la coalition et qui portent atteinte à la liberté individuelle ; les conseils, même par lettres, les instances pressantes sont permises du moment qu'elles n'ont pas pour but de mettre le non-coalisé dans l'alternative de céder ou de subir un préjudice dont les coalisés sont les auteurs.

Pour le délit le moins grave, la peine de l'emprisonnement est dans les mêmes proportions que dans la loi de 1849 ; mais celle de l'amende que le juge pouvait fixer jusqu'à 1,000 francs, est abaissée à 500 francs. Pour le délit le plus grave, le maximum de l'amende est bien abaissé de 10,000 à 3,000 francs, mais la peine de l'emprisonnement est considérablement augmentée, puisque son maximum est porté de trois mois à trois ans et qu'il peut y être ajouté la surveillance de la haute police pour cinq ans.

Souvent la violence ou les manœuvres frauduleuses coïncident avec des délits déjà punis par le code, mais tantôt moins, tantôt plus sévèrement que la loi de 1864. Ainsi, les fausses nouvelles qui, dans la loi des coalitions, sont punies de 3,000 francs et de trois ans de prison, au maximum, ne le sont dans le code pénal que de 1,000 francs d'amende et d'un emprisonnement d'un an ; mais le juge qui est forcé d'appliquer le maximum d'après la loi de 1852 quand la fausse nouvelle a troublé l'ordre public, n'est pas

lié ainsi dans la loi de 1864 et peut n'appliquer que le minimum, c'est-à-dire six jours de prison et 16 francs d'amende, même avec la circonstance aggravante de la loi de 1852.

De même pour les menaces, la distinction entre celles faites sous condition et celles qui sont pures et simples, n'existe pas dans la loi de 1864.

En résumé, aujourd'hui, la coalition n'est plus un délit, ce n'est qu'une circonstance aggravante des faits tendant à empêcher le libre exercice du travail ou de l'industrie.

Section II. — Tribunaux compétents.

Nous avons vu que, sous le droit intermédiaire, les contestations entre ouvriers et patrons étaient du ressort des justices de paix sans appel jusqu'à cinquante livres, sauf appel au delà. L'appel se portait devant le tribunal de district, aujourd'hui tribunal civil. Dans certains cas, les tribunaux administratifs connaissaient aussi de ces contestations. Aujourd'hui, des tribunaux spéciaux appelés conseils de prud'hommes, ont connaissance de ces contestations, sauf appel au-dessus de 200 francs. Dans les pays où ces conseils n'existent pas, les juges de paix avec appel au tribunal civil sont toujours compétents. Les tribunaux administratifs en cette matière ont été supprimés.

CHAPITRE I

HISTORIQUE DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES,

Au moyen âge le nom de prud'hommes était donné à ceux qui étaient versés dans la connaissance des lois et des usages ; plus tard, au douzième siècle, à

certaines officiers municipaux qui, quelquefois, remplissaient les fonctions de juge, surtout parmi les marchands (Ord. 29 avril 1464), mais dont les véritables fonctions étaient de veiller aux travaux des villes; c'est comme tels que nous les voyons fonctionner à Paris depuis Philippe le Bel (1296). Dans la législation maritime, nous trouvons, dès 1452, établie une juridiction de prud'hommes pêcheurs, à Marseille, pour connaître des contestations entre les pêcheurs. Cette institution fut confirmée par de nombreuses lettres patentes et spécialement par un arrêt du conseil sous Louis XV (16 mai 1736) et par les lois des 8-12 décembre 1790, 9-16 avril 1791, 3 avril 1792 et enfin 23 messidor an IX. A côté de ces prud'hommes pêcheurs, l'ordonnance de 1681, reproduite à peu près par l'arrêté du 15 pluviôse an XI, établissait des prud'hommes arbitres pour maintenir les lois de police dans les grèves de Terre-Neuve. Ces deux juridictions, qui existent encore de nos jours, jugent sommairement et souverainement; elles dépendent du ministère de la marine et non de la justice.

A Lyon existait le tribunal commun dont nous avons parlé au chapitre II du droit ancien, à propos de l'organisation des corporations. Ce tribunal fut supprimé avec les autres juridictions spéciales au début de la Révolution, mais c'est à lui que nous devons l'institution des prud'hommes tels que nous les avons. Ce fut, en effet, à Lyon qu'on ressentit d'abord le besoin d'une juridiction spéciale. Lors

d'un voyage de Bonaparte en cette ville (1806), les industriels demandèrent le rétablissement d'un tribunal pouvant avoir la même devise que l'ancien : *Servatet conciliat*. Un projet fut élaboré, et le 18 mars parut la loi qui organisait un tribunal de prud'hommes à Lyon et permettait au gouvernement d'en établir de semblables dans toutes les villes où le besoin s'en ferait sentir : aussi un décret du 11 juin 1809, rectifié le 20 février 1810, et un autre du 3 août suivant, complétèrent cette institution en vue de toutes les villes industrielles. Sous la restauration, cette institution se perfectionna de nouveau, sous la monarchie de juillet, elle fut introduite à Paris où on avait hésité jusqu'alors à l'établir (Chambre de commerce, 6 déc. 1837, Lois, 29 déc. 1844 et 20 juin 1847).

La République de 1848, tout en voulant donner plus d'extension à cette institution, la compliqua trop pour que les décrets des 17 mai et 2 juin 1848 puissent devenir une loi définitive. Aussi, sous le gouvernement du second Empire, eut-on soin de faire une loi nouvelle (1^{er} juin 1853) qui est encore presque tout entière en vigueur aujourd'hui.

CHAPITRE II

ORGANISATION DES CONSEILS DES PRUD'HOMMES.

Les conseils de prud'hommes sont établis par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique après avis des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures. Le conseil municipal qui doit fournir le local, délibère et vote à ce sujet. Les deux avis, le vote du conseil et la liste des industries avec le nombre d'ouvriers et de patrons doivent accompagner la demande au ministère du commerce (Circ. min., 5 juillet 1853).

Le décret comprend le nombre des juges, la compétence du bureau tant au point de vue du territoire qu'à celui des industries et le tribunal d'appel.

Quoique l'article 34 du décret de 1806 (18 mars) ne parle que de villes de fabrique il faut entendre ainsi toute industrie; c'est du reste une difficulté qui a été tranchée par l'ordonnance de Louis XVIII du 26 octobre 1814 en soumettant les maçons et les mécaniciens étrangers aux fabriques, à la compétence des bureaux de prud'hommes. De même on s'est demandé si on pouvait établir plusieurs bureaux

par ville toujours à propos du même article 34; mais depuis 1847 la controverse n'existe plus puisqu'il y en a quatre à Paris.

Les prud'hommes sont simplement élus et n'ont besoin d'aucune investiture, aussi peuvent-ils être jurés (Cass., 24 sept. 1825); mais ils sont magistrats et jouissent de toutes les prérogatives attachées à ce nom (Cass., 7 mars 1845). Les fonctions de prud'homme sont absolument gratuites; néanmoins la loi ne semble pas refuser une indemnité aux prud'hommes ouvriers, il est même d'usage de la leur accorder (discussion de la loi de 1853).

Qui doit nommer les prud'hommes? La loi de 1806 n'appelait que les patrons et les chefs d'atelier, le décret de 1809 y ajouta les contremaîtres et les ouvriers patentés déjà fort peu nombreux alors (1^{er} brum. an VII, art. 29, 3^o) et qui le furent encore moins après la loi du 25 avril 1844 qui affranchit de la patente les ouvriers n'ayant ni compagnons ni apprentis ni enseigne ni boutique, quoique travaillant chez eux. La révolution de 1848 classa les ouvriers patentés parmi les patrons et accorda à tous les autres ouvriers le droit de nommer les prud'hommes.

La loi de 1853, tout en conservant le principe de 1848, restreint le nombre des votants. D'une part nous trouvons comme électeurs les patrons-fabricants, non faillis, Français, jouissant de leurs droits civiques, âgés de vingt-cinq ans, patentés depuis cinq ans et domiciliés dans la circonscription depuis trois ans; de l'autre, les ouvriers patentés,

les chefs d'atelier, les contremaîtres et les ouvriers jouissant de leurs droits civiques, âgés de vingt-cinq ans, exerçant depuis cinq ans et domiciliés depuis trois ans. La loi de 1854 écarte les ouvriers non munis de livrets (art. 15). Tous les électeurs âgés de trente ans et sachant lire et écrire peuvent être élus.

La liste des électeurs dressée par le maire assisté de deux assesseurs est publiée par voie d'affichage. Les réclamations se portent devant le conseil de préfecture ou le tribunal civil comme pour les élections municipales, la procédure est gratuite.

Le nombre des membres des conseils de prud'hommes a souvent varié, la loi ne le limitant pas. La loi de 1853 exige au moins six membres et ne fixe pas de maximum. C'est à l'administration à le fixer suivant les besoins des localités. Les prud'hommes n'ont pas de suppléants. La loi de 1806 donnait la prépondérance aux patrons en exigeant un membre de plus pour eux que pour les ouvriers. En 1848 on proclama l'égalité, et elle a été maintenue dans la loi de 1853.

Le mode de nomination est l'élection; en 1809 il n'y avait qu'une assemblée générale des électeurs et tous discutaient pour s'entendre sur le choix à faire des deux côtés. Quand il y avait plusieurs industries, on admettait une assemblée générale spéciale pour toutes les personnes appartenant à chacune d'elles. En 1848 on fit deux assemblées, une de patrons et une d'ouvriers; chacune d'elles dressait une liste contenant un nombre de candidats triple de celui

des membres à nommer ; puis, huit jours après, les ouvriers choisissaient et nommaient sur la liste des patrons les prud'hommes patrons, et de leur côté les patrons choisissaient et nommaient les prud'hommes ouvriers sur la liste des ouvriers.

La loi de 1853 a maintenu le système des deux assemblées, l'une des patrons, l'autre des ouvriers, mais on a supprimé les listes et la deuxième réunion ; chaque assemblée nomme immédiatement ses prud'hommes.

Les électeurs sont convoqués par affiches et par lettres d'avis, peu importe leur nombre. Les maires et les adjoints délégués par le préfet président les assemblées (Circ. min., 5 juillet 1853). La loi de 1809 exigeait la majorité absolue des suffrages, celle de 1853 ne l'exige qu'au premier tour de scrutin, au second la majorité relative suffit. Une fois le vote terminé, le président proclame les membres élus ; en cas d'égalité, le plus âgé est préféré ; en cas de contestation, le conseil de préfecture est saisi et doit statuer dans les huit jours. Les prud'hommes sont soumis au serment comme tous les juges.

La loi de 1809 voulait que les bureaux soient renouvelés par tiers tous les ans, la loi de 1848 ne changeait rien à ce sujet : la loi de 1835 fait renouveler les conseils tous les trois ans par moitié ; le sort désigne les membres sortants. Si avant le temps quelque prud'homme vient à décéder, donne sa démission ou est frappé d'incapacité, le préfet convoque les électeurs. Les prud'hommes sont rééligibles.

Les conseils de prud'hommes se divisent en deux bureaux, le bureau particulier ou de conciliation et le bureau général ou de jugement. Le premier est composé d'un prud'homme patron et d'un prud'homme ouvrier, la fixation des heures de séance appartient à l'administration. Le second se compose d'au moins quatre membres, autant d'ouvriers que de patrons, et d'un président; il doit y avoir au moins deux séances par mois. (Décret du 27 mai 1848.)

Sous la loi de 1809 le président et le vice-président du conseil de prud'hommes étaient nommés par les prud'hommes eux-mêmes, et pris parmi eux pour un an. Sous la législation de 1848 la présidence réduite à trois mois doit appartenir alternativement à un patron et à un ouvrier. La loi de 1853 donnait au chef du pouvoir le droit de nommer les présidents et vice-présidents et de les choisir même en dehors des éligibles; s'ils étaient pris parmi les prud'hommes, on devait procéder à leur remplacement par élection.

Une loi du 7 février 1880 décide que la nomination des présidents et vice-présidents est rendue aux conseillers. L'élection a lieu en l'assemblée générale des membres présents; en cas de partage des voix et après deux tours de scrutin, le conseiller le plus ancien en fonctions, s'ils ont la même ancienneté, le plus âgé sera élu. Lorsque le président est choisi parmi les prud'hommes patrons, le vice-président ne peut l'être que parmi les ouvriers; la durée de ces

fonctions est d'un an, mais leurs titulaires peuvent être réélus.

Le président ou le vice-président doivent présider le bureau général, pour le bureau particulier les deux prud'hommes président alternativement.

Un secrétaire est adjoint au conseil; en 1809 il était nommé par la majorité des prud'hommes; mais depuis 1853 sa nomination appartient au préfet; ce secrétaire, qui est salarié, remplit les fonctions de greffier.

CHAPITRE III

COMPÉTENCE DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Les prud'hommes sont chargés de la conservation de la propriété des marques et des dessins de fabrique, de la vérification de certains draps et étoffes, ce qui est en dehors de leur utilité au point de vue des ouvriers. Mais ils sont compétents en matière de police des ateliers et de règlement de compte entre les marchands-fabricants et chefs d'atelier, ils sont conciliateurs ou juges tantôt en matière d'intérêt privé, tantôt en matière de police.

Quand un chef d'atelier cesse de travailler pour un patron, son livre d'acquit et celui du patron doivent indiquer s'il est dû quelque chose de part ou d'autre, le conseil appose son visa sur le compte non contesté.

Deux fois par an, après avoir averti le patron, les prud'hommes doivent visiter les ateliers pour se rendre compte de la statistique des manufactures, des améliorations et de tout ce qui peut intéresser l'ordre public et l'industrie.

Enfin, lorsqu'il y a plainte déposée, ils constatent les contraventions et infractions aux règlements

et aux lois, et, si ces infractions ne sont pas de leur compétence, ils renvoient aux tribunaux de droit. Pour dresser ces procès-verbaux, les prud'hommes doivent être deux et accompagnés d'un officier municipal.

Nul n'est justiciable des conseils de prud'hommes s'il n'est patron-fabricant ou manufacturier ou ouvrier travaillant pour le compte de ce patron. Le mot ouvrier doit s'entendre ici dans son sens le plus large, il comprend aussi bien les artistes chargés de faire des dessins pour la fabrique et les chefs d'atelier que les simples manouvriers. On a prétendu qu'il fallait distinguer les artistes ou artisans travaillant dans la fabrique et ceux restant chez eux. Cette distinction, qui n'est pas dans la loi, ne semble pas devoir être admise, du moment que l'on décide que quelques artistes et artisans rentrent dans la loi, il n'y a pas de raison pour faire pour eux une distinction qui n'existe pas pour les ouvriers.

Mais si l'ouvrier n'est pas subordonné au patron, le conseil n'est plus compétent (Cass., 12 déc. 1836). Cependant à Lyon, à Rouen et en d'autres villes, les conseils se déclarent compétents du moment qu'un ouvrier quelconque est en rapport avec une fabrique. En pratique on laisse une très grande latitude aux conseils.

Les conseils sont compétents pour toutes les personnes qui travaillent dans les industries et dans le ressort assignés par le décret d'établissement, quelle que soit la résidence des personnes ; mais en dehors

de cette compétence, le conseil peut statuer comme arbitre pris par les partis; bien plus, s'il n'y a que l'incompétence territoriale à invoquer, les parties peuvent y renoncer d'après le droit commun, et le conseil alors statuera valablement comme tel.

Enfin il faut que le différend s'élève entre ouvriers et patrons, et non entre patrons ou entre ouvriers seulement. Ainsi le patron qui assigne devant le bureau un ouvrier qui l'a quitté non muni du certificat d'acquit, ne pourra pas en même temps y faire comparaître le patron nouveau comme responsable; il devra l'appeler devant le tribunal de commerce. (Cass., 11 nov. 1834.)

Les prud'hommes connaissent de toutes les questions d'apprentissage.

En résumé les conseils ne sont compétents que pour les contestations entre employeurs et travailleurs, dépendant d'une industrie indiquée dans le règlement d'institution. La loi de 1806 limitait à soixante francs la compétence des conseils, le décret de 1809 fit disparaître cette limite; mais celui de 1810 déclara qu'au-dessus de cent francs il y aurait toujours droit d'appel. On a discuté sur la valeur de ces décrets qui dérogent à une loi; mais le Sénat n'y ayant pas fait opposition dans les délais de la constitution de l'an VIII, la Cour de cassation les regarde comme ayant force de loi. En tout cas la loi de 1853 portant à deux cents francs pour la compétence en dernier ressort des conseils a tranché la difficulté.

CHAPITRE IV

PROCÉDURE DEVANT LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Nul jugement n'est rendu par le bureau général si les parties n'ont été préalablement entendues en conciliation par le bureau particulier. Comme il s'agit ici de sommes en général peu importantes et d'une juridiction qui a besoin d'être rapide, l'avis général est que le conseil peut entendre les parties, surtout en conciliation, sans exiger des autorisations nécessaires pour ester en justice ; c'est ce qui arrive quand il s'agit d'un mineur sans tuteur ou d'une femme abandonnée de son mari. Mais le patron failli ne peut intenter une action contre ses ouvriers sans l'assistance du syndic. (Cons. Prud. Seine, 31 déc. 1879.)

La comparution en personne est généralement exigée à moins de force majeure ; dans ce cas une procuration est permise, et même en pratique on se contente d'un pouvoir verbal. En cas de non-comparution sur lettre, le bureau particulier délivre une autorisation de citer par exploit conformément à la loi. Si la conciliation ne peut se faire, le bureau particulier renvoie les parties devant le bureau général qui doit statuer sur-le-champ.

Quoique la procédure devant le conseil soit aussi simple que possible, il peut y avoir quelques fois lieu à enquête et contre-enquête : quant à la preuve par témoins elle est admise selon le droit commun; donc s'il s'agit d'une contestation ayant un caractère commercial, il n'y aura pas de limite; dans le cas contraire on se conformera à la restriction du Code civil. Les témoins peuvent comparaître d'eux-même, ou être appelés par lettre; mais la loi ne prononce pas de peine contre ceux qui, ayant été appelés, ne comparaissent pas. Le serment des témoins ne peut être entendu que devant le bureau et non par un délégué pour une enquête.

Si une des parties ne comparait pas au jour dit, le jugement est rendu par défaut, et l'opposition devra être signifiée dans les trois jours, sauf les cas de force majeure dont le conseil est juge.

La loi de 1853, en déclarant que les jugements par défaut non exécutés dans les six mois seraient réputés non avenus, vint trancher la difficulté qui s'était élevée de savoir si, dans le silence de la loi, on ne devait pas dire que les jugements des prud'hommes ne pouvaient tomber en péremption.

Si les prud'hommes jugent nécessaire de se transporter ou d'envoyer un des leurs dans une manufacture pour vérifier un fait allégué, le secrétaire, muni du jugement préparatoire, s'y rendra en même temps. De même les prud'hommes peuvent nommer un expert duquel les parties peuvent exiger le serment.

Le décret de 1809 voulait que tous les prud'

hommes présents au jugement le signent dans les vingt-quatre heures; la loi de 1853, revenant au droit commun, se contente des signatures du président et du secrétaire.

Le bureau pouvait prononcer la contrainte par corps dans les cas où la loi l'admettait. Il est à noter ici que le patron qui engage un ouvrier fait acte de commerce, tandis que l'ouvrier n'en fait pas en contractant avec le patron; car le patron est commerçant, et tous les actes qu'il fait pour son industrie sont actes de commerce, quelle que soit leur nature; l'ouvrier n'étant pas commerçant, il faut, pour qu'il fasse acte de commerce, que le contrat qu'il passe le soit de sa nature, et le louage d'ouvrage ne l'est pas.

La loi de 1806 ordonnait dans tous les cas l'exécution du jugement rendu par le conseil, le décret de 1810 au-dessus de trois cents francs exigeait pour l'exécution une caution tant qu'il y avait lieu à appel. La loi de 1853 a réduit à deux cents francs cette somme, mais laisse au juge la faculté de l'accorder ou de la refuser. Cette caution peut être personnelle, si elle est solvable on ne peut la refuser; le conseil l'admet sur présentation et sans autre formalité.

Sous la loi de 1806 il n'y avait pas d'appel des jugements du bureau qui, du reste, ne pouvaient porter sur une somme supérieure à soixante francs. Au dessus de cette somme le décret de 1809 admettait l'appel; celui de 1810 porta à cent francs, la loi de 1853 à deux cents francs la somme au-dessus de laquelle les prud'hommes ne jugeaient qu'en premier

ressort. Avant 1853, c'était le taux de la condamnation qui décidait s'il y avait appel ou non; depuis on est revenu au droit commun, la demande sert de base. Autrefois les condamnations à contrainte par corps étaient toutes sujettes à appel.

L'appel a lieu devant le tribunal de commerce de l'arrondissement où siège le conseil; dans les trois mois de la signification du jugement, à défaut du tribunal de commerce, l'appel est porté devant le tribunal civil.

CHAPITRE V

COMPÉTENCE DE POLICE DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Comme tout tribunal, le conseil fait la police de son audience et juge sur-le-champ les délinquants ; mais il ne peut condamner à plus de trois jours d'emprisonnement. Si l'infraction réclame une peine plus forte, l'affaire sera renvoyée aux tribunaux compétents.

Les prud'hommes connaissent aussi de tous les faits qui tendent à troubler l'ordre dans les ateliers, manquements des subordonnés envers leurs supérieurs. Le conseil est ainsi un tribunal plutôt disciplinaire que répressif, les faits n'ont donc pas besoin d'être prévus par la loi pénale pour être soumis à cette juridiction. Mais aussi une peine disciplinaire n'empêche pas les tribunaux répressifs d'être saisis s'il y a lieu ; c'est du reste ce qui a été décidé au moins pour les prud'hommes pêcheurs et qui doit, pour les mêmes motifs, être appliqué aux autres prud'hommes. (Cass. 9 avril 1836.)

Les prud'hommes, quoique le décret soit peu clair à ce sujet, ne sont certainement compétents en ce cas que lorsque les délinquants sont des personnes qui seraient soumises à leur juridiction dans les cas de contestation ; la compétence reste attachée à la personne et non à la situation du lieu où le fait s'est

accompli. De même les faits délictueux qui ne touchent pas l'ordre de l'atelier échappent à leur juridiction, et ils ne peuvent jamais condamner à plus de trois jours d'emprisonnement.

Les conseils jugent sans ministère public, par suite ils ne sont jamais saisis qu'après une plainte. Ils peuvent statuer sur les demandes en dommages-intérêts, même quand ils prononcent l'acquittement au point de vue pénal, car ils sont juges au civil aussi bien qu'au criminel.

La condamnation à la prison prononcée par les prud'hommes est-elle susceptible d'appel? On a soutenu la négative en s'appuyant sur la loi du 22 germinal an xi qui déclare sans appel les condamnations disciplinaires de ce genre prononcées par les juges administratifs; mais le code d'instruction criminelle ayant détruit ces juridictions et proclamé l'appel de droit commun, on doit l'admettre aujourd'hui. C'est devant les tribunaux correctionnels qu'il doit être porté.

Enfin les faits délictueux dont prennent connaissance les conseils étant classés parmi les infractions de simple police, on doit leur appliquer les prescriptions de un ou deux ans établies par les articles 639 et 640 du code d'instruction criminelle.

Si les chambres admettent la création du tribunal arbitral, les conseils seront incompétents pour une grande partie des questions de dommages-intérêts, mais au point de vue repressif leur pouvoir reste le même.

CHAPITRE VI

AUTRES TRIBUNAUX COMPÉTENTS

Devant quelle juridiction doit-on porter les affaires de la compétence des prud'hommes lorsqu'il n'y a pas de conseil établi dans la localité, ou que le conseil établi n'est pas compétent d'après le décret d'organisation pour l'industrie dans laquelle s'est soulevée l'affaire dont il s'agit? Sous l'ancien droit les juges-consuls étaient compétents (Ord. 1673, t. XII, art. 5); le décret des 16-24 août 1790, art. 9, quand il s'agissait de contestation, envoyait les parties devant le juge de paix; la loi du 22 germinal an xi les renvoie devant les tribunaux ordinaires, sauf en matière de police; mais quels étaient alors les tribunaux ordinaires? Jusqu'à la promulgation du code de commerce ce furent les justices de paix comme par le passé; mais le code promulgué ne semble-t-il pas dans l'article 634 revenir à l'ordonnance de 1673? La question a été vivement controversée : on a dit pour l'affirmative que d'abord la loi permettant de poursuivre les employés, il n'y avait pas lieu de distinguer si le poursuivant était un tiers ou le patron; en conséquence, dans les contestations entre ouvrier et

patron, lorsque ce dernier attaque, le tribunal est compétent; si l'ouvrier au contraire se plaint le premier, il peut y avoir doute; mais dans ce cas pourquoi déroger aux principes de réciprocité qui sont admis dans le reste du code? pourquoi surtout, dans le silence de la loi, ne pas recourir aux lois antérieures à 1789 (Paris, 2 juillet 1831)? Ce raisonnement qui est encore admis aujourd'hui par plusieurs tribunaux pour le cas où il s'agit de commis du commerce qui ne relèvent pas des prud'hommes, ne semble pas très soutenable quand il s'agit des ouvriers. La loi parle des facteurs, commis ou serviteurs des marchands; or, en général, quand elle parle des ouvriers elle les nomme spécialement; mais quand même les ouvriers seraient compris dans l'expression de commis ou serviteurs, ce n'est pas une raison pour rendre les tribunaux de commerce compétents. Pourquoi remonter jusqu'en 1673, quand la loi du 22 germinal an xi existe toujours? L'article 364, dit-on, reproduit l'ancienne ordonnance; donc, c'est à elle qu'il faut remonter pour l'explication des points obscurs : le contraire semble bien plus plausible, l'article 634 ne reproduit qu'une partie de l'ordonnance, parce que le législateur n'a pas voulu reproduire l'autre partie; son silence est une raison pour ne pas remonter si loin et s'en tenir à la loi de germinal. Enfin l'article 634 ne reproduit qu'en partie l'ordonnance, parce qu'elle ne vise que le cas où un tiers attaque un commis, dans la crainte que le patron n'ait mis le commis en avant, afin d'éviter le

tribunal consulaire et la contrainte par corps. Du reste l'article 633 donnant un paragraphe spécial pour tout engagement maritime indique assez clairement que les autres engagements ne relèvent des tribunaux de commerce que lorsque la loi le dit, surtout ces tribunaux étant d'exception. Donc, même encore aujourd'hui, quand on ne se trouve pas en présence d'un établissement dépendant d'un conseil de prud'hommes, les ouvriers dans leurs rapports avec les patrons iront devant les tribunaux civils. Toutefois le patron faisant acte de commerce seul, quand il engage un ouvrier, ce dernier pourra l'attaquer devant le tribunal consulaire à raison de cet engagement, la réciproque n'est pas vraie.

Dans les autres cas la loi a tranché la question (1838) en attribuant compétence aux justices de paix, soit comme juge civil, soit comme juge disciplinaire. Les jugements des juges de paix diffèrent dans ce cas de ceux des prud'hommes sur ce qu'ils peuvent être rendus d'office en matière de police, puisqu'il y a un ministère public devant ce tribunal et en ce que les jugements sont susceptibles d'appel dès qu'ils dépassent le taux de cent francs. Mais le juge de paix, comme le conseil, connaîtra de l'affaire sauf appel, quel que soit le montant, du moment qu'il s'agit d'une affaire qui serait venue devant le conseil s'il y en avait eu un.

Les contestations entre ouvrier et patron ayant en général un montant peu élevé, il pourra arriver que le juge de paix, incompetent comme remplaçant le

conseil des prud'hommes, sera compétent comme juge ordinaire du premier degré, soit au civil, soit au répressif. Comme juge de police, même disciplinaire, le juge de paix peut infliger une peine plus élevée que les prud'hommes, car sous ce rapport leur compétence n'est soumise à aucune distinction.

Le 23 novembre 1882, la commission chargée d'examiner le projet de réforme de la magistrature, dans le chapitre II du titre II tendant à la compétence des juges de paix porte à deux cents francs le montant de l'affaire au-dessus de laquelle le juge de paix ne statue que sauf appel, quand il s'agit de contestations entre ouvriers ou apprentis et patrons; ce qui établira l'égalité entre les prud'hommes et les juges de paix pour l'appel.

L'appel des juges de paix se porte devant le tribunal civil, selon le droit commun; il en est de même de celui après les jugements des conseils, sauf le cas où il y a un tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve le conseil; c'est alors devant lui que se porte l'appel. En matière de simple police, c'est le tribunal correctionnel qui reçoit l'appel. Ces tribunaux jugeant en appel jugent en dernier ressort, quel que soit le taux de la contestation.

Les contestations qui peuvent s'élever entre ouvriers et patrons, mais qui ont un caractère commercial et n'ont pas pour motif les rapports de supérieur à subordonné, rentrent dans le droit commun et relèvent soit des tribunaux de commerce, soit des tribunaux civils.

Enfin l'action en dommages-intérêts pour blessure par imprudence fondée sur un quasi-délit commis à l'occasion de travaux publics par un entrepreneur ou un agent de l'administration est de la compétence du conseil de préfecture et du conseil d'État en appel. (*Trib. des conflits*, 17 janv. 1880).

DEUXIÈME PARTIE

DES USAGES ET ESSAIS DANS LE BUT D'AMÉLIORER
LE SORT DE L'OUVRIER.

Section I. — Associations ouvrières.

CHAPITRE PREMIER

INSTITUTIONS COOPÉRATIVES ET PARTICIPATION

La possibilité de fonder des sociétés étant de droit commun, déjà en 1848 le gouvernement avait invité les ouvriers à s'associer pour traiter directement avec les propriétaires ou l'État sans l'intermédiaire des entrepreneurs. Mais les lois sur la fondation des sociétés commerciales qui exigeaient des mises primitives assez élevées, empêchaient les ouvriers de se réunir. Ce fut pour faire disparaître cette gêne que fut créée la loi du 24 juin 1867.

Ce ne fut pas une nouvelle espèce de société que le législateur imagina, mais une nouvelle forme que put prendre toute espèce de société : la qualification de coopératives est habituellement donnée à ces sociétés, mais la loi prenant une de leurs principales

formes comme dénomination les nomme sociétés à capital variable. Toutes les fois que la loi ne donne pas une règle spéciale pour ces sociétés, elles suivent les prescriptions des autres sociétés selon la forme qu'elles ont adoptée.

Deux sortes de règles sont spéciales aux sociétés à capital variable; les unes favorisent leur fondation, les autres empêchent qu'on les adopte uniquement pour éviter la loi de 1867 sur les sociétés par actions. Les secondes, quand la loi semble obscure, ne doivent donc s'appliquer qu'aux sociétés à capital variable étant de l'espèce des sociétés par actions.

Dans la société à capital variable, le capital est susceptible d'augmentation ou de diminution selon les apports ou les retraits d'argent des associés. Le nombre des associés peut également varier; l'admission ou le retrait des personnes n'est pas soumis à l'obligation de la publicité; mais l'associé retiré reste encore pendant cinq ans responsable, ce n'est qu'après ce délai qu'il reprend définitivement sa mise. De plus le capital ne doit pas se réduire au-dessous du dixième du capital primitif (art. 51 et 52); dès qu'on atteint ce minimum, qui a dû être publié, le retrait des apports est interdit. Les statuts de la Société peuvent fixer un minimum plus élevé. Ils peuvent aussi déclarer que l'assemblée générale des associés aura le droit d'exclure un des membres.

Quand même les sociétés qui ont revêtu cette forme ne sont pas commerciales, la loi les reconnaît comme

personnes morales; car elle les déclare représentées par leurs administrateurs.

Toutes ces dispositions de faveur ne sont pas obligatoires pour ces sociétés, la loi ne les empêche pas d'exprimer une volonté contraire et de revenir au droit commun dans leurs statuts.

Pour faciliter aux ouvriers l'établissement de ces sociétés, la loi de 1867 abaisse de cent ou cinq cents francs à cinquante le taux des actions et n'exige que le versement du dixième du capital entier au lieu du quart sur chaque action pour que la société puisse exister : d'où il suit qu'au premier versement le fonds social pourra ne s'élever qu'à trente-cinq francs pour une société anonyme et à vingt francs s'il s'agit d'une commandite par action, car la loi exige sept associés dans le premier cas, et la nécessité d'un conseil d'administration et d'un gérant responsable en exige quatre dans le second. Ce qui n'empêche pas les ouvriers de faire une société d'épargne au-dessous de ces sommes pour arriver à les constituer : mais cette dernière société est non existante pour les tiers.

Le but de la loi en instituant cette forme de société a été de permettre aux ouvriers de s'associer pour travailler et non pas de pouvoir spéculer sur des actions à portée de leur bourse, aussi a-t-elle pris des dispositions pour empêcher l'agiotage.

Ainsi les actions doivent être nominatives; il faut donc pour les faire céder un transfert auquel l'article 50 permet à l'assemblée ou au conseil de s'opposer. De plus le capital primitif ne doit pas être supérieur à

deux cent mille francs; cette somme est aussi celle que ne doit pas dépasser l'augmentation du capital par année.

En suivant ces prescriptions toute société, quel que soit son but, peut prendre la forme à capital variable; mais si elle déroge à quelques-unes des règles qui ont pour but d'empêcher l'agiotage, peut-elle tout de même avoir valablement un capital variable, sauf à ne pas jouir des autres dispositions de faveur? Il y a controverse à ce sujet; mais l'examiner serait sortir de la question ouvrière.

Ce qui est certain, c'est que la loi n'a pas voulu énoncer franchement son but qui est de favoriser les associations ouvrières; elle n'a même pas voulu donner à ces nouvelles sociétés le nom de coopératives qui les qualifie à l'étranger; il s'ensuit que toute personne peut fonder une société et n'importe pour quel but; toutefois, dans la pratique cette forme est adoptée principalement pour trois types de société : 1^o celles de consommation qui ont pour but d'acheter en gros et de revendre au détail aux associés avec un petit bénéfice qui est ensuite réparti également tous les ans, semestres ou trimestres; 2^o celles de crédit mutuel qui ont pour but de prêter à faible intérêt aux associés ou d'obtenir plus facilement, grâce à la garantie de l'engagement solidaire de tous les associés, crédit auprès des grandes sociétés; 3^o celles de production qui ont pour but de remplacer les entrepreneurs par la société elle-même; elles traitent directement avec ceux qui font

travailler : c'est parmi ces dernières que l'on doit placer les *Building Society* qui fonctionnent depuis longtemps et avec succès en Angleterre. Leur objet est la construction de maisons pour les associés ou même pour les tiers. Seules les sociétés anonymes d'assurances à primes, d'après un décret du 22 janvier 1868 (art. 1), ne peuvent adopter la forme à capital variable.

Comme toute société, celles dont nous nous occupons ici peuvent être civiles ou commerciales ; il est à remarquer cependant comme presque toutes font, en dehors de leurs opérations principales, des opérations de banque pour les associés, qu'il est très rare qu'elles soient civiles.

L'utilité que les ouvriers pourraient retirer de ces Sociétés serait immense, si l'accord pouvait s'établir parmi eux. Leur but en effet est de laisser aux ouvriers le bénéfice que des intermédiaires prélèvent nécessairement quand il faut avoir recours à eux. L'achat en gros des objets de consommation dispense les ouvriers de s'adresser aux marchands en détail et tout le gain que ces derniers retireraient de leur commerce passe aux mains de la société, c'est-à-dire des ouvriers. L'utilité de la société de crédit mutuel n'a pas besoin d'être démontrée, soit que les ouvriers s'aident entre eux en établissant eux-mêmes une caisse de prêt, soit qu'ils offrent ensemble leur crédit à une banque, il est certain qu'ils arrivent à un résultat que la société seule leur permet d'espérer, car sans elle où trouver un prêteur pour l'ouvrier

dont tout l'avoir consiste en son travail. Quant aux sociétés de production l'intermédiaire du patron ou du propriétaire des logements étant supprimé, les bénéfices du travail de l'ouvrier ou le surplus des cinq pour cent de la valeur du logement de l'ouvrier que comporte le prix des loyers au bénéfice des propriétaires profitent à la Société, par suite à ses membres.

A coté des Associations coopératives se placent naturellement les caisses de prévoyance établies par les ouvriers et les sociétés de secours mutuels. Ces institutions fonctionnent à peu près comme les assurances sur la vie; les ouvriers d'une même ville ou d'une même industrie se réunissent et décident de verser à époque fixe et périodique une somme déterminée ou un tant pour cent de leur salaire. Ces primes forment un fonds social au moyen duquel les ouvriers peuvent faire des retraites à ceux d'entre eux qui sont trop âgés ou qui pour une autre cause ne peuvent plus travailler.

En Allemagne nous voyons fonctionner avec grand succès, surtout depuis 1870, les banques populaires; ces sociétés, dont le véritable fondateur est M. Schulze, décédé à soixante-quinze ans le 18 mai 1883, ne doivent exister qu'au profit exclusif des membres qui les composent; les prêts, les avances ou les secours ne peuvent être accordés qu'aux coassociés : pour être admis comme sociétaire il faut avoir été agréé par le conseil d'administration, verser le droit d'entrer et souscrire une part de capital,

dont le versement se fait soit de suite, soit par cotisations mensuelles. Ces banques populaires ont elles-mêmes recours à l'emprunt auprès des particuliers ou des autres banques pour se procurer les sommes dont elles ont besoin si les avances à faire dépassent leur capital. Elles offrent comme garantie la responsabilité solidaire de tous ses associés.

Comme toutes sociétés ces banques ont un conseil d'administration nommé à l'élection par tous les membres, et un directeur élu par les administrateurs. Tous les ans un rapport est fait sur les opérations de la société.

Pour obtenir un prêt, il faut que le sociétaire ait dans la caisse sociale un boni, c'est-à-dire un actif en numéraire déposé d'au moins soixante pour cent du montant du prêt sollicité; autrement il faut qu'il trouve un autre sociétaire qui réponde pour lui et signe avec lui.

Ces banques se sont étendues en Alsace, principalement à Mulhouse et de là un peu dans l'est de la France; malheureusement chez nous nous n'avons pas eu un M. Schulze pour dire aux ouvriers : « Ne demandez aucune subvention à l'État si vous voulez réussir, ni à aucune autre puissance; vous trouverez votre force dans le travail et l'épargne; votre crédit est en vous, dans votre union. »

Chez nous l'ouvrier demande à l'État et aux sociétés financières de prendre l'initiative; il ne compte pas assez sur lui-même; il faudrait l'habituer à n'avoir, comme en Allemagne, que son énergie

comme soutien. Rien n'empêche les patrons de fonder eux-mêmes ces sociétés en augmentant le salaire des ouvriers d'une légère somme qui formera la prime à verser; et pour habituer l'ouvrier à cette sorte d'assurance, ils pourront déclarer qu'ils ne feront de versements que pour les ouvriers qui d'eux-mêmes prélèveront une part de leur salaire pour entrer dans la société. Le versement du patron ne viendra qu'augmenter les primes versées par l'ouvrier. Ainsi peu à peu le rôle du patron diminuera et finira par disparaître au fur et à mesure que l'ouvrier s'habituerà à l'épargne; mais aujourd'hui les banques populaires sont encore loin d'entrer dans les mœurs de nos ouvriers. Chez nous, on ne voit encore que des caisses de secours qui ne sont en quelque sorte que des assurances en cas de maladie ou de chômage. Les institutions de ce genre demandent en général deux pour cent du salaire des ouvriers de vingt-cinq à soixante ans, arrivé à cet âge l'ouvrier touche une pension. C'est surtout dans les bassins houillers de Belgique que l'on voit ces caisses de prévoyance fonctionner avec succès; toutefois, même dans ces pays, elles ont encore besoin de l'aide du gouvernement; aussi pour se fonder ont-elles nécessairement besoin d'une loi qui assure à l'ouvrier sa retraite, même dans le cas où la Société viendrait à manquer; telle est la raison qui empêche ces institutions de se développer en France. D'un autre côté les caisses particulières, les assurances sur la vie et la caisse de retraite pour la vieillesse

peuvent en attendant mieux suppléer à ces institutions; la revision de l'organisation de cette dernière caisse, surtout la possibilité d'assurer une pension sur la tête du dernier vivant de deux époux peut rendre cette institution encore plus populaire et plus à portée de la classe ouvrière.

CHAPITRE II

DÉLÉGATIONS ET SYNDICATS DES OUVRIERS

La Révolution avait supprimé les corporations et un décret des 14-17 juin 1791 défend aux ouvriers de quelque profession que ce soit de se réunir pour délibérer sur leurs intérêts communs, aux corps administratifs de recevoir des adresses sous la domination d'un état ou d'une profession. Cependant le besoin d'une entente entre individus ayant mêmes intérêts est si impérieux que dès que les troubles politiques de la fin du siècle dernier furent passés les patrons d'une part, les ouvriers de l'autre firent de grands efforts pour se réunir : mais la loi de 1791 existe encore et toute association dans ce genre est illégale et même illicite. Toutefois le gouvernement sans les autoriser tolère ces réunions. Quelques-unes même firent homologuer leurs règlements en 1810 par un préfet de police ; mais en 1834, M. Gisquet, alors également préfet de police, déclara nulles les homologations comme contraires à la loi : de même un arrêté ministériel en 1866 fit rapporter l'autorisation donnée aux bouchers de se réunir ;

cet arrêté fut, il est vrai, annulé par le conseil d'État, mais uniquement sur le motif d'incompétence du ministre pour juger les excès de pouvoir d'un préfet de police, ce qui relève du pouvoir judiciaire, et non sur l'abrogation tacite de la loi de 1791 : les lois écrites ne s'abrogent pas par désuétude ; c'est justement leur différence avec les lois coutumières. Donc ces réunions n'ont jusqu'à présent aucune existence légale ; mais elles n'en existent pas moins en fait et rendent même souvent de véritables services.

Il y a trois sortes de ces réunions ouvrières ; les unes sont faites à des époques indéterminées à l'occasion d'une crise quelconque et ont uniquement pour but de chercher les remèdes à cette crise ou les moyens de l'éviter à l'avenir, ce sont les *congrès* ; les secondes ont lieu à la suite d'un événement important ayant une influence sur tout le commerce et toute l'industrie, en général à l'occasion des expositions industrielles, ce sont les *délégations* ; enfin les troisièmes sont permanentes et ont pour but d'examiner tout ce qui peut concerner les ouvriers et de provoquer les congrès ou former les délégations, ce sont les syndicats.

Les congrès et les délégations en dehors de leur cause primitive ont en général un même but, discuter les intérêts des classes ouvrières et profiter des événements pour obtenir une amélioration de la condition des travailleurs : après discussion, des vœux sont émis et la réunion vote afin de donner son opinion sur la proposition. Après les expositions de 1867

et 1878 à Paris, de 1873, à Vienne, les vœux furent à peu près les mêmes : suppression de la loi du 17 juin 1791, des articles 291, 292, 293, 294, 414, 415 et 416 du code pénal, de la loi du 10 avril 1834 et du 6 juin 1868 sur les réunions publiques et du 22 juin 1854 sur les livrets d'ouvriers ; suffrage universel des ouvriers pour les nominations des prud'hommes qui éliraient eux-mêmes leurs président et vice-président (ce dernier point a été accordé par la loi de 1880), érection des conseils en tribunaux de droit commun pour toutes les questions ouvrières, réduction des frais de procédure et augmentation de la compétence pécuniaire, rétribution des conseillers, meilleure organisation légale des sociétés coopératives et reconnaissance par la loi des chambres syndicales.

Les délégations voudraient voir les sociétés coopératives se répandre partout, afin que l'ouvrier touche le produit de son travail sans intermédiaire ; la loi est faite à ce sujet, ce qui manque aux ouvriers pour s'associer, ce sont les capitaux. M. Laroche-Joubert présenta à la Chambre des députés un projet de loi tendant à offrir les capitaux pour le fonds primitif, malheureusement le député d'Angoulême ne trouvait d'autre prêteur que l'État, c'est-à-dire les contribuables ; aussi le 26 décembre 1876 la prise en considération du système fut repoussée sans que l'auteur du projet osât le défendre. Ce système avait déjà été présenté en 1848 et réfuté d'une manière fort remarquable et très simplement par M. Bastiat. Pourquoi,

en effet, quand il s'agit de gens qui veulent s'associer, l'État favoriserait-il plutôt les ouvriers que les autres citoyens?

Quant aux chambres, syndicales il n'en est pas de même; elles existent, elles rendent souvent des services, mais elles sont arrêtées dans leurs travaux par leur illégalité. Ce furent surtout les délégations ouvrières françaises, à la seconde Exposition universelle de Londres et à celle de Paris, en 1867, qui firent agiter la question. Un rapport fut présenté au gouvernement au pouvoir à cette dernière époque, et dès lors la tolérance devint officielle et les chambres se multiplièrent.

Ces associations ne tendent nullement à rétablir les corporations anciennes qui changeaient les métiers en monopole; sous le régime des chambres syndicales la liberté reste intacte, tout le monde peut exercer un métier quelconque sans aucune condition et sous sa propre responsabilité. Seulement sous l'ancien régime les patrons étaient les seuls maîtres de la corporation, eux seuls fixaient les salaires; aujourd'hui, les ouvriers et les patrons, représentés par leurs chambres discuteraient toutes les questions qui règlent les rapports des employeurs avec les travailleurs.

Jusqu'en 1867, il n'y eut guère que des chambres syndicales de patrons : à part les questions d'apprentissage et de patronage des jeunes ouvriers et quelques concours où les ouvriers pouvaient obtenir des récompenses consistant en livrets de la caisse d'épargne, elles ne s'occupaient que de l'intérêt général

de l'industrie qu'elle représentait, et pour cette branche spéciale étaient ce que les chambres de commerce sont pour toute l'industrie et tout le commerce d'une région.

Mais à partir de 1867 les chambres syndicales d'ouvriers commencèrent à devenir très nombreuses. Les prud'hommes trouvèrent naturellement en elles des arbitres pour toutes les questions autres que l'élévation des salaires, telles que les règlements d'ateliers, l'emploi des matières insalubres, le mauvais état des machines, la garantie des inventions faites par les ouvriers et les questions d'apprentissage.

Les chambres syndicales, quelles qu'elles soient, affectent généralement la forme d'une société civile formée pour un temps en général assez long, même quelquefois illimité entre les personnes exerçant la même profession et qui veulent y adhérer. Ces personnes sont toujours libres de se retirer sans que l'arrivée ou la retraite d'un associé porte une atteinte quelconque à l'existence de la société.

Les adhérents sont réunis en assemblée générale une ou deux fois par an, ils nomment un conseil d'administration qui se réunit périodiquement, en général tous les mois, et qui nomme le bureau ou syndicat composé de quatre à six membres, appelés syndics, pris dans le conseil. Le syndicat comprend en général un président, un vice-président, un ou deux secrétaires, un trésorier et quelquefois un rapporteur.

La société a un patrimoine formé au moyen des

cotisations des adhérents, le conseil décide de l'emploi de ces fonds et le syndicat les administre. Quant à la réglementation de la société, elle est faite par le conseil.

Les syndicats étant permanents, ils reçoivent les réclamations et les observations des adhérents, le conseil en a ainsi connaissance à la première réunion; si l'affaire paraît très importante, l'assemblée générale est convoquée pour discuter, autrement le conseil prend lui seul une décision; en tout cas c'est le bureau qui est chargé de l'exécution de la résolution. C'est ainsi que dans une même industrie les syndicats ouvriers et les syndicats patrons, munis les uns et les autres des pouvoirs des conseils et des assemblées, peuvent se mettre en présence pour régler les questions de salaire et ainsi arriver à éviter une grève : ce seul fait suffirait pour approuver les chambres, car, comme a dit M. Joseph Garnier : « la coalition libre et pacifique des ouvriers, c'est-à-dire l'abstention concertée du travail en vue d'une augmentation de salaire est légitime, elle résulte du principe de l'offre et de la demande (quand deux ouvriers courent après un maître, le salaire baisse; quand deux maîtres courent après un ouvrier, il hausse. — Cobden) et de celui de la liberté du travail... Ce procédé est de droit; mais la pratique n'est pas à conseiller et il n'en faut pas du moins dissimuler les dangers. »

L'organisation des chambres est simple et, par conséquent, excellente; elles ont déjà eu de très

bons résultats, et si en 1867 on refusait de faire une loi pour elles et de reconnaître leur existence légalement en réclamant leur essai, aujourd'hui cet essai est fait et l'institution a grandement répondu à ce qu'on attendait d'elle : mais les syndicats ne peuvent rester sous le régime de la simple tolérance, car il s'ensuit pour eux de graves inconvénients. En 1874, l'archiviste et le caissier d'une chambre syndicale ayant été destitués par une assemblée générale, refusèrent de remettre les papiers et les fonds de la société en contestant la validité de l'assemblée générale et ne voulant obéir qu'à l'ancien président et aux anciens syndics également destitués (12 octobre), quelque temps après, un caissier, non seulement destitué mais expulsé, refusait également de rendre ses comptes. Pour arriver à faire céder ces personnes, les chambres durent subir des lenteurs et des frais considérables, tandis que si leur existence avait été légale, un simple jugement aurait eu raison de ces résistances.

Les ouvriers dans différents congrès, particulièrement dans celui de Lyon, au commencement de 1878, ont voulu réunir en une seule idée les syndicats et les associations coopératives. Il y a là une erreur dont le résultat serait d'empêcher ces deux institutions de se développer.

L'association réunit les ouvriers pour leur faciliter les moyens d'existence ou de travail, ou même elle se substitue au patron et supprime le salariat en donnant à chaque associé ouvrier un divi-

dende à la place du salaire. A la place du patron nous trouvons un règlement fait par les ouvriers eux-mêmes, donc aucun désaccord à régler entre le travailleur et l'employeur : dans les autres cas de société coopérative le patron n'est pas supprimé ; mais il est mis à l'écart et la société n'a rien à démêler avec lui. Au contraire, les syndicats rappellent les anciennes sociétés de compagnonnage de résistance et de maintien de prix, l'objet en vue duquel ils sont institués est d'établir égalité de force avec les employeurs, si ce n'est même une force supérieure, et d'arriver à traiter d'égal à égal. Les syndicats d'ouvriers, loin d'être exclusifs du salariat, ne peuvent exister sans lui, tandis que l'association le supprime ou à peu près.

Nous avons vu que les sociétés coopératives, autorisées depuis quinze ans, ne se sont nullement développées. Les syndicats, au contraire, quoique simplement tolérés, se sont répandus partout. Depuis plusieurs années des projets de loi pour les autoriser ont successivement été étudiés ; la difficulté d'arriver à un résultat est grande, car le gouvernement ne veut pas faire une loi exceptionnelle en faveur des ouvriers, il ne veut pas non plus donner la possibilité à toute réunion d'exister légalement et librement, ce qui serait un danger politique. D'un autre côté, soumettre les réunions à la surveillance continuelle du gouvernement qui y serait représenté par un commissaire chargé d'arrêter toute discussion sortant du but de l'association, serait un acte de méfiance

qui entraverait la liberté de discussion et arrêterait l'initiative privée. Enfin, supposons que la loi soit votée et les réclamations des ouvriers de 1860 auront reçu satisfaction sur trois chefs : coalitions, associations et syndicats. Mais là ne s'arrêtent pas les vœux des congrès ; outre les réclamations de 1873 ; à Lyon, en 1878, on a demandé : 1° limitation à dix heures, pour arriver ensuite à huit, du temps de travail par jour afin de diviser la journée en trois parties égales : repas, loisir et travail ; 2° la surveillance de l'instruction de l'enseignement professionnel des apprentis confiée aux chambres syndicales ; 3° la représentation du prolétariat devant les Chambres législatives ; 4° la création légale et officielle de caisses de retraite pour les vieux travailleurs ; 5° l'assimilation du travail de l'agriculture à celui de l'industrie ; 6° l'augmentation du nombre et de la compétence des conseils de prud'hommes.

Si on accordait aux ouvriers tout ce qu'ils réclament, la liberté et l'égalité n'existeraient plus ; la protection exagérée de la loi les détruirait en leur faveur, et encore serait-ce un bien pour eux, si les employeurs trop malmenés par la loi renoncent à faire travailler ou vont porter en d'autres pays leur industrie avec leurs capitaux.

Pour la question des heures, on n'a qu'à répéter les paroles de M. Jourdan : « Nous ne sommes plus au temps des corps et métiers et le son de la cloche ne règle plus les heures de travail comme les exercices d'un couvent ; mais l'État ne saurait se désintéresser

complètement du régime intérieur des manufactures et permettre, par exemple, que des jeunes enfants y soient accablés par un travail qui excéderait leurs forces... , mais que la loi d'une manière générale limite le nombre d'heures de travail, cela n'est pas admissible, c'est réellement entreprendre sur la liberté individuelle. »

La surveillance des enfants est aussi bien dans les mains de l'État que dans celles des syndicats ouvriers ; l'État se fait représenter par des hommes offrant les plus grandes garanties et tout à fait impartiaux ; en serait-il de même quand les ouvriers, comme membres syndics, devraient faire retirer de la fabrique le fils d'un de leurs électeurs et camarades ?

La seule réclamation juste est celle qui a trait aux caisses de secours. Nous avons déjà examiné cette question.

L'assimilation de l'agriculture à l'industrie a été réclamée pour la première fois à ce congrès ; mais jamais cette idée n'a été exprimée dans nos pays essentiellement agricoles, comme nos départements du nord-ouest et de l'ouest ; du reste, ce n'est pas la juridiction d'un tribunal plutôt que d'un autre qui peut changer la situation des ouvriers des campagnes qui, d'ailleurs, ne se sont jamais plaints sérieusement de leur sort dans les pays que j'ai cités plus haut.

Quant aux prud'hommes, l'augmentation des conseils est laissée avec la plus grande liberté d'action au gouvernement qui en use partout où le besoin se fait sentir. Mais il faut une loi pour augmenter la

compétence, cette loi est-elle nécessaire? Oui, disent les ouvriers, car cette juridiction est simple et rapide et est la seule qui convient aux personnes vivant de leur travail jour par jour. Non, disent les patrons, car les prud'hommes manquent d'impartialité, admettent de prime abord que l'ouvrier a raison; qu'il soit demandeur ou défendeur, c'est au patron toujours à se justifier. Si leur compétence est augmentée, les patrons ne pourront plus avoir des ouvriers et se soumettre à toutes leurs exigences.

Accuser une juridiction de partialité est toujours une chose grave; aussi nous nous contentons d'indiquer la question en répétant ce que nous avons entendu dire de part et d'autre par les personnes journellement à même d'apprécier cette juridiction. Si les patrons ont raison dans leurs plaintes, nécessairement les prud'hommes doivent plutôt être supprimés que rendus plus largement compétents; si ces plaintes sont mal fondées, nous dirons qu'une juridiction simple et rapide est toujours préférable aux autres.

A la même époque que le congrès de Lyon, un autre congrès se réunissait à Genève; là les ouvriers étaient beaucoup plus calmes et toute la discussion a porté sur le jour de la paye. On demanda 1° que les jours de paye soient plus éloignés qu'ils ne le sont en général, à condition, toutefois, qu'il soit pourvu aux besoins courants des ouvriers soit en nature, soit en argent; 2° que la paye, quand elle se fait tous les huit ou quinze jours, ait lieu la veille du jour du

marché; 3° enfin, comme moyen de faciliter l'arrangement, quel qu'il soit, qu'on prendra, de ne pas s'astreindre à faire en même temps le règlement de compte et la paye.

En août 1876, M. Lockroy déposait un projet à la Chambre des députés, pour supprimer la loi des 14-17 juin 1791. Ce projet venait après un rapport de M. Ducarre qui faisait partie de la commission créée en vertu de la loi du 24 avril 1872, sur la proposition de M. d'Audiffret-Pasquier, pour étudier la condition des ouvriers en France.

Le résumé de la thèse de M. Ducarre est ceci : tout est pour le mieux dans la meilleure des organisations, la loi de 1791 n'a eu que d'heureux résultats. A partir de cette loi commence le régime de la liberté individuelle du travail; d'après lui, c'est à l'apparition des outils perfectionnés et surtout de la machine à vapeur que l'on doit la réforme subitement acceptée d'un régime plus de quinze fois séculaire. Cependant, en 1803, Bonaparte fut sur le point de rétablir les corporations, et la crainte qu'il eut de voir les gros financiers qui y étaient opposés se déclarer contre lui fut la seule cause qui l'arrêta : il en fut de même sous les Bourbons pour la demande non du rétablissement des corporations, mais de la création des syndicats professionnels; enfin, en 1841, le président du tribunal de commerce de Paris, dans un discours de rentrée, se montra très partisan des corporations. Mais ces efforts pour rétablir l'ancien régime ne prouvent rien, les réunions d'ouvriers sont un mal,

elles tendent à créer une sorte d'État dans l'État, car ces assemblées délibèrent sur toutes les questions; de plus, les ouvriers ainsi groupés pourraient s'interdire le travail à la pièce, l'entrée des ateliers où sont des non associés, limiter leur nombre et ainsi rétablir les anciens monopoles des corporations.

Le travail, continue toujours le rapport, est bien tel qu'il est reposant sur la liberté individuelle; ni l'État, ni les associations ne doivent essayer de lui donner d'autre organisation. La grève, dit-on, est un danger qu'il faut éviter; le droit d'association ne ferait qu'augmenter ces grèves; les rapports des ouvriers avec leurs patrons doivent être individuels et non collectifs.

Telle est l'économie du rapport; rester stationnaire et à toute réclamation répondre : on ne peut faire mieux.

Cette théorie est fausse. Le droit de se réunir pour former soit un État, soit une société pour défendre des intérêts communs, est essentiellement un droit naturel que jamais personne n'a combattu en principe : théoriquement, il n'y a aucune raison pour prohiber l'association entre ceux qui travaillent dans une même industrie; au contraire, ces associations qui ont pour but la recherche du bonheur par le travail sont sacrées. Ce qu'il fallait, c'était rétablir le droit d'association en écartant tout danger de retomber dans les abus démontrés par l'expérience des siècles antérieurs à celui-ci; il fallait diviser la loi de 1791 en deux parties, garder ce qu'elle avait de bon

et supprimer le reste; ce n'est pas malheureusement ce que faisait le projet de M. Lockroy.

La liberté qu'il accordait aux syndicats était si grande, que leurs statuts pouvaient supprimer celle des adhérents. Les associations d'après le projet n'auraient été soumises qu'à une déclaration contenant les statuts de la société, le nombre des membres, leurs noms et leurs adresses, et renouvelée tous les ans, sans rien prescrire pour limiter les règles impératives imposées aux sociétaires.

M. Limousin proposait d'interdire aux statuts d'être une occasion d'inégalité entre les sociétaires et les non-sociétaires, de poser des limites de nombre, d'âge, de système, de travail, etc..., et enfin d'instituer un délégué spécial du gouvernement pour recevoir les déclarations de ces sociétés.

Si on examine au point de vue pratique les chambres syndicales, on reconnaît que toutes celles de patrons et la plupart de celles d'ouvriers désirent vivement voir disparaître l'antagonisme qui existe entre le travail et le capital et dont la cause est, d'une part, la volonté des patrons de rester autoritaires absolus dans leur dignité; d'autre part, la résolution de l'ouvrier de rester indépendant et de traiter d'égal à égal. Si l'on fait intervenir au-dessus de ces causes un besoin commun d'entente sur les intérêts réciproques, les questions subsidiaires, ferments de l'antagonisme, disparaîtront.

Tel doit être le premier but des chambres syndicales, quelles qu'elles soient, et qui malheureusement

est repoussé aveuglement par quelques-unes d'ouvriers : cependant on doit reconnaître que la plupart déclarent au premier article de leur règlement qu'elles ont pour objet : de chercher à réaliser en vue du progrès moral et matériel de la corporation toutes les améliorations dont elle est susceptible par l'étude, la concorde et l'équité, de prévenir les conflits entre ouvriers et patrons ou d'en atténuer l'effet par la conciliation : quelques-unes portent également l'article suivant : *toute discussion en dehors des intérêts de la société est interdite ; il est expressément défendu d'agiter la moindre question religieuse ou politique*. Ces articles, joints à la défense absolue d'admettre dans une société un individu n'exerçant pas réellement la profession représentée par le syndicat, devraient être obligatoires dans la future loi.

Section II. — Tentatives des Patrons et des Publicistes.

CHAPITRE PREMIER

DIFFÉRENTS ESSAIS D'AMÉLIORATION DU SALARIAT

L'homme prend dans la nature les éléments dont il a besoin; ces éléments, il les extrait et les rend consommables par lui à l'aide d'un effort qui s'appelle le travail. Le travail depuis bien longtemps n'est pas individuel, mais collectif, et il faut la collaboration de plusieurs hommes, quelquefois même d'un grand nombre, pour amener du sol d'où on l'extrait dans la main de celui qui doit en faire usage le produit consommable. La conséquence de cette opération est que le résultat de l'action commune doit être réparti entre tous les coopérateurs proportionnellement à la quantité et à la qualité du travail de chacun.

Le salariat consiste en ceci : un certain nombre de coopérateurs d'une production ne pouvant atteindre le résultat final, vendent leur part à d'autres qui

peuvent attendre. Ceux qui vendent leur part sont ceux qu'on appelle les salariés, ceux qui achètent la part des autres sont les capitalistes entrepreneurs d'industrie.

« Les conditions du travail se sont transformées depuis le commencement du siècle : à la petite industrie, qui existait presque seule autrefois, se substitue de plus en plus la grande industrie. Autrefois, les employeurs étaient presque aussi nombreux que les employés et ceux-ci pouvaient facilement changer d'atelier, les conditions d'emploi étaient le résultat d'un libre débat entre les deux parties contractantes ; aujourd'hui, les ouvriers sont en grand nombre et les patrons peu nombreux, il en résulte que, dans l'engagement du travail, le premier impose ses conditions, le second les subit. Enfin, autrefois, l'ouvrier pouvait devenir facilement patron, aujourd'hui, avec les capitaux énormes que nécessite l'industrie, il ne le peut plus. La conséquence de cette situation nouvelle est que de nombreux travailleurs doivent vivre dans le salariat sans espoir d'en sortir, et l'on se demande comment ces conditions seront supportées (M. Limousin). »

La première amélioration à faire est donc d'améliorer le salaire ; « pour que le producteur vive, disait Proudhon, il faut que son salaire puisse racheter son produit, c'est-à-dire que le produit lui appartienne tout entier ». Mais il n'arrive presque jamais que pour un produit il n'y ait qu'un producteur ; il faut donc que tous les salaires réunis égalent le pro-

duit. En partant de ce principe, le salaire doit suivre toutes les évolutions du produit, monter et baisser avec lui. « Quand le capital s'accroît plus rapidement que la population, il s'ensuit deux effets infaillibles qui tous deux concourent à améliorer le sort de l'ouvrier : baisse des produits, hausse des salaires (Bastiat). » Mais ces deux événements ne marchent que très rarement ensemble, la plupart du temps le salaire suit les produits.

Or, comment régler ce salaire : « les ouvriers désirent gagner le plus possible, les maîtres donner le moins qu'ils peuvent : les premiers sont disposés à se concerter pour élever les salaires, les seconds pour les abaisser (A. Smith) » sans tenir compte des circonstances ? Le salaire alors est fixé par le plus fort, par celui qui peut résister le plus longtemps, et Bastiat avait raison de s'écrier : le salaire laisse encore trop de place à l'aléatoire.

A la réunion du Luxembourg, les ouvriers demandaient que désormais dans toute entreprise industrielle tous les travailleurs, ouvriers, contremaîtres, employés, ingénieurs, directeur ou gérant, soient associés avec les actionnaires en raison du travail des uns et du capital des autres : les bénéfices restant disponibles après le payement des salaires des travailleurs et après celui des dividendes du capital pour intérêt et amortissement, seraient répartis entre tous selon le chiffre du salaire et du dividende de chacun.

Ce que les ouvriers demandent, c'est un salaire fixe et invariable et à côté une sorte d'autre salaire

provenant comme rémunération de leur aide à la prospérité de l'entreprise dont ils font partie. Différents essais ont été faits par les patrons, nous les ramènerons à trois types principaux : 1° la majoration des salaires; 2° la participation aux bénéfices; 3° l'association.

1° La majoration des salaires est la création d'un second salaire octroyé par le patron en sus du salaire courant, mais rigoureusement distinct de lui dans son origine et sa destination. Elle peut affecter trois formes différentes : elle est fixe, proportionnelle ou progressive. Fixe, elle consiste en une somme déterminée et attribuée chaque année par le patron à chaque ouvrier; proportionnelle, elle consiste en un tant pour cent du salaire gagné par l'ouvrier; progressive, elle consiste en une somme d'autant plus élevée que l'ouvrier est plus ancien.

La majoration du salaire n'est jamais remise à l'ouvrier, elle est déposée, soit dans une caisse de secours ou de retraite, soit dans un dépôt afin de former une rente ou un capital que l'ouvrier pourra toucher à un moment donné; le versement se fait en général à capital réservé, cependant quelques maisons ont admis le capital aliéné. Quelquefois encore une partie seulement de la majoration est versée dans une caisse étrangère, l'autre est placée dans la maison et rapporte un intérêt fixe accompagné souvent d'une part de bénéfice et donné à intervalles réglés aux ouvriers. Tel est le système de l'imprimerie Chaix, à Paris. Au Creuzot, MM. Schneider et Cie

versent deux pour cent du salaire remis à chaque ouvrier à la caisse de retraite de l'État pour lui obtenir une rente à partir de cinquante ans; mais l'ouvrier peut reculer la limite d'âge jusqu'à soixante ans. Si l'ouvrier est marié, la Société verse à la même caisse un pour cent du même salaire pour constituer une rente sur la tête de la femme. L'ouvrier et sa femme sont propriétaires de leur livret de caisse, même s'ils quittent le Creuzot.

Le droit à la rente ou à un capital est quelquefois sous la condition ou l'obligation de rester un certain temps dans la maison.

Dans certaines maisons, l'ouvrier doit, pour bénéficier du système de la majoration, concourir avec le patron à constituer son avoir de l'avenir en prélevant une certaine somme sur son salaire fixe, ce qui habitue les ouvriers à l'épargne.

L'admission à la majoration a généralement lieu dès que l'ouvrier est entré dans la maison; quelquefois cependant, on exige un stage ou un certain nombre d'heures de travail par jour.

2° La participation est l'organisation dans laquelle l'ouvrier, outre son salaire fixe, touche un tant pour cent sur les bénéfices que la maison retire, soit de toutes les opérations qu'elle entreprend, soit seulement de celles auxquelles l'ouvrier a pris part. Ce surplus du salaire fixe est tantôt purement gracieux de la part du patron, tantôt stipulé dans le contrat de louage. Dans ce dernier cas, les ouvriers ont le droit de demander communication des livres de

commerce pour s'assurer si le bénéfice est bien tel qu'on leur a indiqué, puisqu'ils ont droit à une partie; le contraire a lieu dans le premier cas.

La distribution de cette quote-part des bénéfices peut se faire de deux manières; elle est tantôt individuelle, les sommes attribuées aux ouvriers leur sont remises de suite ou sont inscrites sur leur livret; tantôt collective, elle est versée dans un fonds commun au profit de tous les ouvriers, dans une caisse de retraite, par exemple.

Ces deux systèmes peuvent se combiner : moitié est versée aux ouvriers, moitié au fonds commun. Dans quelques maisons on prélève sur la première moitié un versement pour une société de secours mutuels.

L'ouvrier ne participe qu'aux bénéfices et ne supporte pas les pertes : quand la maison ne fait aucun gain, il a toujours un salaire fixe : toutefois, lorsque le patron a établi une caisse spéciale de l'atelier, il a le droit de la faire participer aux pertes; mais jamais l'ouvrier ne les supporte directement. La part de chacun est déterminée proportionnellement, tantôt au nombre d'années de service, tantôt à une combinaison du salaire et de l'ancienneté.

3° L'association ouvrière n'est représentée d'une façon prospère que par une seule maison, celle qu'a fondée M. Leclaire.

Elle se divise en deux parties, d'abord une maison industrielle ayant pour objet la peinture, vitrerie et miroiterie; puis une société de prévoyance et de secours mutuels des ouvriers et employés de la maison

industrielle. Cette dernière a une part de vingt-cinq pour cent sur les bénéfices de la maison industrielle qu'elle commandite pour deux cent mille francs.

Tout employé ou ouvrier de la maison industrielle verse vingt francs de droit d'admission et dès lors est membre de ladite société et a droit à des secours en cas de maladie, à une retraite, s'il ne peut plus travailler : les veuves et les orphelins ont également droit à une pension.

La maison industrielle comprend : la société commanditaire, deux associés responsables et des ouvriers et employés. Ces derniers forment une masse qui a droit à cinquante pour cent sur les bénéfices, la société avons-nous vu, a droit à vingt-cinq, les deux associés responsables se partagent les vingt-cinq pour cent restants de la manière suivante : deux tiers au plus ancien, un tiers à l'autre.

En outre, les associés, employés et ouvriers ont droit au salaire ordinaire d'après les tarifs de la ville de Paris.

Comme organisation du personnel, la maison, outre le patron, se divise en quatre parties : les deux associés, le noyau, les employés et les ouvriers.

Les deux associés ont la signature sociale, mais ils ne peuvent engager la maison de façon à faire naître une action contre elle. Ils sont nommés par une assemblée composée des employés et du noyau, et pris parmi les employés faisant partie du noyau.

Les employés sont des ouvriers choisis par les associés parmi les ouvriers faisant partie du noyau, au-

tant que possible, ils sont toujours attachés à la maison et reçoivent un salaire régulier même dans les moments de chômage.

Les ouvriers, au contraire, peuvent ne faire que passer par la maison ; ils sont comme partout, payés tantôt à l'heure, tantôt à la journée

Le noyau est une sorte d'aristocratie de la maison, il comprend des ouvriers et des employés : il nomme le conseil de la société de secours mutuels, les chefs d'atelier et les membres du comité de conciliation. Ce comité se compose de cinq ouvriers, trois employés et du patron président ; seul, il peut donner des conseils ou des avertissements, prononcer des expulsions temporaires de un à trois mois ou le congé définitif, quand il s'agit d'un membre du noyau, d'un employé ou d'un apprenti. Les ouvriers ordinaires ne dépendent que du patron.

CHAPITRE II

THÉORIES DES PRINCIPAUX PUBLICISTES

Il y a un siècle environ, personne, sauf quelques esprits d'élite, n'aurait osé discuter une doctrine émise comme axiome sans examen : le travail et le capital sont ennemis. L'idée qu'un ouvrier pouvait vivre heureux en restant ouvrier n'était venue à personne ; il a fallu le grand mouvement économique du dix-huitième siècle pour que cette question fût posée : Peut-on améliorer le sort de l'ouvrier ? Dès lors tous les économistes recherchent les causes du paupérisme et quelques-uns osent timidement d'abord indiquer les remèdes qu'ils croient avoir trouvés.

1^o Turgot constate que le simple ouvrier qui n'a que ses bras et son industrie, n'a rien tant qu'il ne parvienne pas à vendre aux autres sa peine. Cette peine va donc profiter à un autre ; mais cet autre doit acheter ce profit ; nécessairement il cherchera à le payer le moins cher possible, de là impossibilité pour l'ouvrier de gagner plus que ce qui lui est indispensable pour sa subsistance. Quant au remède, Turgot n'en a pas indiqué précisément ; mais ses actes ont toujours eu pour but l'amélioration de la classe ouvrière : l'en-

thousiasme avec lequel le peuple le redemandait comme ministre dans les moments de crise le prouve assez ; toutefois, il donnait aux ouvriers les moyens d'arriver, puis les laissait libres après leur avoir rendu accessible la route du bien-être : Aide-toi, le ciel t'aidera, semblait-il dire, et il renvoyait l'ouvrier aux doctrines de Franklin alors si populaires en France, pour la manière dont on devait suivre ce chemin.

2° Franklin, qui était sorti de l'atelier par ses seules aptitudes, ne cessait de prêcher l'ordre et le courage à l'ouvrage : dans sa lettre à un jeune ouvrier, il dit que le chemin de la fortune sera aussi uni que celui du marché pour celui qui aura comme devise ces deux mots : Travail et économie. Autre part il s'écrie en s'adressant à tous : « Si quelqu'un vous dit que vous pouvez vous enrichir autrement que par le travail et l'économie, ne l'écoutez pas, c'est un imposteur. »

3° Adam Smith, à propos des salaires et comme cause de la misère de la classe ouvrière, s'attache à l'inégalité forcée du prix du travail avec les denrées nécessaires à la vie. Y a-t-il abondance dans un pays, les vivres sont à vil prix ; mais on a besoin d'un grand nombre d'ouvriers, les patrons se font concurrence entre eux pour les obtenir et augmentent les salaires ; car, plus le patron aura d'ouvriers, plus il produira, plus il gagnera. Au contraire, est-on dans un moment de crise, les denrées deviennent rares et leur prix augmente, les ouvriers alors manquent d'ouvrage, il n'y a pas de demande, ce sont eux qui

offrent et, en conséquence, les salaires diminuent. C'est pourquoi le bien-être de l'ouvrier est intimement lié à la prospérité industrielle et agricole de la nation tout entière. Trouver les moyens d'accroître la richesse d'une nation est par conséquent le meilleur moyen d'améliorer le sort de l'ouvrier.

4° Malthus, après avoir résumé les systèmes qui tendent à détruire le paupérisme, les applique à la classe ouvrière. Pour que les salaires augmentent, il n'y a qu'à diminuer le nombre des ouvriers dont le marché est surchargé : l'État y arrivera en instruisant le peuple et en lui faisant comprendre que donner à une nation des enfants qui sont voués au paupérisme n'est pas une action digne de toute louange. Il reprend alors la théorie sur la surveillance des mariages par l'État.

5° J.-B. Say, adoptant les mêmes théories que Smith, ne trouve de remède au paupérisme que dans une bonne administration. Les institutions de secours, tant qu'elles ne donnent pas à l'ouvrier les moyens de sortir définitivement de la misère, sont plutôt un mal qu'un bien, car elles ne servent qu'à faire végéter les populations dans la pauvreté. Avant de secourir l'ouvrier, il faut chercher la cause de la chute du salaire ; si elle est passagère, les secours de bienfaisance sont suffisants, si elle est durable, il faut de plus faire changer d'industrie les ouvriers qui ont souffert.

6° David Ricardo dit que le prix du travail doit être indépendant de la valeur de la chose produite ;

l'ouvrier doit avoir, pour prix de son travail, ce qui lui est nécessaire pour son existence et celle de sa famille sans qu'il y ait augmentation ni diminution de la population. C'est-à-dire que dans son travail l'ouvrier doit trouver la subsistance pour lui, sa femme et deux enfants. Donc, théoriquement, le salaire devrait hausser ou baisser selon le prix des denrées nécessaires à l'existence. C'est ce qui a lieu d'une façon lente mais continue quand on envisage un assez long espace de temps, un siècle, par exemple; mais ce n'est pas ce qui a lieu de saison à saison ou d'année à année; au contraire, l'offre et la demande font alors seules la loi. Peut-être vaudrait-il mieux pour l'ouvrier qu'il soit payé en denrées qu'en numéraire : mais ne pouvant changer la coutume existante, il faut chercher un remède au paupérisme en forçant l'ouvrier à ne compter que sur lui et non sur l'État ou sur la bienfaisance publique. Qu'on lui vienne en aide quand il est dans le besoin, soit; mais que l'espoir d'être secouru ne soit pas tel qu'il néglige d'éviter de tomber dans la nécessité d'être assisté.

7° Charles Fourier est le premier qui se soit vraiment livré avec toute l'attention possible à l'étude de la question ouvrière. Ayant eu à lutter beaucoup et ayant souffert dans la première partie de sa vie, il voulait éviter aux autres ces luttes et ces souffrances. Sa théorie repose sur l'association; il voulait voir s'organiser en phalange quinze à dix-huit cents individus ayant une lieue carrée de terrain à cultiver. Les femmes et les enfants

tout le temps seraient occupés aux travaux des champs, les hommes se livreraient à l'industrie et viendraient aider leur famille aux heures de repos et dans les temps de chômage; mais tous réunis par un lien moral, s'entr'aidant dans toutes les difficultés de la vie et obtenant par ce groupement une force morale assez comparable à celle de la phalange antique.

La phalange intérieurement est divisée par groupes afin d'exciter l'émulation cause indispensable du progrès; mais comme le groupement toujours semblable change l'émulation en rivalité qui dégénère en inimitié, les groupes sont organisés en série, de sorte que deux individus travaillant ensemble dans telle série sont rivaux dans telle autre : de là impossibilité d'antagonisme.

Chaque phalange a une régence composée des chefs de série pour l'administrer et distribuer ses revenus, qui sont divisés en douze parties dont quatre reviennent au capital représenté par des actions au porteur (car la phalange n'est pas ennemie du capital, elle ne spolie personne et respecte les droits du capitaliste qui apporte son concours à l'association), huit aux associés de la phalange. Ces huit parties sont distribuées entre les chefs de série qui en font deux lots, les cinq huitièmes sont remis aux individus selon le nombre de séances de travail constatées sur un registre spécial, les trois autres huitièmes sont la récompense du talent; on les distribue à ceux des ouvriers qui ont été choisis par

leurs camarades pour avoir les grades dans les phalanges ; mais ces grades n'accordent aucune sinécure ni diminution de travail.

Loin de se montrer ennemi des machines, Fourier les recommande, et l'association phalanstérienne pourra faire ce qui est impossible à un individu isolé, employer des machines pour l'agriculture. La machine doit dispenser l'homme de tout travail qui s'appelle corvée.

Quant à l'enfance, son instruction est confiée aux vieillards qui n'ont plus les forces physiques réclmées pour le travail. Le disciple le plus fervent de la doctrine phalanstérienne a été M. Considérant, qui a essayé de la mettre en pratique sans y arriver.

8° MM. François Vidal et Louis Blanc sont les apôtres du travail fourni par la nation aux ouvriers : le peuple a droit au travail, s'il n'en trouve pas auprès des particuliers, la société représentée par l'État doit lui en donner.

L'État doit d'abord secourir les industries privées et stipuler pour les ouvriers des avantages, la participation aux bénéfices ; les ouvriers recevraient un salaire et un dividende, les capitalistes des intérêts et un dividende. Les bénéfices seront ainsi partagés entre le capital et le travail avec un fonds de réserve pour parer aux crises éventuelles. Puis l'État achète les usines, les fait exploiter par des ouvriers associés, perçoit l'intérêt du capital et abandonne les bénéfices aux ouvriers. Les ateliers de l'État deviennent ainsi les ateliers modèles, de véritables écoles normales

industrielles. L'État encourage les petits industriels et les corporations d'ouvriers, il fait des avances de fonds aux associations volontaires et supprime ainsi les intermédiaires et le marchandage; il fait faire tous les travaux publics par ces associations ou dans ces ateliers.

L'idée des ateliers a été mise en pratique en 1848 et l'on sait quel en a été le résultat.

9° M. Michel Chevalier commence par combattre les doctrines des phalanstères et des ateliers nationaux; outre les nombreuses difficultés que la phalange rencontrerait pour s'établir, la base de cette doctrine, le travail attrayant, n'existe pas et n'existera jamais. Ce n'est pas cela qu'on reproche au travail, c'est de ne pas être assez productif; l'espoir d'un bénéfice seul a de l'attrait, c'est lui seul qui fait supporter le travail. De plus, la phalange est opposée à toute propriété individuelle pour ses associés, il faut donc fixer un minimum de gain que touchera tout homme même ne travaillant pas, c'est là une violation de la liberté et un encouragement au farniente.

Quant au système des ateliers nationaux, trois objections lui sont faites. Il supprime la concurrence qui est indispensable au progrès de l'industrie, le pays restera stationnaire et sera dépassé par les nations voisines; l'égalité des salaires est également un mal; le salaire dépend du rapport entre la population et le capital, c'est le prix du travail envisagé comme marchandise et par suite soumis à la loi de l'offre et de la demande; enfin ce salaire qui serait

fixé par la représentation nationale obligerait les patrons à se conformer aux règlements des ateliers nationaux sous peine de voir désertier leurs usines.

Ce n'est pas dans la suppression du patron et par une législation méticuleuse que l'ouvrier verra son sort amélioré, mais avec un régime de sage liberté. Rien n'est impossible à l'homme honnête, appliqué, économe, sobre et prévoyant; tout fait défaut à celui qui est lâche au travail, imprévoyant, dissipateur et débauché. Le premier, grâce à sa bonne réputation, trouvera un salaire élevé et sera content de son sort; le second, repoussé de tous les ateliers, se plaindra toujours : à qui la faute ? Que chacun soit libre et qu'il ait la responsabilité de ses actes, telle est la règle générale; mais, sur certains points spéciaux, l'État peut prendre des mesures organiques, disciplinaires et administratives afin de réprimer les abus qui peuvent naître de l'espoir d'un gain exagéré.

De même, on ne doit pas empêcher les ouvriers de s'associer entre eux ou avec les patrons s'ils le désirent, ces derniers peuvent même faire participer leurs ouvriers aux bénéfices; mais dans ces questions il faut laisser la plus grande liberté, ne pas défendre, mais ne pas exiger; chacun agira comme il l'entendra.

Cependant les ouvriers, comme les patrons, ont le plus grand intérêt à retirer de l'organisation des syndicats, de part et d'autre, qui permettra l'accord entre le capital et le travail et de la participation aux bénéfices qui donne aux ouvriers intérêt à ce que les affaires du patron soient prospères.

En résumé, ce qu'il faut, c'est la liberté la plus complète jointe à l'association de part et d'autre et à la fraternité dans les rapports.

10° Blanqui, en 1848, fut délégué par l'Académie des sciences morales et politiques, qui lui avait posé sept questions à résoudre, dans les principaux centres manufacturiers de France :

1° Rechercher quelle est l'éducation physique et morale des enfants d'ouvriers. Blanqui se plaint amèrement de l'insouciance des parents et du gouvernement à ce sujet.

2° Quelle est sur les mœurs et le bien-être des ouvriers l'influence de la vie de famille, de l'esprit religieux et des lectures auxquelles ils se livrent habituellement. L'abus du cabaret et du tabac fait oublier à l'ouvrier la vie de famille et le désir d'économiser ; cela résulte de la comparaison entre les ouvriers du Nord, qui dépensent leur salaire à boire et à fumer, se contentant de vivre dans les caves de Lille, et les ouvriers du Midi qui amassent leur paye pour s'acheter un cabanon, objet de toute leur ambition.

3° Quel est l'effet des diverses professions sur la santé et le caractère des populations ouvrières. Les patrons s'efforcent d'assainir leurs usines, mais très peu de travaux sont devenus absolument inoffensifs, l'agglomération est une cause d'entraînement aux troubles plus dangereux dans le Midi que dans le Nord : enfin le caractère de l'ouvrier devient peu à peu vif ou lent, selon que le travail qu'il accomplit est l'un ou l'autre.

4° Quelles sont les causes économiques auxquelles on doit attribuer le malaise de ces populations, et si ces causes sont différentes pour les populations manufacturières et pour les populations agricoles. Le malaise n'est pas général, il n'existe d'une façon permanente que dans les manufactures de cotons, laines et fils dont le développement trop rapide a été la cause du paupérisme ayant un caractère de ténacité et de détresse tout à fait particulier; l'agglomération de la population ouvrière n'ayant pas correspondu à l'augmentation de la quantité des vivres, ceux-ci ont naturellement augmenté de prix sans que rien les puisse faire diminuer. Mais dans les autres industries, le malaise provient de la longueur des journées de travail (douze heures). Il faudrait une combinaison qui permît de concilier les intérêts de la production avec ceux du producteur, c'est-à-dire un salaire raisonnable avec un prix de vente suffisant pour le maintien de l'entreprise et la régularité du débouché; on éviterait ainsi l'encombrement et la baisse des marchandises et on pourrait rendre à l'ouvrier une partie de son temps sans qu'il y ait de chômage. Certainement l'ouvrier des campagnes est plus heureux; mais son désir de gagner davantage lui fait quitter son village et les travaux des champs pour la ville et les emplois dans les manufactures; l'État devrait s'efforcer d'arrêter cette émigration.

5° Quelles sont les industries les plus exposées au chômage et les causes habituelles de ces chômages. Ces industries sont celles où l'ouvrier gagne le moins,

parce qu'elles produisent, en général, plus qu'on ne leur demande; le mal provient presque toujours de représailles de douanes, le meilleur remède serait donc le libre-échange.

6° Si l'association entre ouvriers est un moyen d'améliorer leur sort, et s'il existe des exemples qu'on pourrait facilement imiter. Avant 1848, Blanqui ne voit aucun exemple sérieux d'associations ouvrières; du reste, ces associations seraient moins en état de résister que les chefs d'entreprise, car, au moindre sinistre, chaque membre perdant confiance, voudrait se retirer, ce qui amènerait la ruine de l'association et de son but. Les seules associations que les ouvriers puissent faire sont celles de secours mutuels, les autres ne sont qu'un instrument de guerre des ouvriers contre leurs chefs, souvent sortis de leurs rangs.

7° Quels progrès sont survenus depuis vingt-cinq ans dans la condition des ouvriers et quelles ont été les causes de ces progrès. De 1820 à 1848, le sort des ouvriers ne fit que s'améliorer, grâce aux sociétés de secours mutuels et de bienfaisance. La classe ouvrière de France est la plus aisée de toute l'Europe, mais elle n'est pas encore arrivée au degré de bien-être qui semble lui être réservé plus tard.

En résumé, direction de l'enfance sous la surveillance vigilante de l'État, suivre les adultes au sortir de l'école et s'efforcer de perfectionner leurs études, guerre aux abus du cabaret et des dépenses semblables, et législation spéciale sur les logements insalubres et trop petits, revision des tarifs de douane

pour arriver peu à peu au libre-échange. Du côté des ouvriers, esprit d'association dans les limites praticables.

11° Proudhon, l'apôtre du mutuelliste, supprime « la royauté du numéraire » et la remplace par une idée d'échange ; tout service se paye par un autre service, l'unité monétaire devrait être la journée de travail type, le service qu'un ouvrier ordinaire rend en travaillant un jour, abstraction faite de tout talent, dignité ou instruction : certains bons ouvriers pourraient en un jour fournir deux, ou même trois journées de travail. A la place de la monnaie, on verrait en circulation des bons de journée de travail que les ouvriers délivreraient contre ce dont ils auraient besoin et contre lesquels les patrons échangeraient leur produit ; un crédit mutuel est indispensable à cette organisation, c'est à la loi, seul pouvoir reconnu, de l'établir. La simple bonne foi de chacun suffira pour faire triompher ces idées.

12° M. Jules Simon, dans son ouvrage sur la liberté civile, reconnaît que le premier des droits dont se compose la propriété est le droit de travailler ; que grâce à Turgot et à la Constituante, on était arrivé à cette liberté, mais que les guerres étrangères n'avaient pas laissé à ce régime le temps de s'établir et qu'aujourd'hui cette liberté, quoique réelle, est encore incomplète, menacée tantôt par le triomphe des absolutistes, tantôt par celui des communistes révolutionnaires.

La Révolution commit une faute en interdisant les

corporations, car elles ne sont pas un danger tant que les ouvriers ne sont pas obligés d'y rester et de leur obéir et leur interdiction condamnait l'ouvrier à subir la loi du patron, car un ouvrier par lui-même ne représente rien, il est sans force, ce n'est que par l'association qu'il devient quelque chose et qu'il représente le travail pouvant être opposé au capital. Le meilleur est la liberté : laissons les ouvriers faire leurs affaires eux-mêmes, mais on ne peut pas entraver l'industrie sans que les ouvriers s'en ressentent ; donc il faut admettre le libre-échange. Cette liberté sans limite, pour être un bien et assouplir les rapports entre le patron et les ouvriers, doit être guidée par l'intelligence ; plus cette dernière aura de pouvoir sur les individus, plus les hommes libres s'efforceront d'arriver au bien-être universel ; pour cela il faut donner à tous une instruction de plus en plus forte, car ce n'est qu'avec le progrès de la science que la liberté pourra être un bien. En résumé, instruisez le travailleur et émancipez le travail.

13° M. Le Play est l'ennemi de la suppression du patron ; l'association, dit-il, n'est bonne que dans les entreprises auxquelles l'activité individuelle ne saurait suffire. Les rapports entre patrons et ouvriers doivent être tels que, sans qu'aucune loi ou contrainte intervienne à ce sujet, les premiers regardent comme leur principal devoir de faire comprendre aux ouvriers que la vie de famille est le seul moyen d'arriver à l'amélioration de leur sort, de leur donner le goût de l'épargne et de les attacher à la manufac-

ture en les prenant plutôt à l'année qu'à l'heure, et que les seconds aient de l'affection et du respect pour

patron en le regardant comme leur protecteur naturel. La meilleure usine est celle où les ouvriers et les patrons se succèdent de père en fils, de manière à ne former en quelque sorte qu'une seule famille.

M. Le Play est très partisan de voir s'augmenter le salaire de l'ouvrier au moyen d'une participation aux bénéfices. En un mot, le bien-être de l'ouvrier dépend de l'organisation de la famille-souche et du dévouement réciproque entre le maître et l'ouvrier.

14° M. Tallon, qui fut un des membres de la commission de la loi de 1872, a publié un livre qui est le développement de son rapport à la Chambre, rapport qui n'a pas été publié. Dans ce livre, M. Tallon constate ce qui est ; il prend l'ouvrier dès son enfance, examine les devoirs de la mère, les règles de l'apprentissage, l'éducation professionnelle, et enfin les institutions ouvrières, les théories qui se répandent parmi eux et leurs aspirations. Les ouvriers suivent l'exemple de leurs patrons, beaucoup plus que les prescriptions de la loi qu'ils n'ont souvent jamais lues ; l'immoralité des patrons, le peu de respect qu'ils ont pour l'ouvrier, entraînent l'immoralité de l'ouvrier et son mépris pour le patron. La démocratie est comme un fleuve qui est sur le point de déborder ; loin de vouloir arrêter sa crue, il faut savoir le diriger, lui ouvrir de nouvelles voies et il coulera aussi paisiblement qu'auparavant. Les ouvriers crient : mort au capital, que faut-il faire ? Aller ouvertement au-devant des

besoins, des aspirations, des revendications de la masse, faire discerner aux hommes de bonne foi le vrai du faux ; pour cela, éclairer, moraliser, défendre les pieux respects et les saintes croyances, ouvrir à la liberté et à la lumière les portes de l'association fermées sur les conciliabules occultes, ne point faire de la liberté du travail individuel le champ des luttes du monopole, reconnaître que l'union des faibles est le premier, le plus nécessaire des besoins, favoriser la famille par d'utiles institutions, protéger la jeunesse, la faire bonne par l'éducation pour rendre un jour la nation meilleure.

CHAPITRE III

APPENDICES. — L'OUVRIÈRE EN FRANCE. — SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ANGLETERRE ET DE L'ALLEMAGNE.

1° « Connaître la misère de l'ouvrier n'est rien, a dit Proudhon, il faut connaître la misère de l'ouvrière. » La femme, dans les classes ouvrières, doit prendre sa part au travail; pour elle comme pour l'homme, il y a trois sortes de travaux : le travail isolé, celui de l'atelier et celui de la manufacture; le premier est le seul qui lui convient réellement, car c'est lui seul qui permet en même temps à la femme de gagner sa vie et de veiller aux soins du ménage, de s'occuper des enfants et des vieux parents. Supprimez ce travail isolé, envoyez la femme à l'atelier ou à la manufacture, aussitôt vous voyez apparaître la nécessité de la crèche et de l'asile pour l'enfance, de l'hospice pour les vieillards, il n'y a plus de vie de famille.

Mais dans beaucoup de pays l'habitude de l'atelier et de la manufacture est tellement enracinée qu'il est impossible de la faire disparaître; il faut se résoudre à examiner quelle est la situation de ces femmes et voir comment on pourrait l'améliorer.

La femme, quelle que soit son ardeur au travail, ne gagne jamais le salaire d'un homme, sous prétexte qu'elle n'a pas la même force. Le véritable motif est que la femme est plus sobre et plus économe que l'homme et qu'avec un salaire moins fort elle se procure le nécessaire plus facilement que lui ; les manufacturiers ont de tout temps compté tourner à leur avantage ce qui devrait profiter à la femme. En général les journées de l'ouvrière sont payées les trois quarts de celles des ouvriers. Et cependant, quand on visite les filatures de coton, laine ou lin, on voit que les femmes ne sont pas moins occupées que les hommes ; si elles n'ont pas la force de faire certains travaux réservés pour cela aux hommes, en revanche, il est certains ouvrages qui demandent une délicatesse que la femme seule peut y apporter. Bien souvent elles ont à remplir les travaux les plus pénibles tels que le peignage des laines ou l'apprêtage des tissus. Cependant c'est encore aux travaux des manufactures que les ouvrières trouvent des salaires assez élevés ; les travaux d'aiguille ou autres semblables ne peuvent que difficilement suffire pour leur existence, à cause de la concurrence faite par le travail des prisons, des couvents ou des ouvroirs. M. Jules Simon a calculé qu'une couturière, à Paris, n'a au maximum que 59 centimes pour sa nourriture.

J.-J. Rousseau, en recherchant les motifs de cette inégalité de salaire entre les hommes et les femmes, l'attribue au petit nombre de métiers laissés libres par les hommes et au grand nombre de femmes qui

demandent de l'ouvrage : ceci était vrai de son temps, mais aujourd'hui la simple inspection des usines suffit pour démontrer que cette cause n'existe plus, qu'un grand nombre d'emplois sont réservés aux femmes ; ce sont plutôt les ouvrières que les emplois qui manquent à l'industrie.

M. Leroy-Beaulieu en trouve la cause actuelle dans la prostitution à laquelle l'ouvrière s'adonne trop souvent et qui, presque toujours, produit plus que le travail journalier ; c'est à la prostitution plus encore qu'au travail des prisons et des couvents qu'il faut attribuer la modicité du salaire des femmes.

Le travail de nuit, si pernicieux pour la femme, n'est pas défendu par la loi ; on proposa sa suppression un peu avant 1848, mais la révolution fit disparaître ce projet ; en 1874, le projet de la loi sur le travail des femmes et des enfants revint sur cette idée, mais ce fut en vain, la Chambre força l'auteur de la loi à supprimer ce qui avait trait au travail de nuit pour les femmes au-dessus de vingt et un ans. Le travail dans les mines ou carrières est seul prohibé.

Un moteur simple et peu coûteux, dit M. Eugène d'Eichthal, adapté aux machines à coudre, aux divers métiers de filage et de tissage, ferait plus pour permettre aux femmes de se passer des grandes usines, que toutes les mesures législatives.

2° En Angleterre et en Allemagne, les ouvriers forment de vastes associations ayant pour but la résistance au capital. En Angleterre surtout, les ouvriers

sont réunis en loges d'après la contrée où ils demeurent et leur état, ces loges sont reliées entre elles par des comités directeurs ou grandes unions (*Trades Unions*) dont le but est d'assurer à tous les membres une existence honnête et respectable au moyen de salaires toujours suffisants.

Les Trades Unions apparurent tout à coup en 1830, et depuis elles n'ont fait que se développer; malheureusement, pour atteindre leur but principal, elles n'ont pas toujours recours à des moyens non coupables.

D'abord elles ont établi deux bourses, l'une pour favoriser et maintenir les grèves, l'autre pour fonder des caisses de secours pour les associés.

Mais quand une grève est déclarée, ils ne s'en tiennent pas seulement à un repos absolu, ils établissent des sentinelles autour de l'usine mise à l'index et empêchent tout ouvrier, même étranger à la société, d'y pénétrer : pour cela tous les moyens leur sont bons, ils emploient la violence et se vengent de leurs ennemis, en les faisant sauter avec leurs familles dans leurs maisons ou les défigurant avec du vitriol. Les affiliés se soumettent aveuglément aux ordres des loges et ne reculent jamais devant un assassinat commandé. L'intimidation que ces sociétés inspirent est telle que les personnes victimes de ces violences refusent de déposer en justice, à moins que le gouvernement ne leur donne le moyen de s'expatrier aussitôt après.

La loge ne se contente pas de fixer le taux du

salaire, elle règle le nombre des ouvriers, celui des apprentis et la manière dont on doit travailler. Celui qui apporte trop de zèle à l'ouvrage est mis à l'amende.

Le gouvernement anglais ne pouvant anéantir les Trades Unions a résolu de les réglementer en autorisant leur existence et en les soumettant aux lois ordinaires des sociétés. Après ce bill, les Trades Unions se sont montrées plus calmes, le congrès de Leigh, tenu en 1873, fut moins violent que celui de Nottingham, tenu un an plus tôt.

En Allemagne, l'association des ouvriers est une ligue de guerre contre les patrons. Demeurant dans un pays pauvre la classe ouvrière est très nombreuse et la main-d'œuvre est moins payée que partout ailleurs. On a entendu les réclamations des ouvriers au congrès d'Eisenach en 1872, le résumé des demandes était la reconnaissance légale des associations professionnelles, l'établissement de conseils de prud'hommes comme en France, et une surveillance plus active de l'État sur l'observance des lois et règlements imposés aux manufactures.

Mais sous cette apparence de calme se cache une haine du capital, peut-être plus forte que partout ailleurs, ils veulent la lutte sans arbitrage, le considérant comme une baïonnette dirigée sur la poitrine de chacun d'eux. Mais les patrons, en quelques localités comme en Silésie, ont pu lutter plus longtemps que les ouvriers, dont la caisse se ressentait de la pauvreté du pays. La cause de cet antagonisme profond est surtout dans la violence des meneurs qui se ser-

vent des agitations du parti ouvrier pour arriver à la Chambre, l'État faisant, selon eux, cause commune avec le capital : pour le combattre, le grand chancelier s'écria un jour : « Souvenez-vous bien que les rois de Prusse ont toujours été les rois des pauvres. »

CONCLUSION

En résumé, les ouvriers en France ne sont pas aussi à plaindre que ceux de l'étranger; mais il n'en faut pas conclure que chez nous tout est pour le mieux : le sort du travailleur peut être encore beaucoup amélioré. Pour cela, il ne faut pas réclamer de l'État seulement des lois favorables à l'ouvrier, il faut que le patron et l'ouvrier travaillent eux-mêmes à cette grande œuvre. Tous deux doivent penser qu'ils sont aussi nécessaires l'un que l'autre à la prospérité d'un pays, qu'ils doivent s'unir s'ils veulent que le bien-être règne sur la nation, car l'industrie est la richesse d'un pays, et c'est à eux qu'elle est confiée; ils forment en quelque sorte la nation industrielle, et leur union est nécessaire, car toute nation divisée contre elle-même périra (saint Marc). « Il faut donc autant que possible rapprocher les ouvriers des entrepreneurs : l'ouvrier intéressé au succès de l'atelier où s'emploient ses labeurs y apportera plus d'énergie, plus de soin, plus de zèle, plus de volonté et, ce que rien ne remplace, un sentiment plus élevé de dignité et de responsabilité. Tout ensemble que de défiances, que de haines, précurseurs

infaillibles de luttes terribles, disparaîtraient alors pour faire place à une heureuse et honorable concorde ! Ce n'est jamais l'association elle-même entre maîtres et ouvriers qu'il sied de repousser, elle est excellente (G. de Puynode). » « La participation n'est qu'un mode de rétribution du travail, autrement dit un salaire éventuel payé à certains moments, sous certaines réserves. Ce salaire ne constitue pas une association réelle ; s'il est sagement appliqué, il peut tourner à l'avantage du patron qui l'adopte, il devient un bon calcul de sa part tout en profitant à l'ouvrier (L. Audiganne). »

Outre la bonne entente ensemble, le patron et l'ouvrier ont chacun des réformes à faire. Le patron, que sa position sociale place naturellement au-dessus de l'ouvrier, ne doit pas le faire sentir à ce dernier autrement que par l'exemple d'une conduite en rapport avec sa position : s'il est plus favorisé de la fortune, il doit se souvenir que ce n'est pas une raison pour qu'il ait le droit de se montrer dépravé, surtout devant ses subordonnés. L'ouvrier ne doit jamais pouvoir répondre, si on blâme sa conduite : Le patron le fait bien. Ce n'est pas tout, le patron doit former en quelque sorte une famille avec ses ouvriers, non pas en se mettant à leur niveau, et en oubliant son rang, mais en les protégeant, quand il peut leur rendre service, et en prévoyant pour eux le temps où ils ne pourront plus travailler pour les mettre à l'abri du besoin. Enfin il doit aussi éviter de les blesser par ses ordres trop brusques, car si le patron semble ou-

blier que les ouvriers sont des hommes comme lui, la réciprocité pourra se retourner contre lui.

Les devoirs du patron sont donc le bon exemple, la protection et le respect de la dignité humaine.

De son côté l'ouvrier devrait savoir la parole de Kant : « C'est par ses propres forces que l'homme doit se régénérer sans compter sur d'autre appui que celui de l'énergie et la persévérance de sa volonté. » Le travail et l'économie seront pour lui le chemin du bien-être, mais pour cela il faut qu'en sortant de l'atelier il ne connaisse d'autre route que celle qui le ramène dans sa famille ; le cabaret ne devrait jamais l'arrêter quand il n'a ni faim, ni soif ; c'est ici que le devoir de la femme est important : c'est à elle à rendre agréable à son mari le séjour de la maison ; c'est à elle à lui faire comprendre qu'il peut aussi bien causer avec ses amis chez lui ou chez eux que devant le comptoir du cabaret ; elle doit être économe, mais pourtant ne pas regarder à la dépense quand il s'agit de retenir son mari chez lui. Malheureusement si la femme est elle-même à l'atelier toute la journée, il lui est bien difficile de rendre la soirée agréable à son mari : pourtant les exemples ne manquent pas, surtout à Lyon.

L'ouvrier doit donc aimer la vie de famille et avoir pour devise celle que Franklin lui a donnée : travail et économie.

Le patron et l'ouvrier ayant rempli leur tâche et fait ce qui dépendait d'eux pour améliorer le sort de la classe ouvrière, il reste à se demander : que doit

faire l'État, c'est-à-dire la société? D'abord rompre tout ce qui peut arrêter les patrons et les ouvriers dans l'accomplissement de leurs devoirs; pour cela faciliter la formation des syndicats qui sont indispensables à l'entente entre les patrons et ouvriers, rendre plus accessibles les caisses de retraite et de secours mutuels, habituer le patron à veiller sur les ouvriers en le contraignant dans certains cas comme le fait le projet de loi sur la responsabilité dans les accidents. N'y aurait-il pas lieu aussi d'ordonner la fermeture des cabarets à certaines heures comme cela se fait dans certains pays, pour empêcher les ouvriers d'y entrer quand cela leur est inutile; à l'heure de la fermeture des ateliers, le soir, par exemple? En tout cas le nombre de ces établissements devrait être réduit et le marchand qui donne à boire à un homme déjà en état d'ivresse manifeste devrait pouvoir être poursuivi comme complice de son client, condamné pour ce fait.

Dans les grands centres on se plaint qu'il y a plus d'ouvriers que d'ouvrage et que pour être tous occupés les ouvriers se réunissent et décident qu'ils ne travailleront que trois ou quatre jours par semaine; mais alors ils veulent l'augmentation du salaire pour que chacun gagne comme s'il travaillait toute la semaine. De là des grèves puis un chômage régulier chaque semaine, pendant lequel l'ouvrier ne reste pas chez lui mais va dépenser sa paye avec ses camarades en parties de plaisir qui durent toute la journée, et enfin l'habitude de la paresse et de l'oisiveté con-

tractée très vite. Le remède à cet état de chose est très difficile. Ceux qui, comme M. Leneveux, déclarent que le livret est la mise sous la surveillance de la haute police de toute une catégorie de citoyens et s'en déclarent, par conséquent, les ennemis, ne trouvent de remède que dans les théories de Malthus, car ce qu'il faut, c'est diminuer le nombre des ouvriers. Mais ceux qui reconnaissent que, quand la société est menacée tout entière par la liberté accordée sans limite à une seule classe d'individus, il est du devoir de l'État de poser des bornes à cette liberté, trouvent un moyen bien plus pratique. En effet, les campagnes n'ont plus d'ouvriers, l'agriculture, comme on dit, manque de bras; ce qu'il faut, c'est empêcher les ouvriers de quitter la campagne pour les grandes villes. Dans les villes au-dessus de quarante mille habitants, par exemple, il serait défendu à tout patron de prendre un ouvrier n'ayant pas reçu de l'autorité municipale la permission de travailler dans cette ville. L'autorité municipale ne devrait donner cette autorisation que jusqu'à concurrence d'un nombre d'ouvriers limité dans chaque état approximativement en raison des travaux à faire : en dehors de cette règle l'ouvrier ne serait autorisé que si il est spécialement demandé par un patron ou s'il est né dans la ville. Celui qui serait né dans la ville serait autorisé une fois pour toutes tant qu'il ne changerait pas d'état, les autres devraient faire viser leur autorisation tous les ans et le visa, quand le nombre dépasserait la limite fixée pour la nouvelle

année, pourrait être refusé aux derniers autorisés.

Ceci n'aurait lieu que dans les grands centres, car dans les petites villes l'ouvrier qui ne trouve pas d'ouvrage semble moins éloigné de la campagne et y retourne plus volontiers.

L'ouvrier non autorisé pourrait quand même séjourner dans la ville et se placer, s'il en trouve l'occasion, en dehors des industries ; car la défense de les employer n'est faite qu'aux patrons, qui seuls sont répréhensibles en cas d'infraction ; l'ouvrier ne peut donc pas réellement dire qu'on attente à la liberté. Du reste, cette loi serait en faveur de l'ouvrier aussi bien que de la société, car la trop grande affluence d'ouvriers dans un même état finit forcément par retrancher la possibilité de travailler à plusieurs, et « il y a quelque chose de plus affreux que le travail sans pain, a dit M. Jules Simon, c'est le besoin, la capacité de volonté de travailler sans travail. » Actuellement l'établissement industriel qui peut servir de modèle aux autres est, sans contredit, le Creuzot. Là l'ouvrier peut, moyennant cinq à six francs par mois, se loger, lui et sa famille, dans une petite maison entourée d'un jardin et dont il peut devenir propriétaire en versant de petites annuités ; son avenir est assuré par un versement fait à la caisse de retraite en son nom par la société ; on l'encourage à se marier en faisant également un versement au nom de sa femme et en offrant à ses enfants l'enseignement aussi complet que possible. L'amour de la famille, l'aspiration vers la propriété et la sécurité du lendemain,

tels sont les moyens par lesquels M. Schneider s'efforce de rendre heureux ses ouvriers (voir le journal des *Travaux publics* du 29 août 1878).

« L'humanité est un homme qui vit toujours et apprend sans cesse (Pascal). » Cette vérité est surtout applicable à la question ouvrière ; selon les mœurs et le progrès de l'industrie, elle change ; aussi les lois que l'on fait à ce sujet devraient toujours, comme la loi anglaise sur la responsabilité des patrons, être limitées quant au temps de leur application ; périodiquement on serait forcé d'étudier à nouveau la question et de tenir compte du mouvement général. Peut-être ainsi arriverait-on à la suppression du paupérisme ; il faudra longtemps, il est vrai, mais : « les peuples ont sur les individus cet avantage que le temps ne leur manque pas pour apprendre à réussir (Guizot) » : Du reste, la question est assez importante pour qu'on l'étudie sans cesse sans s'effrayer de sa gravité ; qu'on ne dise pas que si, depuis des siècles, on cherche la solution de cette question sans la trouver, c'est qu'elle est insoluble ; mais qu'on l'étudie en se souvenant de la devise de Jacques Cœur : A vailants rien impossible.

POSITIONS

DROIT ROMAIN

1° L'action *tributoria* n'est jamais donnée que pour critiquer une répartition entachée de dol et préjudiciable à l'un des créanciers.

2° L'esclave qui se porte *expromissor* n'opère pas novation, il ne contracte pas même une obligation naturelle.

3° Malgré la loi 5 pr. du titre *de in rem verso* au *Digeste*, le maître n'est jamais tenu que jusqu'à concurrence de son enrichissement.

4° L'action pénale privée à la suite du délit d'un esclave pouvait être intentée après l'affranchissement.

5° Lorsqu'un affranchi obligé naturellement est héritier de son fidéjusseur, il n'y a pas de confusion des deux obligations ; mais cette règle n'a d'utilité pratique que dans le cas où l'obligation civile est éteinte par défaut de procédure.

6° Le droit qu'a le maître dans l'action de *peculio* de se payer avant tout créancier n'est pas le résultat d'une compensation.

7° Il ne peut y avoir de compensation pour la dette de l'esclave à son maître.

8° L'esclave affranchi débiteur naturel et créancier de son patron ne peut se voir opposer la compensation.

9° Les corporations d'ouvriers existaient déjà sous les rois de Rome.

DROIT COUTUMIER

1° C'est à tort qu'on a reproché aux barbares d'avoir par leur invasion dans l'empire romain d'Occident anéanti le travail libre.

2° L'origine du développement des corporations françaises est plutôt dans l'esprit d'indépendance de la bourgeoisie que dans le souvenir des corporations romaines.

3° Le maître ne devait pas de gage à l'ouvrier malade pendant le temps de la maladie : la loi 4 *de statu liber* au *Digeste* ne devait pas s'appliquer à cette hypothèse.

4° La *tacite reconduction* devait avoir lieu même lorsqu'il n'y avait pas de date fixée pour la fin du louage de service.

5° Pratiquement les ouvriers n'avaient pas de privilège sur les sommes dues à leur patron pour les travaux qu'ils avaient exécutés.

DROIT CIVIL

1° Le patron, aussi bien que l'ouvrier, peut invoquer la nullité du louage de service résultant de la trop longue durée de l'engagement.

2° Quand l'ouvrier fournit la matière et le travail il y a présomption de louage d'ouvrage, sauf à prouver que les parties avaient plutôt en vue une vente.

3° Le patron est responsable envers les tiers du délit commis par ses ouvriers non seulement s'il y a maladresse de la part de ceux-ci, mais même s'il n'y a que faute.

4° Le patron est responsable des dommages causés par l'apprenti même en dehors du travail commandé.

5° L'article 1798 du code civil donne un privilège aux ouvriers. Ce privilège existe encore lorsque l'entrepreneur au lieu de recevoir son paiement a fait cession de sa créance contre le propriétaire.

6° L'expression : gens de service, employés par l'article 2101, 4°, ne comprend pas les ouvriers.

7° L'idée de contraindre les patrons à indemniser les ouvriers blessés dans leurs ateliers dans tous les cas, n'est pas contraire au principe que la faute ne se présume pas.

DROIT COMMERCIAL

1° L'apprenti peut se dire élève de son patron.

2° La clause par laquelle une police déclare l'assurance résolue en cas d'accident si l'ouvrier poursuit le patron en responsabilité est nulle et illicite.

3° Il n'y a pas lieu de distinguer les artistes ou artisans des autres ouvriers ou employés relativement à la compétence des prud'hommes.

4° Quand on se trouve en présence d'un fait ne relevant pas des conseils de prud'hommes, la règle qui déclare compétents les tribunaux de commerce quand il s'agit d'engagements de matelots ou d'ouvriers maritimes, ne s'applique pas aux engagements des ouvriers dans les autres industries.

5° Dans la grande industrie, le changement de patron peut n'être pas une cause suffisante de résiliation de l'engagement d'un ouvrier.

DROIT PÉNAL

1° Les commissaires de police n'ont pas les mêmes droits que les inspecteurs créés par les lois de 1841 et 1874.

2° Les condamnations à des peines de simple police prononcées par les conseils de prud'hommes sont susceptibles d'appel.

3° Les enfants âgés de onze ans et munis du brevet de la loi de 1882 ne sont plus soumis à la loi de 1874 pour leur admission dans les manufactures. Les patrons peuvent les recevoir.

4° Le patron doit exiger le certificat de fréquentation de l'école

pour l'apprenti non muni du brevet de la loi de 1882, entre douze et treize ans ; il n'en est pas de même pour les enfants non apprentis.

5° L'ouvrier qui recèle la chose volée par un tiers à son patron est complice par recel d'un vol simple, il n'est pas passible de la peine édictée par l'article 386 du code pénal.

ÉCONOMIE POLITIQUE

1° Vouloir fondre en une seule institution les syndicats et les associations coopératives d'ouvriers est mettre obstacle au développement de ces deux institutions.

2° En matière de douane, le système protecteur n'est pas à encourager si l'on cherche seulement l'avantage des ouvriers.

DROIT PUBLIC

1° Quand à la suite d'un crime commis à l'occasion d'une grève, le coupable s'est réfugié dans un pays étranger, ce pays ne peut pas refuser l'extradition en alléguant que la grève est une émeute et rend par suite le crime connexe avec une question politique.

2° Les corps francs autorisés par l'État doivent être considérés comme belligérants.

3° Quoique la loi française n'admette plus l'esclavage, le citoyen d'un pays encore esclavagiste a le droit de poursuivre devant les tribunaux français son affranchi réfugié en France, pour l'exécution des promesses faites par ce dernier pour obtenir sa liberté.

Vu par le Président :

A. BOISTEL.

Vu par le Doyen,

Ch. BEUDANT.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GFÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	I
--------------------	---

DROIT ROMAIN

SITUATION JURIDIQUE DE L'ESCLAVAGE

Préambule.....	5
----------------	---

PREMIÈRE PARTIE

DES CAS OU L'ESCLAVE AGIT EN EMPRUNTANT LA CAPACITÉ DU MAÎTRE.

CHAPITRE I^{er}. — Acquisitions au profit du maître.

§ I. Possession, droits réels.....	10
§ II. Succession et legs, obligations	13

CHAPITRE II. — Le maître engagé par le fait de son esclave.

§ I. Actions noxales.....	20
§ II. Action <i>de peculio</i>	25
§ III. Action <i>tributoria</i>	28
§ IV. Action <i>quod jussu, institoria, exercitoria</i>	32
§ V. Action <i>de in rem verso</i>	35

DEUXIÈME PARTIE

DES CAS OU LA LOI RECONNAÎT UNE PERSONNALITÉ A L'ESCLAVE.

CHAPITRE I^{er}. — Actions où figure l'esclave.

§ I. Actions données contre l'esclave.....	38
--	----

§ II. Des autres cas où l'esclave intervient dans la justice.	43
CHAPITRE II. — Obligations naturelles de l'esclave.....	45

ANCIEN DROIT

DES CORPORATIONS

CHAPITRE I ^{er} . — Des corporations dans l'antiquité.....	56
— II. — Corporations du quatrième au dix-huitième siècle.....	63
— III. — Ouvriers en général au dix-huitième siècle..	76
— IV. — Abolition des corporations et droit intermédiaire.....	88

DROIT ACTUEL

ORGANISATION OUVRIÈRE

Préambule.....	96
----------------	----

PREMIÈRE PARTIE.

RAPPORTS JURIDIQUES ENTRE OUVRIERS ET PATRONS

Section I ^{re} . — Lois réglant ces rapports.	
CHAPITRE I ^{er} . — Louage d'ouvrage.....	98
— II. — Apprentis et enfants.	
§ I. Apprentis.....	106
§ II. Des enfants dans les manufactures.....	111
CHAPITRE III. — Responsabilité des patrons et assurances.	
§ I. Responsabilité.....	120
§ II. Assurances contre les accidents.....	126
CHAPITRE IV. — Droits des ouvriers comme garantie de leurs salaires.....	135
CHAPITRE V. — Pénalités spéciales.	
§ I. Livret.....	147

§ II. Coalitions	150
Section II. — Tribunaux compétents.	
CHAPITRE I. — Historique des conseils de prud'hommes.....	157
— II. — Organisation des conseils de prud'hommes...	160
— III. — Compétence des conseils de prud'hommes...	166
— IV. — Procédure devant les conseils de prud'- hommes.....	169
— V. — Compétence de police des conseils de prud'- hommes.....	173
— VI. — Autres tribunaux compétents.....	175

DEUXIÈME PARTIE

LOIS, USAGES, ESSAIS DANS LE BUT D'AMÉLIORER LE SORT DES OUVRIERS.

Section I^{re}. — Associations ouvrières.

CHAPITRE I ^{er} . — Institutions coopératives et participation...	180
— II. — Délégations et syndicats des ouvriers,	189

Section II. Tentatives des patrons et des publicistes.

CHAPITRE I ^{er} . — Différents essais d'amélioration du salariat...	203
— II. — Théories des principaux publicistes	211
— III. — Appendices. — L'ouvrière en France. — Situation économique de l'Angleterre et de l'Allemagne	227
Conclusion.....	233
Positions.....	240
Table.....	245

